



Tsi chindi, Ngodjo chinda!  
J'ai réussi, tu réussiras!

*Douze femmes, douze parcours exceptionnels*



Commissariat National de la Solidarité  
de la Protection Sociale et  
de la Promotion du Genre

**eces**  
CENTRE EUROPEEN  
D'APPUI ELECTORAL



Centre Européen d'Appui Electoral – ECES, 2018

Bureau Pays : Rue de la Corniche, Bâtiment DUE, BP 8326, Moroni, Union des Comores

Siège : Avenue Louise 209 / A, 1005 Bruxelles, Belgique

Tous droits réservés pour tous pays. Toute reproduction, même partielle, par tous procédés, y compris la photocopie, est interdite.

© 2018 Centre Européen d'Appui Electoral (ECES)



Cette publication a pu être réalisée grâce à l'appui de l'Union européenne.

Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ECES et des contributeurs et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'Union



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Ambassade de Suisse pour Madagascar, les Comores et les Seychelles**





Tsi chindi, Ngodjo chinda !

J'ai réussi, tu réussiras !

*Douze femmes, douze parcours exceptionnels*

Un travail réalisé par le Commissariat National de la Solidarité,  
de la Protection Sociale et de la Promotion au Genre avec  
l'assistance de la Fondation du Centre Européen d'Appui  
Electoral et le soutien financier de l'Union Européenne et de  
l'Ambassade de Suisse à Madagascar.

Mars 2018



## Tables des Matières

Avant-propos de Madame la Commissaire Nationale  
au Genre..... 1

Mot de la Fondation du Centre Européen  
d'Appui Électoral..... 9

Méthodologie..... 13

### Introduction

Evolution historique de la participation politique  
de la femme aux Comores ..... 15

---

### *Douze Femmes, Douze Parcours Exceptionnels*

*Mme Sittou Raghadat Mohamed*..... 33  
La première femme Ministre et première femme Députée

*Mme Moinaecha Mroudjae*..... 53  
La première femme Maire

*Mme Sitti Farouata Mhoudine*..... 71  
La Commissaire Nationale au Genre

*Mme Soilha Saïd Mdahoma*..... 87  
La femme entrepreneur et Maire de Mitsamiouli



<i>Mme Toyb Zabara Abdallah</i> .....	107
L'engagement dans la société civile	
<i>Mme Sitti Saïd Hassan</i> .....	119
La Ministre de l'Education	
<i>Mme Sitti Attoumane</i> .....	137
La Secrétaire d'Etat au Tourisme et à l'Artisanat	
<i>Mme Hadjira Oumouri</i> .....	155
La Députée élue aux législatives de 2014-2015	
<i>Mme Andhamati Mikidadi</i> .....	177
La Maire et fondatrice du Mouvement des Femmes Mohéliennes	
<i>Mme Bouchrati Abdoulhalim</i> .....	191
La Candidate aux législatives	
<i>Mme Zabaria Saïd Ahmed</i> .....	205
La première femme Candidate aux élections présidentielles	
<i>Mme Sarah Soilibi</i> .....	215
La Porte-parole à l'élection présidentielle et la Championne du monde de kick-boxing	
<hr/>	
Remerciements.....	233

## AVANT-PROPOS DE MADAME LA COMMISSAIRE NATIONALE AU GENRE

---

Ce livre, qui présente des femmes ayant marqué l'histoire politique récente des Comores, s'inscrit dans le cadre des activités de promotion de la participation politique des femmes en Union des Comores. Il a pour vocation d'illustrer le parcours de ces femmes qui, depuis la période d'avant l'indépendance, ont eu un parcours politique d'exception et, à travers ce parcours, inspirer les jeunes générations, et les sensibiliser sur le rôle que les femmes ont eu –et continuent d'avoir– dans la construction politique des Comores.

De plus, ce livre à vocation de mémoire historique décrit des aspects de notre histoire récente depuis les années 1960 jusqu'à nos jours et le rôle joué par les femmes pour obtenir par exemple l'indépendance ou des avancées juridiques comme le Code de la Famille en 2005 ou la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes adoptée par l'Organisation des Nations Unies en décembre 1979 (CEDEF).

Cette action s'encadre dans les activités réalisées par le Commissariat National à la Solidarité, à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre pour promouvoir la participation politique des femmes. Pour rappel, ce Commissariat, institué par le Décret présidentiel n°11-201-/PR du 15 septembre 2011, et dirigé par un Commissaire nommé par le Président de l'Union, a pour missions de concevoir, superviser, coordonner et contrôler les activités

## AVANT-PROPOS DE MADAME LA COMMISSAIRE NATIONALE AU GENRE

---

d'élaboration et de suivi des politiques nationales de solidarité et de promotion du genre arrêtées par le Gouvernement de l'Union des Comores. Plus spécifiquement, il élabore la politique nationale ainsi que la législation, veille à la bonne mise en œuvre des conventions internationales et des plans d'action, et développe des partenariats avec les acteurs nationaux et internationaux œuvrant pour une meilleure prise en charge du genre.

Actuellement, l'action du Gouvernement s'appuie principalement sur trois axes d'intervention: (i) La Politique Nationale d'Égalité et d'Équité du Genre (PNEEG) adoptée en juillet 2008, en cours de révision et qui constitue le cadre d'orientation et de coordination des actions visant à promouvoir l'égalité du Genre en Union des Comores; (ii) la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D) pour 2015-2019 qui traite de manière transversale la question du genre et précise les mesures spécifiques à prendre pour répondre aux politiques, lois, procédures, normes, croyances, pratiques et attitudes qui maintiennent les inégalités entre les femmes et les hommes et (iii) la Feuille de route contre les violences faites aux femmes et aux mineurs pour 2017-2019 adoptée en 2016 qui a pour principale mission la mise en place d'un plan de lutte contre les violences faites aux femmes et aux mineurs aux Comores.

## AVANT-PROPOS DE MADAME LA COMMISSAIRE NATIONALE AU GENRE

---

Parmi les principaux défis du pays et du Commissariat se trouve la participation politique des femmes. Effectivement suite à l'étude réalisée lors de l'évaluation du processus électoral, il est apparu un faible taux de candidatures féminines aux élections de 2015 et de 2016.

Les études montrent en effet que les candidatures féminines aux élections de l'Assemblée de l'Union représentaient 3.76% de l'ensemble des candidatures. Ces taux étaient de 3.72% aux élections communales, 5.43% aux élections des Conseillers des îles, 4.47% aux élections des Gouverneurs et de 3.7% aux élections du Président de l'Union. Elles soulignent en outre que les Comores, avec une députée sur trente-trois, figure au dernier rang concernant la représentation politique des femmes au classement de l'Union Africaine.

Dans ce sens, ce livre s'inscrit dans les priorités du Gouvernement issu de l'élection présidentielle de 2016 qui a présenté la vision «Comores Emergents à l'horizon 2030». En effet, le Gouvernement s'est exprimé en faveur de l'accélération de la participation des femmes au développement économique et politique du pays. De surcroît, le Président de l'Union, Monsieur Azali Assoumani, lors de son discours de présentation du Rapport du Développement Humain en janvier 2017, a fait un appel aux femmes pour une plus grande implication dans les partis politiques.

## AVANT-PROPOS DE MADAME LA COMMISSAIRE NATIONALE AU GENRE

---

Il est aussi à rappeler la Déclaration universelle des droits de l'Homme, aux termes de laquelle toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques dudit pays.

De même, il est à rappeler la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui garantit aux femmes du monde entier la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur un pied d'égalité avec les hommes, et qui précise notamment que les Etats parties doivent prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays. Cette Convention est inscrite dans la Constitution de l'Union des Comores tel qu'il est mentionné au préambule : *«Le peuple comorien affirme solennellement sa volonté de marquer son attachement aux principes et droits fondamentaux tels qu'ils sont définis dans les Conventions Internationales notamment celles relatives aux droits de l'enfant et de la femme».*

Plus spécifiquement, la Résolution 66/130 adoptée par l'Assemblée Générale du 19 décembre 2011 sur la participation des femmes à la vie politique où il est demandé à tous les Etats d'abolir les lois, réglementations et pratiques qui, de manière discriminatoire, empêchent ou limitent la

## AVANT-PROPOS DE MADAME LA COMMISSAIRE NATIONALE AU GENRE

---

participation des femmes à la vie politique ; prendre toute mesure appropriée pour éliminer les préjugés fondés sur l'idée que l'un ou l'autre des sexes serait inférieur ou supérieur, ou les rôles stéréotypés des hommes et des femmes, qui constituent un obstacle à l'accès et à la participation des femmes à la sphère politique, et à adopter des stratégies visant à les faire participer pleinement à la vie politique et à faire connaître et à reconnaître l'importance de la participation des femmes au processus politique aux niveaux communautaire, local, national et international.

\*\*\*

Ce travail réalisé avec l'appui de la Fondation du Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) veut promouvoir la participation politique des femmes à travers le parcours de douze femmes exceptionnelles. Elles ne sont pas seulement douze, elles sont plus, elles sont des centaines. Mais nous n'avons pas pu interviewer toutes les femmes que l'on aurait souhaité. Elles font l'hommage à cet ensemble.

Vous trouverez dans ce livre le parcours de la première femme Ministre et Députée des Comores, Mme Sittou Raghadat; la première femme élue Maire, Mme Moinaécha Mroudjae; l'actuelle Commissaire au Genre, Mme. Sitti Farouata Mhoudine; la Maire de Mitsamiouli, Mme Soilha Saïd Mdahoma; des militantes syndicales comme Madame

## AVANT-PROPOS DE MADAME LA COMMISSAIRE NATIONALE AU GENRE

---

Toyb Zahara Abdallah; la femme qui a été Ministre de l'Education en 2011, Mme Sitti Saïd Hassan; la Secrétaire d'Etat au tourisme et à l'artisanat, Mme Sitti Attoumane; l'actuelle Députée et initiatrice de la loi sur la représentativité des femmes, Mme Hadjira Oumouri ; la fondatrice du Mouvement des Femmes Mohéliennes, Mme Adhoumati Mikidadi; l'ancienne Commissaire Générale pour la Promotion du Genre entre 2011 et 2013, Mme Bouchrati; la première femme candidate aux élections présidentielles, Mme Zaharia Saïd Ahmed et la Porte-parole du parti la France insoumise et Championne du monde de kick-boxing, Mme Sarah Soilihi.

Cette liste n'est pas exhaustive, d'autres femmes ont marqué l'histoire de notre pays. Je voudrais rendre un hommage à travers ces lignes entre autres à Mme Djourné Fatima, Mme Sakina Ibrahime, Zahara Ibrahim et Foudhoyla Chaffi.

Je souhaite remercier toutes ces femmes, qui ont eu le courage, la générosité et la disponibilité pour se présenter dans ce livre. De plus, je souhaiterais aussi remercier l'Union Européenne et l'Ambassade de Suisse à Madagascar pour avoir financé l'élaboration de ce travail, et finalement, la Fondation du Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) pour avoir conduit techniquement ce travail.

Pour terminer, je voudrai rappeler aux jeunes générations, et

## **AVANT-PROPOS DE MADAME LA COMMISSAIRE NATIONALE AU GENRE**

---

aux filles plus particulièrement que si ces femmes ont pu, vous pouvez aussi. L'objectif de ce livre est en partie de vous encourager et de vous inspirer à participer dans la vie politique, mais vous verrez aussi que ce livre offre douze modèles de vie qui sont inspirants pour réussir au quotidien dans tout domaine.

Madame Sitti Farouata Mhoudine  
Commissaire Nationale au Genre  
Mars 2018





## **MOT DE LA FONDATION DU CENTRE EUROPEEN D'APPUI ELECTORAL**

---

Le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) est une fondation privée à but non-lucratif ayant une vocation mondiale et basée à Bruxelles. ECES appuie le développement démocratique durable à travers l'assistance technique dans les domaines des élections, de la bonne gouvernance, de la démocratisation et de la consolidation de la paix.

ECES est présent en Union des Comores depuis 2014 avec les Projets d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence du Processus Electoral de 2015/16 (PACTE I et PACTE II), et met actuellement en œuvre un troisième projet visant à renforcer les capacités de la société civile, grâce aux financements de l'Union Européenne. Ce livre s'inscrit dans la continuité du travail effectué, ayant pour objectif de contribuer au renforcement démocratique durable.

Dans ce cadre, ce livre cherche à encourager la participation politique des femmes ; et ainsi à participer à l'atteinte du 5ème objectif de développement durable : « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser les femmes et les filles » ; leur participation politique étant un levier de cette autonomisation.

A travers ce livre, le lecteur est invité à se plonger dans l'histoire de douze parcours exceptionnels de femmes comoriennes qui, de part leur engagement en politique, sont

## **MOT DE LA FONDATION DU CENTRE EUROPEEN D'APPUI ELECTORAL**

---

des sources d'inspiration pour toutes et tous. Défenseuses des droits des femmes de la première heure, ou malgré elles, chacune de ces femmes a mené et continue de mener un combat que les plus sceptiques disaient perdu d'avance.

Leur histoire, qui se conjugue avec celle politique et sociale du XX<sup>ème</sup> et XXI<sup>ème</sup> siècle en Union des Comores, est le miroir de la perception que se fait une société sur la place de la femme et sa participation dans la vie publique. Rarement encouragée ou acceptée, principalement reléguée au second rang voir carrément rejetée, la participation politique des femmes dans la vie publique comorienne a subi de nombreuses évolutions durant les différentes périodes racontées par ces douze femmes (de 1960 jusqu'à présent).

Ainsi, et si certains de ces récits se recourent ou parlent d'eux-mêmes, une constante subsiste, celles des préjugés sur ce que les filles et les femmes doivent être, et ne pas être. Dans ce cadre, les femmes politiques se retrouvent au cœur d'une contradiction sociétale actuelle, à savoir la non-acceptation dans les sphères de pouvoir de celles qui représentent la moitié de la population, et ce uniquement de par leur sexe.

Chacun des douze entretiens illustre le fait qu'avec persévérance, abnégation et volonté, les préjugés qui pèsent sur l'implication politique des femmes sont faits pour être

## **MOT DE LA FONDATION DU CENTRE EUROPEEN D'APPUI ELECTORAL**

---

déconstruits. De la première femme Ministre à la première femme Maire en passant par la femme activiste la Députée, chacune de ces femmes livre son cheminement personnel vers son implication politique, raconte les défis rencontrés, les sacrifices mais aussi les succès et partage des conseils pour celles qui veulent se lancer dans cette voie.

Nous voulons d'ores et déjà remercier tous les partenaires qui ont rendu possible la réalisation de ce livre. En particulier, nous désirons remercier l'Union Européenne ainsi que l'Ambassade de Suisse à Madagascar qui ont appuyé la réalisation de ce livre dans toutes ses étapes. Nous les remercions pour leur confiance.

Pour finir, si ces femmes sont des exemples comoriens, elles sont aussi des exemples universels. Effectivement, si elles ont réussi, pourquoi d'autres ne le pourraient-elles pas aussi ?

Monica Frassoni  
Présidente du Conseil  
d'Administration

Fabio Bargiacchi  
Directeur Exécutif



## Méthodologie

Les douze femmes interviewées dans le cadre de ce livre ont été choisies en raison de leur parcours politique significatif à l'échelle de l'histoire des Comores. Chacune constitue des spécificités propres qui permettent de se représenter une image globale de la femme comorienne en politique, en tenant compte des îles où elles ont réalisé leur parcours.

Le canevas d'entretien du présent livre a été réalisé sur la base d'une méthodologie de recherche et d'entretiens historiques. Un questionnaire en plusieurs parties visant à découvrir les différentes étapes du parcours politique des femmes interviewées a été retenu et a servi de base pour chacun des entretiens. Ce questionnaire rassemble les interrogations les plus pertinentes pour parcourir les histoires personnelles des femmes interviewées avec : (i) des questions sur le parcours personnel de la personne interviewée, (ii) des questions objectives sur l'évolution de la place des femmes en politique à travers les époques, (iii) des questions subjectives sur leur regard personnel à propos de cette situation, et enfin (iv) des pistes énoncées pour l'avenir de la femme politique.

Pour chaque entretien une souplesse par rapport à ce canevas, a été adoptée pour personnifier chaque femme selon la pertinence de ses propos.

## Une étude qualitative

Ce livre d'entretiens est aussi une étude qualitative qui se distingue des méthodes quantitatives de la plupart des documents disponibles traitant le sujet. Il a pour but d'approfondir l'analyse de la place des femmes politiques aux Comores en interrogeant directement les acteurs de cette problématique. Une série de douze entretiens semi-directifs ont été réalisés, laissant pleinement aux femmes interrogées la possibilité de développer entièrement leur propos et ainsi reconstituer leur vision subjective de l'objet d'étude.

Chaque entretien a été réalisé de façon personnelle, en face-à-face avec deux enquêteurs chargés de conduire le fil de l'interview. La méthode de recueil de données par entretien personnel a été choisie pour son caractère restitutif des processus liés aux disparités liées à la question des inégalités de genre. En effet, cette approche nous permet d'offrir au lecteur un aperçu d'une thématique précise, en exposant les données brutes, les acteurs principaux, les visions subjectives, mais aussi les enjeux globaux. L'objectif est de reconstruire l'univers de la femme politique comorienne en appuyant sur l'intérêt de chaque cas qui, par leurs spécificités propres, soulignent toute l'importance de ce travail.

A noter que les expressions en langue shikomori exprimées lors des entretiens, ont été conservées. Des notes de bas de page ont été insérées afin de faciliter la relecture.

## Introduction

# Evolution historique de la participation politique de la femme aux Comores

*par*

*Mme Saïd Islam Moïnâécha*

*M. Ouledi Ahmed*



*Gouvernement du Président Djohar ayant dans ses rangs la première femme Ministre (1991)*



Cette introduction se propose de retracer l'évolution de l'engagement politique des femmes aux Comores. Les femmes comoriennes sont certes attachées à leurs traditions séculaires mais ont aussi toujours été résolument engagées dans le processus de développement et de modernisation de leur pays. Depuis quelques années, grâce à un travail patient de sensibilisation et de mobilisation sociale, soutenu par des actions concrètes (dialogue avec le gouvernement, plaidoyer auprès des élus locaux, rencontres avec les communautés, mobilisation de fonds auprès des partenaires, etc.), les mentalités évoluent et une prise de conscience du rôle primordial de la femme comorienne dans les prises de décision commence à voir le jour.

### ***Des origines au XVIII<sup>e</sup> siècle : les Comores, du carrefour de multiples civilisations à la mise en place des sultanats***

Situées à l'entrée nord du Canal de Mozambique, entre Madagascar et la côte orientale de l'Afrique, les Comores ou *Djuzur - al - Qamar* (« les Îles de la Lune ») sont au carrefour entre le monde arabo-musulman, l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Très peu de données existent sur l'histoire antique du pays mais des traces existent dans des ouvrages anciens rédigés par des géographes et des voyageurs ayant sillonné l'Océan Indien entre l'I<sup>er</sup> et le VI<sup>e</sup> siècle.

Les premiers habitants semblent être des bantous qui auraient migrés progressivement de l'Afrique continentale en franchissant le Canal du Mozambique pour arriver sur les côtes occidentales de Madagascar et des Comores. Ces populations africaines étaient organisées en sociétés très hiérarchisées faite de clans matrilineaires repartis dans les différentes îles.

Grâce au développement important de la navigation dans l'Océan Indien, d'importantes relations commerciales se sont tissées entre le monde arabo-persan et les peuples de la côte est-africaine y compris les Comores. Le développement de ces échanges va par la suite, favoriser l'arrivée de vagues successives d'arabo-shiraziens entre le X<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècle.

Les nouveaux arrivants se répandent dans les différentes régions du pays et fondent de petites principautés placées sous l'autorité de chefs de clan qui se font appeler des « sultans ». C'est le début des sultanats qui vont dominer la vie politique et économique de l'archipel.

L'avènement des sultanats a vu le rôle de la femme devenir central. Par le biais des mariages, les sultans réussissaient à conserver l'essentiel de leur pouvoir dont le mode de transmission se faisait par la mère. Des femmes ont même eu à prendre la tête de sultanat. Ce fut le cas de Djumbé Halima 1<sup>ère</sup> qui devient, en 1598, Reine de Domoni et de même pour Djumbe Halima II en 1669. C'est également le cas, en 1788, quand le sultan Abdallah 1<sup>er</sup>, revenu de la Mecque, abdique en faveur d'une de ses petites filles qui prend le nom de Djumbe Halima III. La toute dernière sultane fut Fatima Soudibinti Abderremane de Mwali<sup>1</sup> connue sous le nom de Djumbe Fatima (1836-1878).

### ***Du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle : des razzias malgaches aux protectorats français***

La fin du XVIII<sup>e</sup> et le début du XIX<sup>e</sup> siècle est l'époque des razzias malgaches sur les côtes comoriennes. Des pirates malgaches font des descentes sur les localités côtières et font prisonniers des hommes et des femmes qui sont ensuite

---

<sup>1</sup> En langue shikomori, l'île de Mohéli.

déportés dans le cadre de réseau d'échanges d'esclaves dans l'Océan Indien occidental. Des femmes de la localité d'Iconi ont eu à démontrer leur bravoure en luttant contre ces razzias ou en se jetant à la mer à partir du haut de la falaise de la colline « Djabal » pour éviter d'être « razzier ». Les incursions malgaches ont causé de nombreuses destructions dans les villes. Beaucoup de cités comoriennes ont eu à ériger des murs défensifs (Ntsudjini, Itsandra, Ntsaweni, Moroni, etc...). Suite à ses incursions malgaches, la présence européenne va elle aussi progressivement s'intensifier.

L'organisation sociale en sultanats disparaît à la fin du XIX<sup>e</sup> avec la prise de possession de Mayotte par la France en 1841 et la mise sous protectorat français de l'archipel à partir de 1886. Sous la colonisation, beaucoup de comoriens ont été contraints à travailler dans les sociétés fondées par des colons planteurs de cultures de rentes. Aux femmes étaient assignées des tâches rudes comme la cueillette de fleurs d'ylang, la recherche du bois de chauffe pour les chaudières des alambics et des travaux de champs. Femmes et hommes sont employés sous le statut du salariat forcé ou sous le régime de la corvée.

Devant la précarité croissante de leurs conditions de vie, les comoriens ont été soit réduits à la soumission soit condamnés à fuir leurs villages ou à s'exiler à Zanzibar ou Madagascar. De grandes révoltes se sont produites à différentes époques comme l'insurrection de 1856 conduite par Bakar Kosu à Mayotte ou de Masimu et Mtsala, en 1916, à Ngazidja.<sup>2</sup> Ces révoltes épisodiques concernaient à la fois les femmes et les hommes. Leur ampleur ont conduit la plupart des planteurs à se passer des travailleurs locaux et aller se pourvoir en main d'œuvre moins chère au Mozambique notamment dans les tribus *Makua* et *Makonde*,

---

<sup>2</sup> En langue shikomori, l'île de la Grande Comore.

ethnies vivant aux confins du Mozambique, de la Tanzanie et du Malawi.

## ***Le XX<sup>e</sup> siècle : de la colonisation à l'indépendance (1975)***

Les Comores deviennent, en 1912, une colonie française rattachée à Madagascar. La France met en place, entre 1912 et 1915, une petite administration locale. Les cantons remplacent les anciens sultanats et ont à leurs têtes des chefs de canton, tous des hommes nommés par le chef de subdivision. Durant toute cette période, aucune femme ne sera nommée à la tête d'un canton.

La fin de la Seconde Guerre Mondiale (1939-1945) et la nouvelle Constitution de la République française induisent une évolution institutionnelle de l'archipel qui obtient une autonomie de gestion de ses propres affaires. Les Comores retrouvent ainsi quelques pouvoirs de décisions. Elles obtiennent une représentation parlementaire avec un député, Saïd Mohamed Cheik<sup>3</sup> et un Conseil général présidé par le Prince Saïd Hussein.<sup>4</sup> L'Union française créée en 1946, permet aux comoriens de participer dans une certaine mesure à la vie politique de leurs îles.

### ***Le droit de vote de 1944***

Bien que le droit de vote ait été accordé aux femmes dès 1944 puis étendu à tous les français d'outre-mer par la Loi Lamine Guèye du 25 avril 1946 et par la Constitution du 27 octobre 1946, les femmes comoriennes n'ont jamais pu user

---

<sup>3</sup> Saïd Mohamed Cheik, Député des Comores de novembre 1946 à janvier 1962 puis Président du conseil de gouvernement du territoire des Comores de janvier 1962 à mars 1970.

<sup>4</sup> Prince Sultan Saïd Houssein, règne de 1959 à 1979.

de ce droit. Il faudra attendre les aménagements de la Loi Cadre de 1956 pour que des élus puissent s'exprimer au nom de la population de l'Archipel. La loi adoptée du 22 décembre 1961 accordant à l'Archipel une autonomie interne, a permis la mise en place d'une Assemblée élue et d'un gouvernement dirigé par un président élu par l'Assemblée et responsable devant elle.

### ***Des premières femmes lettrées au militantisme***

Ces évolutions institutionnelles ont générées le besoin d'avoir des ressources humaines qualifiées. On assiste alors dans l'archipel à l'ouverture d'écoles primaires et secondaires. Les femmes commencent à accéder à l'instruction occidentale au début des années 1950. A l'époque, l'école était considérée, à tort ou à raison, comme étant un lieu d'embrigadement pour la culture européenne. Les premières femmes lettrées ont été des sages-femmes, des infirmières et des aides-soignantes. Elles ont été suivies par des institutrices et des secrétaires dactylographes.

L'avènement dans les années 1960 du collège puis du lycée va accélérer la scolarisation particulièrement des filles mais aussi favoriser leur engagement dans les luttes sociales. La contestation lycéenne de 1968 bouleverse la donne en propulsant des femmes aux avant-postes de l'action militante. Un nombre significatif de jeunes lycéennes fait partie des militants de premier plan. Elles ne vont pas au maquis mais restent mobilisées contre le pouvoir colonial.

Elles seront plus tard le socle sur lequel va prospérer le militantisme révolutionnaire de l'Association des Stagiaires et Etudiants des Comores (ASEC) en France et le mouvement de Culture Nouvelle (« *MsomowaNyumeni* »), deux mouvements de jeunes révolutionnaires contestant

l'ordre traditionnel et prêchant l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces deux mouvements de jeunes ont été fortement influencés par les paris politiques indépendantistes.

Marginal à son début, le mouvement indépendantiste va progressivement gagner l'ensemble du pays, grâce à l'action conjuguée du Mouvement de libération nationale des Comores (MOLINACO) basé en Tanzanie, le Parti Socialiste des Comores (PASOCO) et le Parti pour l'Evolution des Comores (PEC).

Des femmes s'engagent dans ce combat frontal contre la colonisation. Il s'agit de Sakina Ibrahim de Moroni, Mwana Bweni d'Iconi, Hadidja Sabil de Mtsapéré, de Mariata Mohamed de Duniani, militantes du MOLINACO et d'Abida Ali Chebane et Péramanga de Ntsudjini, militantes du PASOCO. Elles seront rejointes dans le combat politique par Latufa Said Toihire du Rassemblement Démocratique du Peuple Comorien (RDPC) connu sous le nom de « parti blanc » et Fatima Abdallah de l'Union Démocratique des Comores (UDC) ou le « parti vert ». La première candidature féminine à une élection date de cette époque. Elle émane de Madame Abida Ali Chebane, candidate du PASOCO aux élections législatives de 1972.

## ***De la proclamation de l'indépendance unilatérale à nos jours***

### ***De la place de la femme valorisée ...***

L'engagement politique des femmes comoriennes prend de l'ampleur avec l'accession des Comores à l'indépendance le 6 juillet 1975. Moins d'un mois après la déclaration d'indépendance, un coup d'Etat renverse le Président du

nouvel Etat comorien<sup>5</sup> et installe un Gouvernement révolutionnaire dirigé durant quelques mois par le Prince Saïd Mohamed Jaffar<sup>6</sup> puis par Ali Soilihi.<sup>7</sup>

Le Président Ali Soilihi fait des femmes et des jeunes le fer de lance de sa révolution. La libération de la femme et la conquête de tous ses droits sont considérées comme une priorité absolue. Le régime adopte une série de réformes politiques visant à lutter contre les traditions jugées rétrogrades notamment l'asservissement de la femme. Il proclame la suppression du voile portée par les femmes, encourage la scolarisation des filles et l'autonomisation des femmes par le travail. Il incorpore les femmes dans l'armée et dans sa garde présidentielle. Des jeunes femmes sont membres des multiples comités révolutionnaires mis en place pour conduire et exécuter les décisions de l'Etat révolutionnaire. Il s'attaque aux coutumes et aux pratiques empêchant les femmes de s'épanouir. Le grand mariage est réglementé et les dépenses ostentatoires bannies. Les dépenses pour les funérailles sont limitées par ordonnance.

Ces décisions révolutionnaires prises par le pouvoir d'Ali Soilihi pour la libération de la femme n'avaient pas fait l'unanimité des femmes. Certaines manifestèrent contre la suppression du voile, vécue comme une violation de leur pudeur et de leur dignité de femme. A la chute du régime d'Ali Soilihi, beaucoup des décisions prises ont été purement et simplement annulées.

---

<sup>5</sup> Dirigé par Ahmed Abdallah Abderemane, Chef de l'Etat Comorien du 6 juillet 1975 au 3 août 1975.

<sup>6</sup> Saïd Mohamed Jaffar, Président du Conseil National exécutif de l'Etat comorien d'août 1975 à janvier 1976.

<sup>7</sup> Ali Soilihi, Président des Comores de 1976 à 1978.

### *... aux renforcements du milieu associatif*

Le retour d'Ahmed Abdallah en mai 1978,<sup>8</sup> s'est accompagné, en effet, d'une campagne de refonte totale de l'Etat. Les comités révolutionnaires sont dissous et toutes les réformes opérées par le régime sont rendues caduques. Malgré ce retour en arrière, on assiste tout de même à l'essor de toute une série d'organisations du secteur associatif fortement impliquée dans le développement sociale. Les femmes s'organisent au sein d'associations et s'impliquent de manière significative dans les actions de développement local.

Les fonds provenant des manifestations coutumières sont investis et affectés à la réalisation de projets sociaux, économiques et culturels. La loi de 1986 sur les associations encourage l'essor du mouvement associatif dans le pays. Les associations dites ONG, à but non lucratif, de développement, des mutuelles et des organismes de base communautaire se créent et se développent. Des associations bien structurées s'implantent dans les régions. Leurs actions s'orientent dans divers domaines notamment dans l'environnement, la santé, l'éducation, la formation professionnelle, l'accès au crédit, la promotion de l'artisanat, de l'agriculture vivrière ou de la pêche. Certaines d'entre elles sont dirigées par des femmes. Il s'agit notamment de Maounati (aide aux écoles et à la santé) ; de l'Association Féminine pour l'Enfance aux Comores (AFEC) qui apporte ses aides aux enfants nécessiteux sous plusieurs formes (services de pédiatrie, parrainage des enfants handicapés, aides aux nouveau-nés, etc.) ; de Mawatanya de Mutsamudu à Ndzuani<sup>9</sup> (santé- éducation) ; d'ASO d'Ouani

---

<sup>8</sup> Ahmed Abdallah Abderemane, Président des Comores de 1978 à 1989

<sup>9</sup> En langue shikomori, l'île d'Anjouan.



(constructions des écoles primaires) et de Nia-modja de Mwali (construction et réhabilitations des pistes rurales).

D'autres associations de développement économiques furent créées notamment celles des agricultrices encadrées par les Centres Fédéraux d'Appui au Développement Rural (CEFADER) et les Centres d'Appui au Développement Rural (CADER). En 1989, toutes ces associations ont pris une autre allure ; elles se sont structurées en fédérations des associations de femmes. Le Réseau National de l'Avocat du Genre (RENAG) a été mis en place pour soutenir et sensibiliser les femmes à participer pleinement dans la vie politique.

Après la Conférence des femmes africaines Ministres et Parlementaires de Ougadougou en 1995, et avec la création du Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP), qui regroupait 15 pays, dont Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles, les gouvernements des pays de l'Océan Indien ont réaffirmé leur engagement à soutenir les femmes pour atteindre l'égalité entre les sexes. Ils ont validé, au conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien (COI), en avril 2009, la politique et la stratégie « genre » de la Commission de l'Océan Indien. Le REFAMP, conscient du déficit de la représentation féminine dans la sphère politique, avec l'appui de Fonds des Nations-Unies pour la Population (UNFPA) a engagé une réflexion au niveau régional en vue de redynamiser les réseaux et d'améliorer la situation de la femme dans la vie politique.

Le rôle et la place de la femme se sont accrus dans les décennies 1980-1990. Des femmes cadres sont promues à des postes de responsabilités dans les administrations publiques. La scolarisation des filles est accentuée et l'écart

entre filles et garçons se réduit dans l'enseignement secondaire et supérieur. Durant les trois dernières décennies, on note l'arrivée sur le marché de travail de plus en plus de femmes médecins, ingénieurs ou hauts cadres de l'administration. Du fait du dynamisme et l'activisme des associations féminines et des actions de renforcement de capacités des femmes dans le domaine du leadership et de la confiance en soi, les femmes sont de plus en plus actives dans le domaine politique et dans les instances de prise de décision.

C'est sous la présidence de Saïd Mohamed Djohar<sup>10</sup> que pour la première fois dans le pays, une femme est nommée Ministre du gouvernement de la République. Il s'agit de Madame Sittou Raghadat. Depuis la rareté des femmes comoriennes au niveau des cercles de prise de décision au niveau gouvernemental a commencé à s'atténuer. Des femmes sont nommées à la tête de Ministères, de Secrétariats généraux et de grandes institutions publiques ou bancaires. De plus, des femmes se portent candidates aux élections législatives et municipales, voire présidentielles.

\*\*\*

Malgré ces avancées notoires, la représentation féminine au niveau politique reste un enjeu important pour l'égalité de genre aux Comores. Il existe cependant de nombreux facteurs favorables pour la promotion de la femme dans la prise de décision. D'abord, il y a la volonté politique manifestée par le gouvernement comorien de prendre en compte la dimension genre et la pleine participation des femmes au processus de développement dans la Stratégie Accélérée pour le Développement Durable (SCA2D) ainsi que dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement

---

<sup>10</sup> Saïd Mohamed Djohar, Président des Comores de 1989 à 1996.

(OMD)<sup>11</sup> et des actuels Objectifs de Développement Durable (ODD).<sup>12</sup>

D'autres signes qui témoignent de cette volonté de l'Etat, sont la mise en place d'un Commissariat en charge du Genre et de ses structures déconcentrées au niveau insulaire, l'élaboration de la Politique Nationale d'Égalité et d'Équité du Genre (PNEEG, 2007 en cours de réactualisation) et du Code de la famille (2005). Ces actions sont en cohérence avec la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes ratifiée par le pays (CEDEF)<sup>13</sup> et le Programme d'actions de Beijing de 1995 obligeant les Etats à prendre des mesures urgentes et pertinentes pour créer les conditions durables pour assurer l'équité et égalité entre les femmes et les hommes.

### ***Les femmes comoriennes en 2018***

La population générale est estimée à 850 688 habitants.<sup>14</sup> Elle connaît une évolution relativement rapide. Son taux d'accroissement annuel est d'environ 2,1% avec des différences d'une île à l'autre. La structure démographique reste marquée par le poids des jeunes : 53% de la population ont moins de vingt ans et 42% moins de quinze ans. Les femmes en général représentent 50,4 % de la population et celles en âge de procréer 23,6. Malgré leur importance démographique, la représentativité de la femme relève du domaine du symbolique.

---

<sup>11</sup> Adoptés en 2000 par l'Organisation des Nations Unies.

<sup>12</sup> Adoptés en 2015 par l'Organisation des Nations Unies.

<sup>13</sup> Adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 18 décembre 1979 et entrée en vigueur le 3 septembre 1981. Elle a été ratifiée par les Comores le 30 novembre 1994.

<sup>14</sup> RGPH 2003 projection 2018

Avec un indice de Participation des Femmes (IPF) évalué à 0,303 depuis 2003, les femmes comoriennes continuent à être en marge des prises de décisions politique. Le taux de représentation parlementaire est estimé à seulement 2% pour les femmes, contre 98% pour les hommes. Ce taux stagne depuis plusieurs années.

Suite aux dernières élections de 2015-2016, il a été constaté, au sujet des candidatures féminines, que seules 3,76% des candidatures à l'Assemblée de l'Union étaient féminines ; aux Communes, ce taux est de 3,72% ; aux Conseils des îles : 5,43% ; aux Gouvernorats : 4,47% et à la Présidence de l'Union : 3,7%. Le gouvernement comorien ne compte qu'une femme ayant rang de Ministre.

Avec une femme députée sur trente-trois, soit (3,03%), l'Union des Comores figure au dernier rang du classement de l'Union Africaine concernant la représentativité politique des femmes. Ainsi, le nombre de candidates féminines aux élections reste symbolique. La situation est presque identique au niveau insulaire. La proportion des femmes occupant des hautes fonctions dans les institutions est passée de 7,4% à 21,2% entre 2000 et 2012. *De facto*, la femme comorienne est ainsi exclue du cercle de prise de décision publique.

Les obstacles au progrès et à l'accès au pouvoir de décision politique sont nombreux. Ils tiennent surtout aux multiples barrières socioculturelles fortement ancrés dans les relations homme-femme, dans la vie conjugale, familiale et communautaire. Des actions fortes sont nécessaires pour commencer à inverser la situation. De par le poids électoral qu'elles représentent (plus de 50% du corps électoral), les femmes doivent conquérir le droit d'être élues et d'être représentées dans les instances de décision publique, politique et ce à tous les niveaux de décision. Les lignes bougent et l'action développée par les organisations de la

société civile ont permis l'adoption par l'Assemblée nationale d'une proposition de loi sur le quota des femmes aux fonctions électives et nominatives.<sup>15</sup>

Des mécanismes appropriés, aussi bien au niveau de l'Etat que des partis politiques pour encourager et consacrer, doivent être mis en place pour développer une prise de conscience par les femmes de leur droit, de leur citoyenneté et de leur valeur dans le processus électoral. Le contexte national, mondial et continental africain avec l'agenda 2063 de l'Union africaine, offrent aux Comores de réelles opportunités pour la promotion du genre, pour la mobilisation du potentiel des femmes dans le processus de développement et pour réussir le pari de la croissance et du développement durable.

---

<sup>15</sup> Il s'agit de la loi sur la représentativité des femmes à 30% dans les instances décisionnelles. Cette loi a été déposée en avril 2017 et est actuellement en cours de promulgation.

## Bibliographie

- ALI TABIBOU I, 2017. L'esclavage aux Comores, Tome 1. Histoire et Mémoire, Edition Cœlacanthe, 208 p
- ALI TABIBOU I, 2017. L'esclavage aux Comores, Tome 2. L'influence des Makua dans la société, Edition Cœlacanthe, 229 p
- ALLIBERT, C. 1988 « Une description turque de l'Océan Indien occidental dans le Kitab-i Bahrije de PiriRe'is (1521) », *Études Océan Indien*, 10 : 9-52.
- ALLIBERT, C. and VERIN, P. 1993. « Les Comores et Madagascar: le premier peuplement », *Archaeologia*, No 290, mai, pp. 64-72.
- DAMIR Ben Ali, Georges Boulinier et P. Otino, Traditions d'une lignée royale des Comores : L'InyaFwambaya de Ngazidja (Îles Comores), 1985
- BARROUX, R., 2009, *Du corail au volcan. L'histoire des îles*, Moroni, éditions Komedit, 272 p.
- BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, Fonds Africains de Développement, Profil genre aux Comores, îles Comores l'Harmattan
- OULEDI A. et MAHAMOUD I., 2007 - *Les Comores au jour le jour, chronologie*, Edition Komédit
- OULEDI A. 2014, Abdou BakariBoina, une figure emblématique du MOLINACO, Edition Komedit
- SERMENT Laurent, Droit de la femme et pluralisme aux Comores, *Revue ASPECTS*, n° 1 - 2008, pages 87-97
- SAID Islam MoïnâéchaMroudjaé et Sophie Blanchy, 1989. Le statut et la situation de la femme aux Comores, PNUD, Rapport de recherche, projet coi/86/007, centre de recherche sur le statut et la situation de la femme aux Comores.
- UNION DES COMORES, Politique Nationale d'Égalité et d'Équité, 2003
- UNION DES COMORES, Politique Nationale d'Égalité et d'Équité réactualisée, nov. 2017



*Douze Femmes*

---

*Douze Parcours  
Exceptionnels*

---





## **MADAME SITTOU RAGHADAT MOHAMED**

---



Née à Ndzuwani, Madame Sittou Raghadat Mohamed est la première femme Ministre de toute l'histoire de l'Union des Comores, nommée en 1991. Elle est aussi la première femme élue Députée en 1993.

Depuis 2015, elle est la Présidente de la Plateforme des femmes en politique. Qualifiée comme une des pionnières de la participation politique féminine, elle est une référence pour les femmes en Union des Comores.



**Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?**

Je m'appelle Sittou Raghadat Mohamed, je suis une Comorienne native de Ndzuwani<sup>16</sup> où j'ai grandi. Je suis issue d'une famille nombreuse recomposée. Mes parents ont divorcé quand j'avais six ans, nous étions treize à la maison. J'ai grandi dans un milieu modeste, ni riche, ni pauvre. Nous mangions à notre faim et avons tous été scolarisés.

Mon père ne vivait pas avec ma mère, mais il était très proche de nous et a assuré toutes les charges financières relatives à notre éducation. C'était un homme instruit et honnête. Il fut le premier député de sa circonscription, sans pour autant jouer un rôle politique quelconque dans sa vie.

J'ai fait mes études primaires et secondaires à Ndzuwani. Puis, je suis allée en Ngazidja<sup>17</sup> pour une formation. J'ai dû arrêter mes études pour me marier selon le bon vouloir de mes parents. Moi, je suis de celles qui ont arrêté les études en plein milieu et qui ont épousé le mari choisi et imposé par les parents.

Avant de divorcer, j'ai enseigné dans le primaire pendant quelques années, et j'ai repris mes études. Ma première formation me fut dispensée à l'École normale des instituteurs, et ensuite j'ai poursuivi mes études supérieures à l'Université des Comores à Mvouni<sup>18</sup>. Après l'obtention de mon diplôme de fin d'études avec mes recherches sur la condition de la femme comorienne, j'ai enseigné dans différents collèges et au lycée de Moroni<sup>19</sup>. J'ai toujours

---

<sup>16</sup> En langue shikomori, l'île d'Anjouan.

<sup>17</sup> En langue shikomori, l'île de la Grande Comore.

<sup>18</sup> Mvouni, Grande Comore.

<sup>19</sup> Moroni est la capitale de l'Union des Comores.

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

continué à me former dans plusieurs disciplines, en l'occurrence sur les discriminations, le genre, le plaidoyer et la mobilisation des fonds.

Après avoir enseigné pendant une dizaine d'années, et avec l'avènement de la démocratie, j'ai embrassé la politique.

## *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*

---

### ***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?***

A notre époque, la fille s'occupait du ménage, des travaux domestiques et de ses petits frères et sœurs. Donc, il lui restait peu de temps pour le jeu.

Personnellement, j'aimais lire, n'importe quoi, que ce soit une bande dessinée ou une feuille trouvée par terre. Lire était une passion et j'ai beaucoup lu. J'avais aussi des cahiers de chansons dans lesquels je copiais les paroles de chanteurs de l'époque comme Sylvie Vartan, et je connaissais leurs chansons par cœur.

### ***Q : Avez-vous le souvenir d'avoir été traitée différemment du fait d'être une femme ?***

Oui. Je crois que dès mon plus jeune âge, j'ai perçu certaines inégalités et injustices, et cela a toujours été au cœur de mes révoltes intérieures. Je me suis toujours demandé « *pourquoi moi et pas mon frère ?* ».

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

Quand on revenait de l'école, à peine on posait les cartables, mon frère sortait s'amuser et moi, on me disait déjà d'aller faire la vaisselle ou de ranger nos chambres. Il y avait toujours une tâche qui m'attendait. Mes autres sœurs obéissaient sans poser de questions, mais moi je demandais toujours pourquoi, nous, on devait constamment travailler et pas eux !

Entre mes frères et moi, il y a toujours eu des querelles. Je ressentais de la haine envers eux. J'étais une révoltée de première heure. Je me battais contre l'injustice sans le savoir. Il ne m'a jamais paru normal de préparer un repas pour lequel mon frère n'avait pas contribué. J'étais celle qui se battait constamment avec lui. Je me sentais devenir plutôt une bonne que sa sœur.

L'inégalité s'étendait également au sein des écoles coraniques. Les garçons allaient aux champs et les filles restaient pour les travaux domestiques et pour faire la cuisine avec le feu de bois. Moi, je voulais aller aux champs comme les garçons pour savourer la liberté de courir, de crier, de grimper aux arbres, de cueillir des fruits et de m'amuser.

Tout cela me révoltait.

### ***Q : Comment expliquez-vous ces différences ?***

A mon époque, le garçon était destiné à devenir le maître de la maison, le chef de famille, et les filles étaient destinées à être mariées. Le garçon, lui, mariait une fille, et la fille était mariée. Nuance discriminatoire non négligeable. Donc, les filles étaient préparées à être de bonnes femmes d'intérieur, à avoir un comportement de femme. C'était normal qu'elles aient la vie dure, même enfant.

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

Mes parents m'expliquaient que la femme devait se soumettre et être très respectueuse, car il n'était pas bien vu qu'une femme divorce ou se sépare de son mari. Donc, il y avait certaines règles à suivre : ne pas riposter, baisser les yeux, ne pas sortir de chez soi, ne pas affronter un homme.

C'est pour cela que ma mère était inquiète et se demandait quel genre de femme j'allais devenir. Il y avait même une façon particulière de parler ; la fille devait parler d'une petite voix.

Je me demande même comment nous avons pu devenir ce que nous sommes aujourd'hui.

## *L'engagement politique*

### ***Q : Comment s'est créé votre engagement politique ?***

Le système était encore celui du parti unique et les syndicats étaient interdits. On ne pouvait rien dire ni contester. Or, j'étais née révoltée.

Mon militantisme a certainement été déclenché par cette révolte intérieure qui résidait en moi depuis l'enfance, due à l'éducation discriminatoire entre filles et garçons.

J'ai tenu tête à mes parents pendant plusieurs années, j'ai même été chassée de la maison familiale. Ils l'ont emporté parce que j'étais seule à me battre contre les valeurs établies de ma société, j'étais marginalisée et tout le monde voyait en moi une fille pas comme les autres, ne respectant pas les traditions.

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

Au fil du temps j'ai lâché prise. Le poids des traditions a prévalu et j'ai été mariée de force. Mais cela n'a été que temporaire, le mariage n'a tenu que deux ans, j'avais 18 ans.

### ***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

Mon père était candidat pour être député dans les années 1972-1973 et figurait sur la liste du Parti Vert<sup>20</sup>. J'ai vécu sa campagne électorale. Une campagne qui me fascinait, même si les femmes étaient utilisées pour leur vote uniquement.

Je me souviens des listes de candidats. On votait par liste et non par candidat. Il y avait une liste jaune, une liste blanche et une liste verte. Le vert représentait le pouvoir, et l'emportait. Il n'y avait aucune possibilité qu'un parti de l'opposition gagne. Par contre, je ne sais pas comment cela se passait exactement.

Dans les années 1980, un mouvement clandestin dénommé *MsomovaNyumeni* militait secrètement dans le pays, à l'Ecole nationale supérieure de Mvouni. La majorité de ses membres étudiait là-bas, ce qui permettait de nombreux échanges et débats politiques. J'ai pu, pendant cette période, cerner les vrais enjeux de la politique.

Mais le déclic, pour moi, fut l'avènement de la démocratie, lors de l'indépendance<sup>21</sup> du pays !

En effet, j'étais intéressée et fascinée par la politique depuis

---

<sup>20</sup> Appelé officiellement l'Union Démocratique des Comores (UDC), ce parti a été dirigé par Saïd Mohamed Cheikh jusqu'en 1970.

<sup>21</sup> L'indépendance du pays a été déclarée unilatéralement le 6 juillet 1975.



## ***Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed***

un moment, mais ce qui arrivait aux opposants était très dissuasif. J'étais aussi sensibilisée aux problématiques de marginalisation et d'exclusion de la femme et des jeunes. Mais on racontait qu'il y avait de farouches opposants au régime qui disparaissaient ou étaient retrouvés morts.

Au moment de l'avènement de la démocratie, je venais de finir mes études supérieures à Mvouni et je comprenais donc mieux la différence entre dictature et démocratie.

Cela a été mon grand déclic. Il y avait une multitude de candidats à ce moment-là, puisque finalement, chacun pouvait se présenter librement. Cela m'a rassurée.

## ***La participation politique des femmes aux Comores***

---

### ***Q : De quelle manière les femmes participaient-elles à la politique avant l'indépendance ?***

Les femmes parlaient dans les meetings de femmes, mais ne se mélangeaient pas avec les hommes. Les femmes n'aspiraient pas à faire de la politique comme les hommes. Elles soutenaient leur mari, leurs frères ou leurs oncles.

Une chose me fascinait en ce temps-là. Les femmes allaient voter complètement voilées et on ne voyait que leurs yeux. J'en ai vu qui changeaient de chaussures, de voile, puis elles sortaient avec un autre *chirmani*<sup>22</sup> et elles allaient voter de nouveau avec une autre carte. Elles pouvaient voter dix fois

---

<sup>22</sup> Tenue traditionnelle des Comores.

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

de suite parce qu'on ne pouvait pas les reconnaître ou les fouiller.

Cela m'a marquée, c'était tellement comique. J'ai compris que le régime au pouvoir gagnait dans tous les cas. C'était lui qui détenait les cartes.

### ***Q : L'indépendance a-t-elle marqué un changement ?***

Avant l'indépendance, il y avait des associations traditionnelles, mais l'objectif était de s'entraider dans l'organisation des mariages et des fêtes traditionnelles.

A partir de l'indépendance, les premières à partir à l'étranger pour les études ont vécu une culture différente, et dès leur retour, elles ont commencé à rassembler les autres pour créer les premières associations de développement. Par exemple, à Ngazidja, une Association des femmes comoriennes pour la santé fut créée.

Il y a quand même eu une transition entre la politique où la femme était là pour soutenir l'avènement de la démocratie avec l'indépendance, et celle où elle pouvait être une actrice politique proactive.

En effet, la révolution qui a suivi l'indépendance<sup>23</sup> a mis tout à terre et était menée par les femmes et les jeunes. Désormais, grâce à des décrets officiels, les places publiques, auparavant réservées aux hommes, appartenaient à chacun et chacune. En conséquence, les places autrefois réservées aux hommes notables ont été prises d'assaut par les femmes comme scènes pour leurs discours très révolutionnaires.

---

<sup>23</sup> Sous la Présidence d'Ali Soilihi. Président des Comores de 1976 à 1978.

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

Elles répandaient leur histoire, je me rappelle qu'il était dit : « *Nous avons brisé nos chaînes et dorénavant nous sommes des femmes libres* ». A ce moment-là, chaque femme sentait en elle ce soulagement et finalement une reconnaissance en tant que personne.

A partir de là, chacune disait avoir 1000 idées et la notion d'égalité homme-femme s'est propagée. Il y avait des femmes maçonnes ! Des femmes chauffeurs de taxi ! Des femmes gardes du corps du Président ! Même, la délégation qui a emmené le drapeau comorien aux Nations unies était dirigée par une femme<sup>24</sup>.

La situation s'est compliquée après, car le régime s'est avéré être révolutionnaire, dictatorial. Il y avait trop de violences, de persécutions. Et de l'autre côté, les jeunes n'hésitaient pas à tout casser.

La révolution fut enterrée avec l'assassinat du « père de la révolution »<sup>25</sup> et la situation est redevenue comme avant. Le pouvoir des notables a repris le dessus, les femmes ont repris leur place au foyer.

C'est donc pendant la révolution que la pratique qui consistait à se voiler et à se cacher le visage s'est arrêtée pour un temps. Le changement était enclenché, mais le processus a été bouleversé par le retour des notables qui a duré presque douze ans. Cependant, nous avons vécu la démocratie, et la révolution nous a prouvé que tout est possible et que la liberté peut être un droit.

Il s'en est suivi l'insertion de la femme dans la vie politique,

---

<sup>24</sup> Le 12 novembre 1975 est la date de l'adhésion de l'Union des Comores à l'Organisation des Nations Unies.

<sup>25</sup> Ali Soilihi, Président des Comores de 1976 à 1978.

## ***Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed***

car nous avons compris qu'un pays ne se développe pas uniquement grâce aux hommes. Comme dit un penseur africain : « *Le développement d'un pays c'est comme une personne, si tu n'as pas les deux pieds, le droit et le gauche, tu ne peux pas avancer. Il faut marcher avec les deux pieds* », l'homme et la femme.

### ***Q : Comment voyez-vous l'évolution du rôle de la femme en politique ?***

Je suis très sceptique.

Je sens que l'époque du Président Djohar<sup>26</sup>, avec son discours « *la femme et l'homme sont égaux* », est caduque. Aujourd'hui, c'est devenu un marché, une fille doit être liée d'une manière ou d'une autre à un notable pour être nommée à un poste politique. C'est décourageant pour celles qui veulent faire de la politique, car elles voient un pouvoir qui est encore entre les mains des hommes.

Personnellement, et cela n'engage que moi, j'ai la sensation qu'on essaie de dégager la femme de la politique. Elle est découragée. Par exemple, il y a des femmes qui se battent sur le terrain, mais des hommes politiques qui sont au pouvoir les rejettent et les critiquent. Cet état d'esprit est entré dans la tête des jeunes. Un vrai clivage hommes-femmes-jeunes s'est créé.

Les jeunes d'aujourd'hui voient la politique comme un bon investissement et veulent prendre la place des politiques : « *Toi tu as été hier, aujourd'hui tu dois partir car moi je dois entrer.* » Ceci engendre de la haine, de la rivalité, et sape l'esprit d'union collective. Ce qui a été fait est démoli, les têtes au

---

<sup>26</sup>Saïd Mohamed Djohar, Président des Comores de 1990 à 1995.

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

pouvoir sont perpétuellement renouvelées, et il y a un vrai esprit de compétition entre femmes.

Il y a beaucoup de femmes qui font de la politique mais qui ne sont pas appelées dans les réunions politiques pour donner leur point de vue. C'est attristant, car les femmes pensent et réfléchissent aussi, des politiciennes ont parfois de meilleures idées car elles reflètent une réalité différente. Il y a des femmes disponibles qui ont fait des études supérieures, souvent à l'étranger, et qui ont l'expérience pour faire avancer les choses. Malheureusement, seuls les hommes sont convoqués pour venir partager leurs idées.

Comment est-il possible d'imaginer développer un pays uniquement avec des hommes ?

Ce clivage est inquiétant, je voyais le pouvoir des jeunes comme le pouvoir des femmes, car il est dit qu'un jeune est quelqu'un de progressiste, avec une vision qui s'oppose à celle d'antan. Ceci est la grande question sans réponse pour moi, et peut-être qu'elle est liée à une génération qui semble complètement désintéressée de ces questions politiques.

A mon avis, depuis le départ du Président Djohar et avec l'arrivée du Président Taki<sup>27</sup>, on a senti cette régression. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de femmes, mais on ne sent pas le fruit du militantisme chez la femme pour encourager les batailles politiques.

Le militantisme politique veut dire des idées à donner, des choses à proposer et non pas travailler en tant que technicienne. La politique n'est pas réduite à la technicité, cela va au-delà et requiert une vision, un savoir, une identification des obstacles et des problèmes extérieurs et

---

<sup>27</sup> Mohamed Taki Abdoukarim, Président des Comores de 1996 à 1998.

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

intérieurs. Telle est ma définition du politique. Cela va au-delà d'un diplôme. Le point central, à mon avis, est cette vision politique, ce savoir étatique sur le développement et la diplomatie d'un pays avec une vision d'Etat.

Le point central est donc la défense des intérêts du pays, peu importe le chemin. Aux Comores, nous n'avons pas d'intérêts communs qui transcenderaient le changement de régime, et il n'y a pas de politique étrangère définie. En revanche, nous avons des amis, que l'on place avant les intérêts du pays. Est-ce ça la politique ? Un politicien sait surmonter les différences de méthodologie pour faire en sorte que le bateau arrive à bonne destination.

Mais quand chacun vient avec sa méthode pour servir ses propres intérêts, au final, personne ne sait exactement ce que nous avons en commun pour revitaliser notre pays. C'est un perpétuel recommencement : quand je viens, je recommence, l'autre vient, il gâche tout et recommence. Jusqu'à quand ce cercle vicieux peut-il perdurer ? Nous n'avons pas une politique, on a des politiques.

### ***Sittou Raghadat Mohamed : première femme Ministre et première femme Députée***

---

#### ***Q : Comment êtes-vous devenue la première femme Ministre ?***

Après la révolution, un groupe de femmes et moi-même étions allées voir le candidat à l'élection Présidentielle Djohar

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

pour lui poser nos questions. Ses réponses et son discours nous ont convaincus qu'il était le candidat que l'on souhaitait soutenir, malgré le fait qu'il était issu de l'ancien parti unique. Nous avons travaillé au sein du parti pour amener Djohar à la victoire Présidentielle.

Immédiatement après la victoire, ce parti qui était soudé s'est divisé en trois partis, dont le parti politique appelé Udzima. Pour moi, c'était la première épreuve dure en politique. Il fallait choisir un camp, je ne pouvais pas faire cavalier seul, car pour moi, ce n'est pas cela la politique ! Le Président s'est rattaché à l'Udzima, et je l'ai donc suivi. J'ai exigé d'être un membre de l'exécutif du parti, car j'avais milité et contribué à l'élection du Président. Je suis donc rentrée dans le bureau politique de l'Udzima jusqu'au jour où le torchon a commencé à brûler entre le Président et le parti.

Le parti reprochait au Président de ne pas le consulter. Par la suite, le gouvernement a été modifié et j'ai appris à la radio, alors que j'étais en vacances en France, que je faisais désormais partie de l'exécutif. Je suis sûre que sa décision venait, d'une part, d'une volonté d'intégrer une femme au gouvernement, mais aussi qu'il voyait en moi un avenir car durant la campagne, je prenais la parole devant les hommes, toujours du côté du candidat, et j'expliquais ma stratégie.

Il avait vu en moi une militante fidèle et acharnée. Une femme ministre, c'était une première dans le pays, tout le monde appelait chez moi pour me féliciter. Tous les partis m'ont complimentée à l'exception de mon propre parti, ce qui m'a déçue.

Par la suite, une grande réunion du parti fut organisée, au cours de laquelle la décision fut prise que tout membre de l'Udzima au Gouvernement devait démissionner. Ma loyauté

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

ayant toujours été envers le Président et les électeurs, j'ai donc donné ma démission au parti.

Durant tout mon mandat, j'ai enduré des tracts rédigés contre moi, des coups de téléphone pour me faire du chantage, me faire peur, toutes sortes de calomnies, mais j'avais un objectif et une conviction à toute épreuve, et j'ai affronté ce grand parti qui avait tous les moyens pour me faire mal, ceci jusqu'à la fin du mandat.

Voilà mon expérience politique, elle ne m'a pas été offerte sur un plateau d'argent, j'ai bataillé fort pendant la campagne, j'ai bataillé fort pour résister à mon parti.

Cela n'a pas été facile d'être femme Ministre, et qui plus est la première à devenir Ministre. Premièrement, il s'agit de faire face à toutes sortes de suspensions, de calomnies, de propos déshonorants. Voici le premier obstacle. Pour moi, pour mon conjoint et mes enfants, ce fut une période très dure à traverser. Ensuite, il fallait cohabiter avec tous les hommes qui voient en toi une intruse dans le monde des grands messieurs, un univers excessivement masculin.

Le regard était constamment sur moi, les pièges venaient de tous les côtés, et je ne comptais plus les peaux de bananes destinées à me faire tomber. Il m'a fallu la patience du diable et la force d'Hercule pour résister. Troisièmement, il faut être droite et irréprochable.

Il m'a été nécessaire de savoir exactement ce que je voulais, savoir comment me comporter avec les uns et les autres, comment aborder la population, comment me tenir à l'extérieur, comment me faire un nom. Cela est d'autant plus difficile dans la solitude, sans guidance, dans un environnement où beaucoup me critiquaient et souhaitaient assister à ma chute.



## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

Ce n'était pas évident, mais j'ai tenu bon, c'est le combat politique, j'ai reçu et donné des coups aussi.

### ***Q : En tant que politicienne, de quels travaux vous sentez-vous la plus fière ?***

J'ai soumis à l'Assemblée la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>28</sup> et j'ai poursuivi jusqu'à sa ratification. J'ai aussi été l'initiatrice de la Convention Internationale des droits de l'Enfant<sup>29</sup> et le Code de la famille,<sup>30</sup> qui était jusque-là un document des ONG. Je n'ai pas pu l'amener à terme, du fait de la fin de mon mandat, mais il a été amélioré sous mon mandat et j'ai pu le soumettre en Conseil des Ministres.

Puis j'ai sillonné le pays pour faire prendre conscience aux femmes qu'elles doivent se mobiliser. Elles sont la raison pour laquelle, après mon mandat, j'ai contacté les ONG pour continuer à travailler avec elles. Aujourd'hui, je suis Présidente de la Plateforme de la Femme en Politique que j'ai mise en place avec mes collègues, ainsi que plusieurs projets pour l'Union des Femmes Comoriennes pour la Démocratie (UFCD).

Nous avons aussi créé le Réseau National des Avocats du Genre (RENAG), une équipe de formateurs sur le genre. Le résultat attendu était de mettre en place un réseau d'avocats.

---

<sup>28</sup> Adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 18 décembre 1979 et entrée en vigueur le 3 septembre 1981. Elle a été ratifiée par les Comores le 30 novembre 1994.

<sup>29</sup> Adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et est entrée en vigueur le 2 septembre 1990. Elle a été ratifiée par les Comores le 22 juin 1993.

<sup>30</sup> Adopté par l'Assemblée de l'Union le 3 juin 2005.

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

Le RENAG est toujours là, même s'il connaît des difficultés. Nous avons mis en place le Club sportif Zaharia pour encourager les femmes à se retrouver autour du sport.

### *Perspectives pour la participation politique de la femme*

---

#### ***Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaiteraient faire de la politique ?***

Je leur dirais d'être très fortes, d'être animées d'une volonté de réussir et de se fixer un objectif. Si tu vas en politique juste pour faire de la politique, le milieu te renversera. Tu dois avoir un objectif contre vents et marées, tu dois suivre ton chemin. Je dirais à ces femmes, si vraiment elles sont convaincues de leur vision, si elles sont engagées, elles doivent faire de la politique.

Tout devient un combat pour la femme. Si la femme souhaite faire de la politique, elle doit avoir un conjoint qui accepte une femme politique et les contraintes inhérentes. Si le conjoint n'est pas convaincu et ne soutient pas, le combat se durcit, il mènera probablement la vie dure à la femme et, éventuellement, elle lâchera. Le support du conjoint est une clé.

Légalement, il n'est pas nécessaire de demander la permission, mais il me semble essentiel de discuter calmement avec le conjoint, même si la décision finale revient à la femme. A mon avis, ce combat, déjà dur, doit être mené ensemble pour avoir le plus de chances d'aboutir. J'ai eu le bonheur que mon mari m'a toujours soutenue. Je

## *Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

suis responsable de ce que je dis. Nous nous connaissons et nous respectons depuis le lycée. Il a été un élément essentiel de ma réussite.

Je pense aussi que la solidarité des femmes s'impose. Les politiques cherchent à nous diviser, donc sans solidarité, la bataille s'essoufflera. Avec la Plateforme Politique des Femmes, j'ai l'intention, pour l'année qui vient, d'organiser des formations et d'encourager les débats et les échanges pour que les femmes puissent au moins s'exprimer. Je milite car je suis convaincue que c'est une façon de contribuer au développement de mon pays. Je puise ma satisfaction dans le fait d'apporter ma vision, et non pas d'être reconnue et considérée. Ainsi, je ne suis jamais découragée.

### ***Q : Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

Je suis de nature optimiste. Je pense que parler de ces problématiques est essentiel pour la suite. Les femmes doivent oser parler et constamment dénoncer les inégalités pour changer les choses, du côté des hommes comme du côté des femmes. Par contre, en effet, la passivité ne mène pas au changement. Bien entendu, il ne s'agit pas d'attaquer un régime ou quelqu'un en particulier, mais de parler de notre condition.

Il faut aussi prendre en considération le fait que le genre est une question d'égalité, mais surtout d'équité. L'équité est le respect de la nature biologique des gens. Par exemple, on ne donne pas une bouteille d'eau à un chien pour boire, en revanche, un oiseau peut boire dans la bouteille avec son bec.

*Entretien avec Madame Sittou Raghadat Mohamed*

Nous sommes nés homme ou femme, nous avons nos différences, mais le cerveau nous unit. Les réunions doivent donc avoir lieu à des horaires où les femmes avec enfants – qui sont les enfants de l’homme, d’ailleurs – peuvent être présentes sans nuire à l’éducation de leurs enfants.

C’est notre pays et ce n’est pas un monopole. Plus important encore est de militer ensemble afin de s’auto-encourager, de ne pas exclure et d’inviter tout le monde à créer une force positive.



# MADAME MOINAECHA MROUDJAE

---



Première femme Maire et enseignante de formation, elle s'est tout d'abord investie dans les associations féminines de développement en travaillant notamment en partenariat avec les Agences des Nations Unies. Elle a dirigé un projet de recherches sur le statut de la femme comorienne de 1987 à 1991 et a été Directrice du Fonds d'Appui au Développement Communautaire (FADC) de 1992 à 2000. Nommée Ministre de la promotion du genre et de la protection sociale de 2008 à 2010, elle a été Maire dans la commune de Bandamadji-Itsandra de 2003 à 2012. Actuellement membre de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), elle fait figure de pionnière en matière de politique aux Comores.



***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je m'appelle Moïnaecha Mroudjae. Mon mari s'appelle Saïd Islam. Je suis née dans une famille traditionnelle, religieuse et politique. J'ai deux garçons qui sont dans le monde du travail actuellement.

Je suis née à Madagascar, dans une famille nombreuse, d'un père grand-comorien et d'une mère anjouanaise. Ma mère a eu six enfants dont une fille, moi, et cinq garçons. En comparaison, ma famille est petite, mais comme on vivait ensemble avec mes oncles, c'était comme une grande famille.

Ma famille maternelle était une famille commerçante et très engagée en politique. En revanche, mon père venait d'une famille traditionnelle, « *Anda na mila* »<sup>31</sup>, c'est-à-dire une famille qui s'occupe des grands mariages. Il était très attaché à sa famille, à ses sœurs, ses nièces...

***Souvenirs d'enfance et de jeunesse***

---

***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?***

Je me rappelle que déjà pour aller à l'école, j'ai eu des problèmes parce que mon père ne voulait pas que j'y aille. Ma grand-mère non plus. Elle voulait que je reste à la maison car elle y enseignait le Coran, et elle voulait que je sois maîtresse d'école coranique comme elle.

---

<sup>31</sup>Les personnes qui s'occupent des mœurs et des traditions comoriennes.



## *Entretien avec Madame Moinecha Mroudjae*

Et surtout, parce que j'étais une fille unique destinée au mariage. Mais Dieu merci, j'avais des oncles éveillés, il y avait des commerçants, un navigateur et une tante qui voulaient à tout prix que j'aille à l'école pour les aider dans leurs entreprises. Ils étaient très actifs dans les affaires.

Moi aussi, je voulais aller à l'école parce que j'enviais les élèves de ma grand-mère qui allaient à l'école française, et qui me racontaient ce qu'ils y faisaient. Moi, ça me faisait mal de ne pas vivre cette expérience.

A six-sept ans, j'en ai parlé à mon oncle, parce que mon oncle, le soir, m'appelait dans son bureau et m'apprenait à compter et à écrire. J'étais même en avance par rapport aux enfants de l'école, parce qu'il avait pris pour moi des enseignants qui me donnaient des cours de maths et de français à la maison.

Donc, un beau jour, quand j'ai eu mes sept ans, j'ai décidé d'arrêter de manger. C'était le jour de la rentrée scolaire. Mon oncle m'a demandé alors ce qui se passait et pourquoi je ne mangeais pas. Je lui ai répondu que je voulais aller à l'école comme tout le monde. Mon oncle m'a alors dit : *« Mange et demain on va trouver une solution. Tu iras à l'école ».*

Le lendemain matin, mon oncle m'a appelée dans son bureau et m'a annoncé qu'il allait m'emmener quelque part mais qu'il ne fallait pas que je dise que c'était lui qui m'avait emmenée.

Je suis partie avec mon oncle. Devant le commissariat de police, mon oncle m'a dit : *« Tu vois là-bas ? Tu vas là-bas et tu dis que tes parents ne veulent pas que tu ailles à l'école ».* Mais ne dis pas que c'est moi qui t'ai emmenée.

J'ai couru vers le commissariat et on m'a demandé ce que je

## *Entretien avec Madame Moinaecha Mroudjae*

cherchais. J'ai commencé à pleurer. Le commissaire est sorti et je lui ai dit que je voulais aller à l'école mais que mes parents ne voulaient pas. Tout de suite, on m'a demandé le nom de mon père et de ma mère et puis on les a convoqués... Mon père est venu. Il était hébété et fâché. On m'a scolarisée ce jour-là.

A la fin de ma scolarisation, j'ai fait le brevet et je suis entrée à l'École normale de Joffreville de Diego-Suarez<sup>32</sup> pour être enseignante.

Après avoir enseigné et m'être mariée, je suis venue aux Comores en 1974. Quand je suis arrivée, les Comores étaient les Comores : les femmes n'avaient pas encore le droit de parler ou de participer à des manifestations autres que les cérémonies familiales... A Madagascar pourtant, je faisais du basket, j'étais scoute. J'étais une fille comorienne mais dans une famille où il y avait quand même une certaine liberté, malgré mon père qui était vraiment très traditionnel.

## *L'engagement politique*

### ***Q: Comment s'est créé votre engagement politique?***

A l'époque du Président Ali Soilihi Mtsachiwa<sup>33</sup>, quand il a pris le pouvoir en 1975, il y a eu un grand changement dans le pays à tous les niveaux. Il y avait des comités de quartiers, des comités régionaux appelés « Yeziya wilaya ». On a fait

---

<sup>32</sup> Ville au nord de Madagascar.

<sup>33</sup> Ali Soilihi, Président des Comores de 1976 à 1978.

## *Entretien avec Madame Moinaecha Mroudjae*

appel à des jeunes, que ce soit des femmes ou des hommes, pour aller s'inscrire dans des comités révolutionnaires. Je suis entrée dans ces comités. Au départ, j'ai commencé par des comités de quartiers où on exécutait les ordres.

Après six mois, j'ai été admise au comité régional, où l'on participait à des réunions et prenait des décisions. C'est là que j'ai commencé à m'épanouir aux Comores. J'avais vingt ans.

Un jour, le Président Soilihi nous a convoqués au Palais Présidentiel, à Mrojdjou, pour nous donner les orientations de sa politique par rapport à l'avenir des femmes. Pour lui, la femme devait être l'égale de l'homme dans le monde du travail. Il souhaitait que nous choisissions ce que nous voulions faire, parce qu'il voulait qu'il y ait des femmes dans la maçonnerie, des femmes militaires, etc.

Il fallait que toutes les femmes travaillent, quelque soit le secteur. On est donc allé faire de la sensibilisation dans nos quartiers. Il voulait aussi d'abord lutter contre l'analphabétisme. « *Lutte~~x~~ contre l'ignorance !* », disait-il.

Comme enseignante de formation, je me suis proposée pour apprendre à lire et écrire aux femmes ou aux filles déscolarisées, mais aussi à toutes les personnes qui n'ont jamais fréquenté l'école. Je me suis retrouvée là-dedans car j'étais une leader déjà connue et parce qu'il me considérait en avance.

Que faisait le Président Soilihi ? Il n'imposait pas. Il appelait à la formation d'un groupe sur une question précise en vue d'une réforme. Chacun était obligé d'être actif, d'écouter, de ne pas rester là les bras croisés à ne rien faire. Il avait des idées, mais il vous obligeait à vous impliquer.

## *Entretien avec Madame Moïnaecha Mroudjae*

Sa démarche était participative. C'est pour cela que les jeunes ont tout de suite compris l'idéologie du Président Ali Soilihi. On se sentait vraiment responsables. Et dans cette organisation, je me retrouvais leader dans mon groupe. Voilà un peu mon parcours de jeunesse.

De plus, l'expérience que j'ai eue dès mon enfance, dans le scoutisme, dans les associations culturelles, mon implication dans les comités de feu Ali Soilihi, ainsi que la vie politique de mes oncles, m'ont donné envie de devenir une femme politique.

Et puis, il y'a eu une autre référence très importante pour moi, celle d'un de mes professeurs, Madame Fatima Hachim, une femme comorienne malgache qui était une femme politique de premier rang à Madagascar. Elle était enseignante, puis Députée-Maire, Ministre, et Sénatrice. J'étais en admiration devant cette femme et j'ai voulu suivre ses pas. Elle était ma référence, mon modèle, j'avais tissé des relations avec elle. Elle représentait tout pour moi. Elle était à la fois mon professeur, ma femme leader et mon amie.

Je peux aujourd'hui dire que c'est grâce au fait de l'avoir fréquentée que j'ai eu envie de me lancer en politique.

### ***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

Après la mort tragique de notre Président révolutionnaire Ali Soilihi en 1978, je me suis engagée dans des organisations féminines comme « Maounati », l'Association féminine pour l'enfance aux Comores (AFEC) et la Fédération Nationale des Associations de Femmes. Nous étions encadrées par nos aînées et mères, comme Madame Affandi, Madame Soilihi.

## *Entretien avec Madame Moïnaecha Mroudjae*

C'est là que j'ai commencé à travailler avec des « grandes » qui avaient de l'expérience dans des organisations. Moi, j'étais encore jeune, j'apprenais.

Un jour, en emmenant mon enfant à l'école, j'ai rencontré une dame de l'Ambassade de France qui y travaillait comme secrétaire ; c'était la femme du Consul. On a parlé des femmes comoriennes et elle m'a dit que des femmes françaises résidant aux Comores voulaient s'associer à des femmes comoriennes pour créer une association. Nous avons alors discuté lors de plusieurs rencontres et finalement, on a décidé de créer une association d'aide aux enfants nécessiteux, l'Association Féminine pour l'Enfance aux Comores (AFEC).

J'ai fait appel à mes aînées, et cette association qui englobait des femmes étrangères et comoriennes est née. J'en étais la Secrétaire générale, Madame Arfati la Présidente, et la dame de l'ambassade la Vice-présidente. On a aidé beaucoup d'enfants malheureux et on travaillait aussi avec les Hôpitaux de Moroni et de Ngazidja, Ndzouani et de Mwali<sup>34</sup>. C'est à travers cette association que nous avons noué des partenariats avec Handicap International et l'association gardoise Terre des enfants. C'était durant la période du Président Abdallah<sup>35</sup>.

A cette époque, les femmes ne participaient pas à la politique mais à des associations féminines de la société civile. Le Président Abdallah nous recevait tous les ans, chaque 8 mars<sup>36</sup>. On parlait de nos ambitions, lui nous répondait qu'on n'était pas encore mûres pour faire de la politique. Il

---

<sup>34</sup> L'île de la Grande Comore (Ngazidja), d'Anjouan (Ndzouani) et de Mohéli (Mwali).

<sup>35</sup> Ahmed Abdallah Abderamane, Président des Comores de 1978 à 1989.

<sup>36</sup> Journée Internationale de la Femme.

## *Entretien avec Madame Moinecha Mroudjae*

ne nous a pas aidées mais il ne nous a pas dérangées non plus. Donc on pouvait faire ce que nous voulions, mais en dehors de la politique.

C'est là que nous avons commencé à travailler avec le Système des Nations Unies.

Un jour, une amie qui travaillait au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) m'a informée qu'il allait y avoir un concours pour travailler sur un projet du PNUD/Unifem concernant le statut de la femme comorienne, et elle m'a encouragée à le passer. J'ai postulé ainsi que quinze autres femmes. J'ai été admise et c'est ainsi que j'ai commencé à travailler au PNUD. C'est au sein de ce projet, où j'occupais la poste de Directrice, que j'ai acquis mon expérience dans le domaine de la gestion des projets. J'ai en effet bénéficié de plusieurs formations dans cette spécialité.

J'avais deux objectifs au cours de ce projet : rassembler les femmes de chaque île et proposer une première ébauche du Code de la famille. J'ai eu à travailler dans les îles avec les femmes en général, avec l'appui de statisticiens et de juristes.

Nous avons ainsi abouti à la création de la Fédération des associations de femmes comoriennes, dans laquelle j'ai milité. Puis, quand le Président Abdallah a été destitué, je suis revenue dans la politique.

Il s'est trouvé, en effet, que les personnes qui ont travaillé avec feu Soilihi ont continué à travailler, mais clandestinement, sous le régime d'Abdallah. Lorsqu'Abdallah est décédé, il y a eu un grand congrès réunissant tous les partisans de Soilihi, hommes et femmes confondus.

Après ce congrès nous avons créé le parti « *Maecha Mora* ».

## *Entretien avec Madame Moinecha Mroudjae*

C'est là que j'ai pris ma carte en tant que femme politique et que j'ai poursuivi mon combat.

C'est là que j'ai commencé à vraiment être une politicienne, à parler en public. Non pas en tant que Secrétaire générale d'une association de développement, mais en tant que femme politique du parti « *Maecha Mora* ». On a participé à des élections, on soutenait des candidats, on sillonnait les trois îles pour aller inciter des femmes et des hommes à s'engager dans notre parti, on faisait des séminaires tous les trimestres avec des femmes rurales pour leur parler de la politique, pour les encourager à entrer dans la vie politique !

## *La participation politique des femmes aux Comores*

---

### *Q : De quelle manière les femmes participent-elles à la politique aux Comores ?*

Dans un premier temps, il est important de souligner que les Comores ont un cadre qui favorise les femmes. D'abord, du fait du régime matriarcal, la femme bénéficie de plusieurs protections, notamment en cas de divorce ; le mari vivant chez elle, c'est le mari qui part. Il n'existe pas non plus dans notre pays de discrimination salariale dans la fonction publique. A diplôme égal, salaire égal. Ceci est toujours un défi dans plusieurs autres pays, même dans les pays du Nord. Notre Constitution ne nous interdit pas de faire de la politique, certaines dispositions même du Code électoral sont en faveur des femmes. Je pense notamment aux élections communales.

## *Entretien avec Madame Moïnaecha Mroudjae*

Par la suite, et concernant plus spécifiquement la politique, en particulier la politique aux Comores, ce n'est pas facile. Ce qui m'a frappé, c'était que, dans les années 1980-1985, nous les femmes qui étions dans la sphère publique, on nous mettait à l'index. C'est-à-dire qu'on ne nous prenait « que » pour des femmes...

Un jour, quand j'étais dans le « *Maecha Mora* », je participais à un meeting où j'ai pris la parole. Et quand on parle dans un meeting, quelquefois, on monte d'un cran. Il y avait des hommes venus nous écouter qui disaient que notre démarche était bien, mais que mettre des femmes en avant, ça les dérangeait.

J'ai riposté en disant que la femme et l'homme sont deux personnes qui peuvent marcher ensemble. J'ai rajouté que dans un couple, il y a le mari et la femme. « *Pourquoi, si vous nous acceptez à la maison, vous ne nous acceptez pas en public ?* » Le monsieur s'est senti insulté. Il a demandé qu'on aille le dire à mon mari. J'ai expliqué à mon mari. Il ne m'a rien dit. Ça m'a un peu choquée. On dénigre les femmes comme si on était des objets privés du droit de se montrer en public.

Ce qui m'a aussi marquée ici, c'est quand je suis partie en 1989 à New York pour défendre le droit des enfants. Il y avait le sommet pour ratifier la Convention sur les droits de l'Enfant. J'ai pris la parole devant l'Organisation des Nations Unies (ONU), devant soixante-dix Chefs d'Etat et des Ambassadeurs. Cela m'a donné une grande fierté. Ce Sommet était dirigé par George Bush père<sup>37</sup> et Moussa Traoré<sup>38</sup>. Je ne m'attendais pas à me retrouver devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, là où on prenait des

---

<sup>37</sup> Président des Etats-Unis de 1989 à 1993.

<sup>38</sup> Président de la République du Mali de 1979 à 1991.



## *Entretien avec Madame Moinaecha Mroudjae*

décisions avec Margaret Thatcher<sup>39</sup> et des femmes célèbres.

Pour moi, cela fait partie des choses qui m'ont encouragée, qui m'ont permis d'aller de l'avant. La femme ne doit pas rester à la maison pour faire la cuisine !

### ***Moinaecha Mroudjae : première femme Maire***

---

#### ***Q : Comment êtes-vous devenue la première femme Maire ?***

Je dois d'abord expliquer qu'après mon passage au PNUD, j'ai travaillé, entre autres, sur un projet de la Banque Mondiale comme Directrice nationale du Fonds d'Appui au Développement Communautaire (FADC). Mes obligations professionnelles m'interdisaient de faire de la politique. On m'a en effet expliqué que j'allais y faire de la politique, mais de la politique sociale, c'est-à-dire travailler avec la communauté, dans le cadre d'un projet de développement.

Mon engagement politique précédent m'a beaucoup aidée dans ce domaine, car quand j'allais dans des villages pour mettre en place des comités de pilotage, j'avais le langage adéquat pour sensibiliser les gens. Ainsi, pendant huit ans, quand j'étais dans ce projet, j'ai dû faire une pause politique.

Lorsque j'ai quitté le Fonds d'appui de la Banque Mondiale, je suis retournée en politique, et là, j'ai commencé à devenir une autre personnalité. C'était en 2003. Je me suis d'abord présentée aux élections municipales de chez moi, à

---

<sup>39</sup> Premier Ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990.

## *Entretien avec Madame Moïnaecha Mroudjae*

Bandamadji-Itsandra.

Il y avait trois candidats, deux grands notables et moi. Des oncles et des papas me disaient qu'il ne fallait pas que j'y aille parce que, vu que « Monsieur Untel » se présentait, je serai mal vue... « *Personne ne va t'élire* », me disait-on... Mais moi, je voulais voir !

J'avais fait pas mal de choses dans ma région en tant que femme actrice du développement. J'avais fait construire des écoles, trouvé des projets pour la communauté. J'étais persuadée qu'on allait m'élire !

Mon petit frère est venu me voir en me disant que ce n'était pas bien ce que je faisais, que je voulais toujours causer des problèmes aux gens et que tout le monde parlait mal de moi au village. Je lui ai répondu que ça, c'était mon problème et pas le sien. De plus, mon mari, tel qu'il me connaît, il n'aurait pas osé me demander de ne pas y aller. Alors je me suis présentée et j'ai été élue Maire.

Mes frères étaient fâchés. Dieu merci, je suis parvenue à m'imposer, et ça, je l'ai appris grâce au scoutisme.

### ***Q : Comment s'est déroulé votre mandat de Ministre ?***

J'ai été Ministre de la Protection sociale et de la Promotion du Genre deux ans et demi à partir de 2008. Mon principal intérêt était de travailler avec des femmes et des jeunes. Mais j'étais aussi en faveur de la Tournante et on se battait pour.

Ainsi, quand j'ai été nommée Ministre, j'ai continué en mélangeant la politique et la politique sociale. Selon moi, il faut qu'on sorte de la dépendance financière pour pouvoir se

## *Entretien avec Madame Moïnaecha Mroudjae*

lancer en politique. Aujourd'hui, si certaines femmes arrivent à le faire, c'est parce qu'elles sont indépendantes financièrement.

### ***Q : En tant que politicienne, de quelles réalisations vous sentez-vous la plus fière ?***

Femme Maire, femme Ministre !

En tant que femme Maire, j'ai beaucoup travaillé avec les femmes, dont celles de Bandamadji-Itsandra à qui j'ai fait appel. On faisait du travail de sensibilisation pour que ces femmes-là participent à la vie politique. Je trouvais inadmissible que les femmes ne soient appelées que quand il y avait des élections. On leur donnait des châles et des objets promotionnels uniquement pour aller applaudir et encourager les candidats...

J'ai donc formé des femmes ! Je faisais des réunions chez moi ! Madame Hadjira, qui est devenue Députée, est venue quelques fois chez moi aux réunions politiques que j'organisais avec des amis. Et un jour, quand j'étais à la maison, je l'ai entendu dire dans une émission que sa grande sœur, Madame Moïnaecha, a dit que nous les femmes pouvions marcher comme les hommes, ça m'a fait plaisir !

J'ai sensibilisé pas mal de femmes pour entrer en politique et se présenter aux élections. Nous participions à la vie sociale et à la vie économique. Chacune était leader dans son quartier. Quand la loi communale a été promulguée à l'Assemblée, j'organisais des séminaires avec des femmes pour en parler, pour leur expliquer qu'on peut participer aux élections parce que la loi le permet.

## *Entretien avec Madame Moinecha Mroudjae*

Et puis, j'ai aussi aidé des femmes à gagner leur autonomie parce que pour moi, quand on n'est pas autonome, on ne peut pas faire de la politique, ni être leader. Si tu dois toujours demander à ton mari de te donner de l'argent pour ci ou pour ça, ça ne va pas. Mais si tu as ton autonomie financière, tu peux, avec la permission de la personne avec laquelle tu vis, organiser des séminaires chez toi car tu peux les financer.

Par exemple, quand j'étais femme Ministre, j'ai aidé des jeunes femmes déscolarisées à créer des ateliers de couture et du travail dans le domaine agricole. Je les aidais à élaborer des documents pour chercher des financements auprès du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP). J'ai même sponsorisé des femmes dans leurs activités de couture, d'agriculture et d'élevage. C'est pour cela que je dis que je mélange la politique sociale et la politique politicienne, parce que pour moi, ce sont deux choses qui peuvent marcher ensemble et être complémentaires.

Quand j'étais dans la société civile, j'ai aussi aidé beaucoup de femmes du marché, des commerçantes, à élaborer des documents de projet économique. Par exemple je les aidais à élaborer des documents de projet pour un prêt à la banque de la MECK.

Donc, j'ai beaucoup sensibilisé les femmes quand j'étais Maire, pour qu'elles entrent dans les partis politiques et deviennent des élues.

### ***Q : Comment avez-vous concilié votre vie personnelle et professionnelle ?***

Au niveau de ma famille, je n'ai pas connu beaucoup de

## *Entretien avec Madame Moinecha Mroudjae*

blocages. La seule chose est que je devais m'occuper de mes enfants en bas âge. J'avais ma famille et mon travail à gérer en même temps. Mais tant que j'arrivais à accomplir mes devoirs familiaux, mon mari me soutenait. Par exemple, il restait à la maison pendant que j'allais aux réunions, à condition que les enfants aient fini leurs devoirs.

J'ai essayé d'être correcte avec ma famille et mes enfants tout en faisant de la politique. Je remercie mon mari et mes enfants pour leur compréhension.

## *Perspectives pour la participation politique de la femme*

---

### *Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent faire de la politique ?*

Je conseille aux femmes, en particulier aux jeunes femmes, de ne pas rester les bras croisés, surtout si elles ont la chance d'avoir des parents compréhensifs, des mamans qui ont déjà déblayé le terrain et avec lesquelles elles peuvent discuter et dialoguer. Je pense aussi qu'il y a des maris qui comprennent.

Quand on veut s'engager, que ce soit dans la vie politique ou associative, ou encore dans n'importe quelle entreprise, il faut aimer ce qu'on fait, avoir de l'ambition.

Il y a aussi des jeunes femmes qui se sont lancées dans l'entrepreneuriat et que j'encourage. J'essaie d'ailleurs d'être présente à tout moment quand elles m'appellent. J'essaie d'être disponible, car pour moi, il s'agit d'une façon de les encourager.

## *Entretien avec Madame Moinecha Mroudjae*

Dernièrement, j'ai entendu le discours d'une jeune femme qui m'a choquée. C'était celui d'une jeune femme qui venait de se marier et dont le mari lui interdisait de rejoindre des associations. Je l'ai regardée comme ça et je lui ai dit : « *Ma fille, avant de te marier, il faut poser des conditions. Tu veux m'épouser ? Tu sais ce que je suis en train de faire ? Je travaille, je peux rester au bureau jusqu'à 18 heures. Est-ce que ça marche ? Je suis dans des associations et j'ai des activités, etc.* » Il faut vraiment être claire. Ce n'est pas un contrat mais un pacte moral.

Concernant la politique, il faut y participer tout en sachant s'occuper de sa famille. Il ne faut pas abandonner la vie de famille. Je connais pas mal d'hommes qui se plaignent quand ils rentrent à la maison, car ils ne trouvent pas de quoi manger. Il faut s'organiser et donner des ordres. Tu ne peux pas être leader à l'extérieur si tu n'es pas leader chez toi. Vous savez, nous sommes dans un pays où la femme, apparemment, doit être soumise. C'est écrit nulle part dans le Coran mais ça, c'est la tradition et la culture.

Il y a des hommes qui aident leur femme. Mon mari est un notable mais il peut me seconder. Je voyageais beaucoup parce que j'étais dans des associations de femmes à l'étranger, des réseaux de femmes Ministres et parlementaires. Mon mari assumait quand je m'absentais.

### ***Q : Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

Je pense que dans l'avenir, les femmes prendront de plus en plus conscience de leur rôle politique et social. Je pense qu'elles seront plus instruites également et capables d'égaliser plus facilement les hommes.

## *Entretien avec Madame Moinaecha Mroudjae*

Je trouve qu'il y a un grand changement par rapport à l'époque où je faisais mon rapport sur les femmes comoriennes avec le PNUD. Il y avait des femmes qui osaient mais d'autres qui n'osaient pas. Elles avaient peur et quand on a peur de la famille, de l'oncle, du mari, on est bloquée.

Avec toutes les démarches de sensibilisation et de création des associations des femmes, comme la création du réseau par Madame Sittou quand elle était Commissaire au Secrétariat d'Etat chargé de la Condition féminine, les femmes ont appris à participer politiquement.

Donc, il y a eu une grande évolution. Egalement dans la vie économique, vous voyez beaucoup de femmes qui embrassent l'entrepreneuriat, que ce soit petit ou grand, et dans tous les secteurs économiques. Pour moi, c'est un grand atout. Il y a des femmes dans toutes les activités économiques.

Et pour la politique ? La politique, c'est quoi ? C'est partager des idées, c'est améliorer le développement de son pays. Ce qu'une jeune femme d'aujourd'hui doit faire, je pense, c'est vivre avec les autres, parler et partager avec les autres. A partir de là, elle aura envie de faire quelque chose.

Il faut que les femmes s'intègrent soit dans leur quartier, soit dans leur région, il faut qu'elles s'intéressent à quelque chose. On ne peut pas rester chez soi. Il leur faut cultiver l'ambition de faire des choses. Il leur faut s'intégrer dans une vie associative ou dans leur quartier.

Elles doivent croire qu'elles peuvent être des leaders !

## MADAME SITTI FAROUATA MHOUDINE

---



Née à Moroni, elle est la petite-fille du dernier Sultan des Comores. Après avoir soutenu son oncle et son ex-mari en politique, elle décide de s'investir personnellement en intégrant le parti « Juwa » en 2013. Elue coordinatrice du parti en France, elle en devient leader au niveau de la diaspora.

Nommée Commissaire nationale à la Solidarité, à la Protection sociale et à la Promotion du Genre par le Gouvernement Azali en 2016, elle mène aujourd'hui un combat pour l'égalité entre homme et femme, à travers notamment le soutien à la participation politique des femmes et par la lutte contre les violences faites aux femmes et aux mineurs.





***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je suis Madame Sitti Farouata Mhoudine, je suis mère de quatre enfants et grand-mère de six petites-filles. Je suis depuis 2016, la Commissaire nationale à la Solidarité, à la Protection sociale et à la Promotion du Genre.

Mon parcours scolaire a été celui-ci : j'ai suivi les cours jusqu'en terminale, après je me suis mariée, très jeune, et j'ai fondé une famille. J'ai fait beaucoup de formations. Notamment une en comptabilité et j'ai travaillé dans ce domaine.

Ensuite, je suis partie en France où j'ai accompli une formation d'aide médico-psychologique puis de tutorat. J'ai fait une validation d'acquis d'expérience de monitrice éducatrice.

***Souvenirs d'enfance et de jeunesse***

---

***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?***

J'ai grandi dans une famille nombreuse, une famille royale des Comores. J'ai vécu en ville avec mes parents et souvent on se retirait dans un petit village au sud de Ngazidja<sup>40</sup> qui était le fief de mon grand-père. Ça m'a appris à connaître les difficultés que vivaient au quotidien les villageois de ce village. Contrairement à ce que mes grands-parents

---

<sup>40</sup> En langue shikomori, l'île de la Grande Comore.

## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

voulaient, j'allais avec les villageois aux champs. Moi, ça me plaisait d'aller à pied dans d'autres villages, d'échanger des bananes contre du poisson, de la vanille contre de l'argent pour acheter de quoi manger. C'est ce qui s'appelle le troc.

Mon adolescence s'est bien passée. J'étais épanouie dans cette famille nombreuse. Nous sommes toujours très proches. Nous avons reçu une éducation très stricte et digne, dont nous sommes fiers aujourd'hui.

Mon grand-père était le dernier Sultan. Il avait formé un bataillon à Madagascar pour aller à la guerre. Il y avait pas mal de passages des autorités étrangères aux Comores qui venaient à la maison. Très tôt, on a appris à parler avec des personnes qui n'étaient pas des Comores. C'est peut-être ce qui a beaucoup marqué notre vie par rapport à d'autres.

Après, pendant la durée de mon mariage, je me suis consacrée à ma famille et à mes enfants. Je n'ai pas abordé la politique. J'écoutais un peu mon mari, car il militait dans la politique, mais je ne participais pas. Je ne m'occupais que de l'éducation de mes enfants, puisque j'avais arrêté l'école et que je m'étais mariée. Mon mariage s'est bien passé, on a eu quatre enfants dont je me suis occupée. Lorsque les enfants ont grandi, j'ai demandé à mon mari de pouvoir aller travailler. Il a accepté.

## *L'engagement politique*

***Q : Comment s'est créé votre engagement politique ?***

## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

J'ai commencé à côtoyer la politique quand j'ai travaillé. C'était la période du Président Ahmed Abdallah en 1978<sup>41</sup>.

Mais il est aussi vrai que mon grand-père a eu beaucoup d'influence sur mon goût pour la vie politique. Je me rappelle qu'il avait des documents, par exemple sur l'appel du Général de Gaulle<sup>42</sup> ou la bataille de Verdun pendant la Première Guerre Mondiale.

Il me donnait des livres pour que je les lui lise, car il était analphabète. Il me parlait et me disait d'écrire ses lettres. C'était un personnage très important, il avait connu beaucoup de personnes différentes.

### ***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

J'avais un oncle qui était chef d'un parti politique, Abbas Djouss, que je soutenais. J'ai milité avec lui et c'est grâce à lui que je suis entrée en politique, bien que mon mari ne fût pas du même parti. Mais il m'a dit qu'il comprenait et qu'il ne voulait pas m'imposer quelque chose. Comme d'habitude, on soutient l'oncle, le frère ou le mari.

Moi, j'ai choisi mon oncle comme favori et je l'ai appuyé. On a fait pas mal de meetings dans les villages de Ngazidja. J'ai toujours apprécié son plan, sa façon de voir les choses et de vouloir aider les gens à s'en sortir, pour que le pays s'épanouisse.

Après, quand je suis partie en France en 1995 pour m'y

---

<sup>41</sup> Ahmed Abdallah Abderamane, Président des Comores de 1978 à 1989.

<sup>42</sup> Charles de Gaulle, Président du Gouvernement provisoire de 1944 à 1946 et Président de la République française de 1959 à 1969.

## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

installer, je ne me suis plus occupée de ce qui touchait aux Comores. Je regardais et j'écoutais de loin, mais ça ne m'intéressait pas. J'étais prise par ma vie en France avec les difficultés qui s'ensuivaient. Je me suis remariée.

Et puis, un jour, je me rappelle que des personnes m'ont contactée en me demandant de trouver une salle pour organiser un meeting pour Monsieur Sambu, le chef du parti *Juma*, qui voulait venir en France. J'ai dit : « *Si je peux vous aider, je vais le faire.* »

Je ne le connaissais pas et il n'était pas dans les personnes que j'appréciais. J'ai toujours grondé mon fils quand il le soutenait. Mais je me suis retrouvée avec ces personnes qui m'ont demandé de les aider. On a organisé un grand meeting en France avec différentes personnalités que nous avons invitées. A partir de là, j'ai suivi Sambu sans poser de question.

Je me suis intéressée à la politique et à sa façon de s'exprimer. Je me suis dit que peut-être j'avais mal fait de ne pas avoir essayé de le connaître avant, je l'ai apprécié et je l'ai suivi dans sa politique. Il y a eu d'autres réunions. A la fin, on lui a proposé de mettre en place un bureau de coordination du parti en France.

Je voulais être Coordinatrice, alors je leur ai dit : « *Si je suis dans ce parti, c'est pour être cheffe et non pour recevoir des ordres.* » Il y avait deux candidats et j'étais la seule femme autour de la table. C'est moi qui l'ai emporté par onze voix sur treize. L'autre candidat n'était pas content. Il a même dit que ce n'était pas possible car lui, il était avec Sambu depuis des années, et moi je venais d'arriver dans le parti.

Elue Coordinatrice, j'ai mis en place le bureau en France et on a travaillé pendant trois ans. Nous avons mis en place des

## ***Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine***

cellules dans les différents départements. Et puis je suis rentrée quand il y a eu les élections législatives pour essayer de choisir les candidats de *Juma* à Moroni. Je suis restée ici et on les a élus. Je suis revenue pendant les présidentielles. On avait un candidat qui n'a pas été élu. Alors, on a décidé de soutenir le candidat Azali. Par la suite, j'ai été nommée Commissaire.

Personnellement, c'était surtout la préparation de la candidature à la présidentielle de Sambi qui m'a donné envie de faire de la politique. Ça a été l'occasion de m'impliquer personnellement pour la candidature de Sambi à l'élection présidentielle de 2016.

### ***Q : Avez-vous le souvenir d'avoir été traitée différemment du fait d'être une femme ?***

Dans le parti, on se respectait tous et on se parlait. On communiquait, on débattait ensemble et quand il y avait quelque chose à trancher, il fallait que tout le monde soit de la partie. Au bureau, on partageait et prenait les meilleures décisions ensemble. On parlait d'une seule voix, la relation de travail était toujours saine.

En fait, Sambi aime bien que les femmes avancent. Il aime les femmes qui se battent, qui émettent des idées et qui vont jusqu'au bout. Il les encourage. Il positionne toujours les femmes devant pour qu'elles puissent avancer. Ça, c'est aussi l'autre face de Sambi.

## ***La participation politique des femmes aux Comores***

---

### ***Q : Comment avez-vous connu la participation politique des femmes ?***

Le moment où la femme comorienne a beaucoup rayonné, c'était au moment d'Ali Soilihi<sup>43</sup>. Les femmes et les jeunes jouaient un grand rôle et constituaient sa pièce maîtresse. Ce sont eux qui ont accompagné tout son parcours et toutes ses décisions. Et il a ouvert les yeux aux femmes en leur confiant des responsabilités, en leur faisant prendre leur vie en main. Il disait à la femme qu'elle n'a pas besoin de se voiler et qu'elle peut travailler, conduire sa voiture, faire ce qu'elle veut, qu'elle n'a pas à se mettre en tenue traditionnelle.

La femme devait construire la vie de sa famille et de son pays, elle devait aller travailler le matin, éduquer les enfants, gérer le pays, conduire sa voiture, aller au travail, revenir chercher les enfants à l'école et s'occuper de sa famille.

La femme a beaucoup évolué sous la période d'Ali Soilihi. Il y a eu un programme d'alphabétisation. Parmi ses gardes du corps, on voyait même des femmes !

Après qu'Ali Soilihi est parti, tout a été détruit. Les gens disaient : « *Ali Soilibi est mort, les femmes doivent mettre le voile à nouveau* ». Mais la plupart des femmes étaient déjà sur leur lancée.

Les femmes, en majorité, ne voulaient plus revenir en arrière, mais, pendant la période du Président Ahmed Abdallah, une

---

<sup>43</sup> Ali Soilihi, Président des Comores de 1976 à 1978.

## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

femme ne pouvait pas occuper un poste important. Et ça a été de pire en pire. Des femmes se sont portées candidates, mais elles ne sont pas allées très loin.

Puis, le Président Djohar<sup>44</sup> a voulu rectifier cette situation concernant le rôle de la femme. Je crois que c'est à cette époque que Madame Sittou a été Ministre. Djohar a libéré un peu les femmes. Mais après Djohar, ça a été le Président Taki<sup>45</sup>. On ne sait même pas ce qu'il a fait. C'est à partir de Taki qu'il y a eu la crise séparatiste. J'étais en France à cette époque. Je ne pense pas que les femmes aient eu des postes importants.

Il y a donc eu la crise séparatiste. Le Président Tadjidine<sup>46</sup> est arrivé au pouvoir, et là, ce fut encore pire. On a constaté que tout le monde avait échoué.

Quand le Président Azali est arrivé au pouvoir en 2001<sup>47</sup>, il a commencé à s'intéresser à la participation des femmes. Il était très stratégique. Quand il partait à l'extérieur, il laissait son intérim à une femme qui occupait la Présidence. Il y avait une Ministre de l'Education et des Conseillères. Il a vraiment voulu que la femme avance.

Quant à la période du Président Sambï<sup>48</sup>, elle a aidé les femmes mais pas autant que le premier Gouvernement d'Azali en 2001. Pendant toute la période de Sambï, il y a eu une Ministre femme appelée Sitti Kassim.

---

<sup>44</sup> Saïd Mohamed Djohar, Président des Comores de 1989 à 1996.

<sup>45</sup> Mohamed TakiAbdoulkarim, Président des Comores de 1996 à 1998.

<sup>46</sup>Tadjidine ben Saïd Massoude, Président par intérim des Comores de novembre 1998 à février 1999.

<sup>47</sup>Azali Assoumani, Président des Comores de 2001 à 2006.

<sup>48</sup>Ahmed Abdallah Mohamed Sambï, Président de 2006 à 2011.



## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

Avec le Président Ikililou<sup>49</sup>, le Commissariat au Genre a été mis en place. Avant lui c'était un Secrétariat d'Etat.

Je constate qu'actuellement, avec le Président Azali<sup>50</sup>, il y a beaucoup de respect envers les femmes. Il veut que les femmes avancent. Il souhaite également que les femmes soient combatives, qu'elles sachent aller chercher ce qu'elles veulent et qu'elles se démarquent. C'est ce qu'il veut. Il voudrait que les femmes participent à la vie sociale, économique et politique de ce pays.

### *Sitti Farouata Mhoudine : Commissaire Nationale au Genre*

---

#### ***Q : Pourriez-vous nous parler des principaux défis de votre travail en tant que Commissaire Nationale au Genre ?***

J'ai essayé de pousser les femmes à prendre part à la politique, à la vie du pays et dans des associations à travers la sensibilisation. Il faut essayer de faire connaître la femme d'aujourd'hui, elle a sa part de responsabilités et elle doit les prendre.

Parmi les principaux défis du pays et du Commissariat se trouve la participation politique des femmes. Or, en Union des Comores, les statistiques sont les suivantes. A la suite de l'étude réalisée lors de l'évaluation du processus électoral, il est apparu un faible taux de candidatures aux élections de

---

<sup>49</sup>Ikililou Dhoïnine, Président des Comores de 2011 à 2016.

<sup>50</sup>Azali Assoumani a été réélu Président des Comores en 2016.

## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

2015 et 2016. Les études montrent en effet que les candidatures féminines aux élections à l'Assemblée de l'Union représentaient 3,76% de l'ensemble des candidatures. Ces taux étaient de 3,72% aux élections communales, 5,43% aux élections des Conseillers des îles, 4,47% aux élections des Gouverneurs et 3,7% à l'élection du Président de l'Union. Ces études soulignent en outre que les Comores, avec une députée sur trente-trois, figurent au dernier rang concernant la représentation politique des femmes au classement de l'Union africaine.

Je pense qu'à l'heure d'aujourd'hui, il faut que chacun se sente responsable de sa vie. Les solutions ne viendront pas de quelqu'un d'autre, mais des femmes elles-mêmes. Je vais tenter de faire comprendre cela à la femme pour qu'elle se positionne et qu'elle essaie d'aller de l'avant.

J'ai essayé de transmettre des valeurs et d'ouvrir la voie à d'autres femmes pour qu'elles évoluent, aillent de l'avant et donnent le meilleur d'elles-mêmes. Nous avons besoin que d'autres personnes nous soutiennent car parfois, on se sent un peu seules. On espère y arriver. Mais il faut beaucoup de force pour ça.

### ***Q : Comment expliquez-vous la faible participation de la femme dans la politique ?***

Par le manque de confiance qui est surtout nourri par l'homme avec lequel la femme vit. Dans la tête des femmes, l'homme est supérieur à la femme. L'homme joue de cela et le lui fait comprendre pour la maintenir à la maison. L'homme veut toujours garder cette posture de patron qui gère la famille et la femme doit suivre. Avant le mari, la

## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

femme a soutenu le père puis le frère, donc il est naturel qu'elle soutienne le mari.

Il faut aussi que le mari puisse changer cela et ça ne va pas s'opérer du jour au lendemain. Il faudrait une politique d'ensemble.

Je me rappelle un jour, les femmes se plaignaient en disant qu'elles avaient tout fait pour que ces hommes-là existent, qu'elles avaient porté des chaises, fait des déplacements, et maintenant qu'ils sont élus, ils ne pensent plus à elles. Et moi je leur ai dit : *« Alors maintenant, il ne faut plus déplacer des chaises, c'est vous qui devez prendre le micro et vous exprimer. Pourquoi allez-vous les applaudir alors que vous pouvez être applaudies ? Il ne faut pas vous plaindre car vous avez accepté de jouer ce rôle. »*

Les choses ne vont pas se faire toutes seules. Il faut arrêter de servir les hommes. Il faut que les femmes s'expriment et prennent le micro. C'est comme ça que les choses vont changer, et pas autrement.

On dit souvent que la religion crée des obstacles, mais elle n'a rien à avoir avec la détérioration des conditions de la femme.

C'est à mon avis surtout une question de culture sociale, car elle prend de plus de la place et s'intensifie. Elle peut bloquer les gens, bloquer les femmes qui veulent s'investir en politique.

D'une certaine manière aussi, le système social auquel on est revenu après Ali Soilihi favorise plus le pouvoir et l'expression du pouvoir des hommes. Les femmes sont mises à l'écart par cette vision traditionnelle de la société. Il est important que les femmes prennent conscience que cette culture ne promeut pas la participation politique de la

## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

femme.

Il serait peut-être utile de réglementer certains aspects comme le grand mariage, car cela bloque beaucoup de gens, même certains hommes.

A l'époque d'Ali Soilihi, quand on avait de l'argent, au lieu de le mettre dans le mariage on construisait des maisons, on éduquait les enfants, on faisait en sorte que notre famille ne manque de rien, qu'elle vive dans un environnement correct et que tout le monde s'épanouisse.

Cependant, il faut voir aussi certaines avancées. La loi sur la représentativité des femmes qui a été présentée et votée à l'Assemblée en 2017 est une preuve pour nous que les choses bougent, certes lentement, mais dans le bon sens.

## ***Perspectives pour la participation politique de la femme***

---

### ***Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent faire de la politique ?***

Le message serait que la fille doit prendre conscience que l'Etat comorien est aussi son Etat. Le pays est à elle également. Elle aussi fait partie du destin du pays et chacune de nous doit apporter sa pierre à l'édifice.

Je pense qu'il faudrait dès lors qu'on soit mature et que l'on se préoccupe aussi du sort du pays, mais pas que de sa petite personne. Il faut essayer de participer, de savoir comment évolue le pays. On dirait qu'il y a un manque de patriotisme. Certaines femmes ne se sentent pas concernées.

## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

Chacune vit sa petite vie. Le pays et le monde évoluent. On va vers beaucoup de changements. Il est temps que la fille puisse s'occuper de son avenir et de celui du pays. Elle ne peut pas avoir de lendemain si ce pays sombre, donc il faut que chacune de nous soit consciente de sa part de responsabilité quant à la destinée de son pays.

Il faut donc commencer très tôt à se préoccuper de ce pays et à écouter et essayer de savoir ce qui se passe. Comme je disais, l'Etat comorien est l'Etat de toute personne, hommes et femmes. Nous, en tant que femmes, devons participer à son émergence.

### ***Q : Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

Il faudrait que la société évolue et que les hommes changent leur regard sur les femmes. Il ne faut pas que la femme soit considérée comme une chose qui fait partie du décor. Il faut aussi que la femme ose parler et exprimer ses idées.

C'est aussi l'Etat qui devrait imposer la femme à travers des lois, par exemple. Avec les deux forces réunies, nous obtiendrions des bons résultats. La femme doit y participer activement.

La femme veut s'impliquer en politique. Nombre de femmes font tout pour subvenir aux besoins de leur foyer, mais cela veut dire qu'elles peuvent aller très loin si elles sont accompagnées. Il faut qu'il y ait une politique de l'Etat qui fasse que la femme puisse se sentir libre et avoir le choix. Il faut cette notion de liberté, et que les messieurs aussi l'acceptent.

## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

Il ya quelque chose à faire ! C'est dans la famille elle-même, dans la façon d'éduquer les enfants. Je pense que dès lors que le pays poursuit ces objectifs, cela va commencer parce que les femmes verront que le Chef de l'Etat a la volonté de faire quelque chose pour améliorer la situation.

De plus, la conjoncture mondiale est en notre faveur, il faut qu'on prenne ce train. Nous devons nous rappeler de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme<sup>51</sup>, aux termes de laquelle toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques dudit pays. Idem s'agissant de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>52</sup>, qui garantit aux femmes du monde entier la jouissance des droits humains et des libertés fondamentales sur un pied d'égalité avec les hommes, et qui précise notamment que les Etats parties doivent prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays. Convention inscrite dans la Constitution de l'Union des Comores, telle que mentionnée en préambule : *« Le peuple comorien affirme solennellement sa volonté de marquer son attachement aux principes et droits fondamentaux tels qu'ils sont définis dans les Conventions internationales, notamment celles relatives aux droits de l'enfant et de la*

---

<sup>51</sup> Adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 10 décembre 1948.

<sup>52</sup> Adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 18 décembre 1979 et entrée en vigueur le 3 septembre 1981. Elle a été ratifiée par les Comores le 30 novembre 1994.

<sup>52</sup> Adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et est entrée en vigueur le 2 septembre 1990. Elle a été ratifiée par les Comores le 22 juin 1993.

## *Entretien avec Madame Sitti Farouata Mhoudine*

*femme. »*

Plus spécifiquement, nous avons vu récemment, en 2011, la Résolution 66/130 adoptée par l'Assemblée générale sur la participation des femmes à la vie politique, où il est demandé à tous les Etats d'abolir les lois, réglementations et pratiques qui, de manière discriminatoire, empêchent ou limitent la participation des femmes à la vie politique ; de prendre toute mesure appropriée pour éliminer les préjugés fondés sur l'idée que l'un ou l'autre des sexes serait inférieur ou supérieur, ou les rôles stéréotypés des hommes et des femmes, qui constituent un obstacle à l'accès et à la participation des femmes à la sphère politique, et d'adopter des stratégies visant à les faire participer pleinement à la vie politique, à faire connaître et reconnaître l'importance de la participation des femmes au processus politique aux niveaux communautaire, local, national et international.

Ce sont nos droits, je pense que ces perspectives existent et qu'il faut qu'on les considère comme nôtres.

## MADAME SOILHA SAÏD MDAHOMA

---



Après des études d'infirmière-puéricultrice à Paris, Madame Soilha Saïd Mdahoma s'est d'abord distinguée comme une femme cheffe d'entreprise en Union des Comores. Indépendante et ambitieuse, elle s'est lancée dans la course à la Mairie. Malgré les difficultés rencontrées au cours de sa campagne, elle occupe depuis 2015 le poste de Maire de la Commune de Mitsamiouli, l'une des régions les plus attractives du pays en matière de tourisme.





***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je m'appelle Soilha Saïd Mdahoma. Je suis née dans une ville côtière au nord de Ngazidja. Je suis issue d'une fratrie de huit enfants –cinq filles et trois garçons– dont je suis la troisième. Mes parents ont divorcé alors que nous étions des enfants en bas âge. Ma mère, étant mariée très tôt –à treize ans alors que mon père en avait un peu plus du double – m'a contrainte à jouer dès mon plus jeune âge le rôle de maman de substitution pour mes frères et sœurs.

Malgré les devoirs ménagers et les corvées qui m'incombaient, j'ai poursuivi mes études primaires et secondaires jusqu'en classe de première avec beaucoup d'aisance scolaire. Dès mon adolescence, j'ai exercé des petits boulots pour apporter un peu plus de confort à notre foyer, maman exerçant une multitude d'activités allant de la couture au commerce informel, grâce à l'expérience acquise pendant son séjour marital à Madagascar.

Un soir, le fils d'un ami de mes parents qui travaillait en France passa à la maison et demanda ma main. Le mariage coutumier s'est fait rapidement ; je n'avais pas atteint la majorité. J'ai dû quitter le lycée et ma famille pour accompagner celui qui est désormais mon époux, en France. Mais, le jour des noces a été une catastrophe pour nous. Des révolutionnaires du Commando Moissi<sup>53</sup> sont venus ce jour-là, après ils ont voulu m'arrêter à l'embarquement à l'aéroport pour des raisons obscures. Mon mari est resté otage des révolutionnaires.

---

<sup>53</sup>Force de l'ordre sous le Président des Comores Ali Soilihi entre 1976-1978.

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

J'ai été accueillie en France par un ami de l'Ambassadeur Chouzour, mais mes parents ont cru que j'avais disparu. Quelques semaines après cet enfer, j'ai rencontré à nouveau mon mari à Nancy.

Arrivé à Nancy, mon époux a rompu le pacte de me laisser terminer mes études avant de me consacrer à une vie de famille. Face à cette impossibilité de poursuivre mes études, j'ai quitté le domicile. Je suis partie à Paris. J'avais une amie avec laquelle je correspondais régulièrement. Cette copine était mariée à un homme originaire de Mitsamiouli.<sup>54</sup> On est resté ensemble jusqu'à ce que je tombe sur une annonce dans le journal *L'Aurore*, d'une école qui proposait d'appuyer les étudiants sans ressources. Les conditions étaient que l'école finance les études et une fois qu'on a terminé, on travaille pour les rembourser.

Je suis allée passer le concours et j'ai pu entrer à l'école d'infirmiers du Diaconesse de Reuilly-Diderot à Paris, XII<sup>e</sup> arrondissement. Lorsque j'ai fini mes études, je devais donc travailler pendant trois ans pour rembourser mes études. Cependant, j'ai pu démontrer que ma mère élevait seule ses huit enfants. A partir de là, l'école a accepté de m'exempter, je n'ai donc pas eu à rembourser la totalité de mes études.

Personnellement, au lieu de rester dans les hôpitaux, j'ai décidé d'aller travailler à la Mairie de Paris. Je me suis trouvé un poste de puéricultrice. J'y ai travaillé de 1979 à 1985.

Je faisais parallèlement un peu de commerce informel avec les Comores, en envoyant quotidiennement à ma mère de la marchandise parisienne à la mode. J'obtenais des prêts au Crédit Municipal pour acheter des voitures et les revendre.

---

<sup>54</sup>Mitsamiouli : région située dans le nord de l'île de Ngazidja. Mitsamiouli est également le nom de la capitale de cette région.

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

Tous les hommes et les femmes à la mode se procuraient mes produits. Je me suis constitué un capital conséquent, et c'est à cette période que j'ai décidé de rentrer à Moroni. C'était en 1985.

A cette époque-là, le Directeur de la Banque de Développement était Cambi El Yachourtu. Il aidait beaucoup les jeunes à entreprendre. Comme je lui ai demandé dans quel domaine il fallait investir, il m'a conseillé le bâtiment. Je n'avais aucune expérience en la matière, mais grâce à l'expertise d'un ingénieur expatrié, Monsieur Hevin, l'entreprise que j'ai créée a relevé le défi.

Ils m'ont accordé un crédit en complément de mon apport, et ils m'ont confié le marché de la construction de la Banque de Développement. J'ai fait bâtir le logement qui est à côté de l'Hôtel Retaj. C'était mon premier marché.

Par la suite, j'ai continué à travailler dans le secteur privé : Alstom à Voidjou,<sup>55</sup> Colas à Hahaya,<sup>56</sup> la construction de l'Hôpital de Pomoni.<sup>57</sup> Parallèlement, j'avais ouvert plusieurs boutiques : la boutique nommée Energie à côté de l'hôpital, Stop affaires et Finesse. J'ai ouvert d'autres points de distribution ailleurs.

Parallèlement à mes activités économiques, je me suis toujours impliquée dans des associations. Par exemple, en France, j'étais dans une association appelée « Tremplin pour entreprendre ». Elle aidait à créer des entreprises. Nous avons fait beaucoup de choses pour permettre aux jeunes de s'épanouir. Cette association permettait notamment aux jeunes de bénéficier de l'expérience de leurs aînés par le biais

---

<sup>55</sup>Voidjou : ville côtière du centre de l'île de la Grande Comore.

<sup>56</sup> Ville côtière du centre de l'île de la Grande Comore.

<sup>57</sup> Ville du Sud-ouest de l'île d'Anjouan.

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

de ce qu'on appelle des tutorats. Je me suis occupée spécifiquement de ce domaine-là pendant plusieurs années.

Aux Comores, nous avons créé une association dénommée Association pour la Solidarité et l'Intégration des Iles de l'Océan Indien (ASIOI) vers 2002 ou 2003, lorsque le ferry *Samson* a coulé. Après cette catastrophe, plus de 200 enfants se sont retrouvés orphelins, et on a créé cette association pour leur permettre d'aller à l'école. Nous avons organisé par exemple un dîner de solidarité en faveur des orphelins du *Samson* afin d'assurer leur scolarité.

## *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*

---

### *Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?*

Comme je l'ai dit plus haut, je suis issue d'une fratrie de huit enfants et j'en suis la troisième. Ma mère a divorcé très tôt car elle avait des problèmes avec sa belle-famille.

J'ai commencé à aider ma mère à prendre soin de mes frères et sœurs très tôt. Ma mère s'est mariée à l'âge de treize ans et à quatorze ans elle avait déjà un bébé. Elle a connu des naissances très rapprochées. Je me souviens que je donnais le biberon à mes frères et sœurs alors que j'étais encore toute petite. Elle m'a eu à dix-sept ans, donc, quand elle avait vingt et un ans, moi j'avais quatre ans et je l'aidais déjà.

J'ai grandi à Mitsamiouli. J'y suis restée jusqu'en classe de troisième puis j'ai intégré le lycée de Moroni. J'avais une grand-mère qui m'a légué ce caractère trempé. Nous étions très proches.

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

Ma mère était partie à Antananarivo (Madagascar), avec mon père pendant deux ou trois ans, donc je suis devenue proche de ma grand-mère qui était très travailleuse.

Elle m'emmenait au champ après l'école et le week-end. Je faisais aussi la cuisine. J'étais pratiquement une petite maman. A l'école, quand j'étais en CM1-CM2, je préparais des biscuits et je les vendais. Je regardais comment ma mère faisait les gâteaux et j'en confectionnais aussi pour les vendre à l'école. Ça me permettait d'avoir quelques sous. J'ai appris à travailler très jeune.

J'ai toujours aimé partager. C'est normal lorsqu'on vit avec des frères et sœurs. C'était la maison de tout le monde ! Mes grands-parents étaient à la *Grille*<sup>58</sup> dans le *Mboudé*<sup>59</sup>, et les enfants du *Mboudé* venaient à l'école chez nous à Mitsamiouli. Mon grand-père avait travaillé là-bas pendant des années. Du coup, comme ces enfants étaient scolarisés à Mitsamiouli, ils venaient habiter à la maison. On partageait tout. J'ai toujours vécu dans un environnement où il y avait de la solidarité, on partageait avec beaucoup de plaisir.

Dès que j'avais de l'argent, j'organisais quelque chose au service de la population. D'ailleurs, à chaque bilan annuel de mes entreprises, et lorsque je dégageais des bénéfices, j'organisais un événement pour la jeunesse et la population.

Alors que j'étais en première année, les Comores accédèrent à l'indépendance unilatérale le 6 juillet 1975, suivie d'un coup d'Etat le 3 août 1975. Un Etat révolutionnaire est né et la France quitta alors le pays avec son administration et ses professeurs, entraînant la fermeture des lycées et collèges. Des enseignants belges et sénégalais ont pris le relais.

---

<sup>58</sup>Ville du Nord-ouest de la Grande Comore.

<sup>59</sup>Région située au Nord-ouest de la Grande Comore.

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

La révolution était présente partout. Beaucoup de lycéens ont déserté pour s'engager dans les comités, notamment le comité central. Nous avons été pendant un temps embarqués pour faire le tour des îles en bateau dans le cadre de la mobilisation des jeunes pour la révolution. Les week-ends, nous faisons des travaux d'intérêt général dans nos communes pour la construction des *Moudrias*.<sup>60</sup>

Pour certaines d'entre nous, qui poursuivions correctement nos études, tout était prétexte pour nous envoyer en séjour humiliant dans des citernes desséchées. Tantôt à cause d'une robe au-dessous du genou, tantôt pour un retard aux travaux. J'ai été victime à plusieurs reprises de ces humiliations, ce qui inquiétait ma mère.

## *L'engagement politique*

---

### ***Q : Comment s'est créé votre engagement politique?***

Comme je l'ai dit plus haut et parallèlement à mes activités économiques, j'ai toujours été active dans le milieu associatif.

J'ai organisé à travers l'ASIOI, le Trophée du mérite au féminin pour récompenser six femmes qui étaient très engagées et qui ont marqué l'histoire des Comores. Des femmes qui, malgré leur action, n'ont jamais été sous les projecteurs de l'actualité. Nous avons donc primé Mme Binti, première femme Magistrate des Comores dans les

---

<sup>60</sup>Centres administratifs de la décentralisation sous la présidence d'Ali Soihili (1976-1978). Au nombre de quarante, ils ont tous été convertis en école rurale à la chute d'Ali Soihili en 1978.

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

années 1967-1968 ; Mme Moïnâécha Mroudjae en tant que première Maire ; deux femmes militaires dont une qui était partie faire le débarquement à dix-huit ans, Mme Hassanati, et Mme Fatima Saroumaya qui s'est engagée dans l'armée en 1997 ; une femme appelée Hadidja Abdou Dahalane, qui a quitté l'école à dix ans. Grâce à son savoir-faire, elle a monté un atelier de couture et continue aujourd'hui. Son activité a permis à ses frères et sœurs d'accomplir des études. Nous avons également primé à titre posthume une autre femme, Madame Zahar, la mère de Soeuf Elbadawi, écrivain dramaturge. C'est elle qui a contribué à la création de l'Union des MECK<sup>61</sup>.

### ***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

L'idée de me présenter aux élections m'est venue parce que je voulais que la société change en faveur de la femme. Je me suis dit que si je voulais faire avancer les choses et avoir des projets, il fallait que je m'engage beaucoup plus en politique.

J'ai décidé de commencer par la Mairie. Je ne voulais pas être Ministre car lorsqu'on est nommée, on dépend du Gouvernement. Je voulais être autonome.

---

<sup>61</sup>Union des MECK : Union des Mutuelles d'Épargne et de Crédit des Comores.



## ***La participation politique des femmes aux Comores***

---

### ***Q : De quelle manière avez-vous connu la participation des femmes en politique ?***

Je trouve qu'en 1975,<sup>62</sup> il y avait beaucoup plus de femmes dynamiques et engagées. On peut citer par exemple Mme Sakina Atina Ibrahim, une femme très active, Mme Kamaria Awade, qui a écrit un livre sur la sécession de Mayotte. Elle est la première journaliste comorienne. Et aussi Mme Abass Djoussouf, Mme Djambé Achiraf Chafiat, Mme Mdrababi Hissani, Mme Ramla Abdallah, Mme Faousia Mohamed Issa, Mme Affandi et ses sœurs.

Ces femmes étaient regroupées dans une association pour l'émancipation de la femme dénommée Maounati.<sup>63</sup>

Les femmes croyaient en un idéal et à la possibilité de jouer un rôle dans la société, surtout dans le domaine politique. Malheureusement, la génération qui a suivi n'était pas à la hauteur des enjeux.

### ***Q : Comment voyez-vous l'évolution du rôle de la femme en politique ?***

Je me rappelle qu'on en avait plus conscience qu'aujourd'hui, parce qu'au moment des réunions dans le cadre des campagnes électorales, on savait exactement ce qu'il fallait faire et à qui on devait faire confiance.

---

<sup>62</sup> L'Indépendance des Comores a été déclarée le 6 juillet 1975.

<sup>63</sup> Une des premières associations regroupant des femmes pour le développement communautaire.

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

On avait un bon feeling et on utilisait notre bon sens, chose qui n'existe plus. On suit les leaders politiques comme des moutons. Dans les meetings, il n'y a aucun débat, aucune réflexion. Personne ne vote en suivant un programme ou un projet. On vote pour des raisons électoralistes ou régionalistes, ce qui est dommageable pour l'avenir du pays.

Il y a du travail à faire au niveau de la sensibilisation de la jeune génération. On constate qu'aujourd'hui, la politique n'intéresse pas beaucoup de monde. Nous devons favoriser l'émancipation de la femme car c'est elle qui élève les enfants. Une nation est efficiente quand les enfants sont élevés par des femmes instruites et formées.

Le problème des femmes comoriennes demeure leur entraide et le manque d'accompagnement par le pouvoir public.

Lorsqu'on regarde au niveau politique, il n'y a pas beaucoup de femmes qui se décident à entrer officiellement en politique et à devenir des femmes politiques. Elles sont toujours derrière les hommes. Mais elles veulent rarement se mettre devant.

Maintenant, il existe des femmes qui s'intègrent dans les partis et prennent conscience que ça fait du bien de se valoriser, et cela rejaillit sur les partis politiques. En effet, on dit beaucoup de bien des partis qui s'intéressent au genre et à la parité.

Certaines femmes sont nommées sans avoir auparavant fait de la politique pour elles-mêmes. En revanche, il y a des exceptions : on peut citer par exemple Mme la Députée Hadjira Oumouri, qui a toujours milité dans les associations. Elle a mérité d'être Députée aujourd'hui. Mme Sittou Raghadat, qui a été nommée Ministre à l'époque. Elle a

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

continué à s'impliquer en politique, puis elle a décidé d'aller aux élections pour devenir Députée. Elle l'a emporté, le fait d'avoir été Ministre l'a avantagée.

Mais partir de zéro pour aller à la conquête de la politique est très rare. Beaucoup de femmes se sont investies sans pouvoir obtenir un poste politique, comme Mme Zahara Toyb.

### ***Soilha Saïd Mdahoma : femme entrepreneure et Maire de Mitsamiouli***

---

#### ***Q : Comment êtes-vous devenue Maire de Mitsamiouli ?***

Je suis devenue Maire en 2015, après avoir mené une longue réflexion par rapport aux barrières et aux difficultés que nous rencontrions pour faire avancer nos idées. Parce qu'on a beau être dans le secteur privé, employer des gens, quand on n'est pas dans les instances décisionnelles, on ne peut pas faire avancer grand-chose.

Lors de la campagne, je n'ai pas eu de problèmes, ni avec les citoyens, ni avec les chefs de village, qui sont d'ailleurs devenus des conseillers, mais j'ai eu des soucis avec les têtes de liste qui se sont imaginé qu'on pouvait être plusieurs Maires. Ils ne supportaient peut-être pas qu'il y ait une femme à la tête de l'Exécutif communal. La situation était parfois ingérable.

Sur le plan matériel, je n'ai pas eu de soucis. Quand on a l'habitude de travailler, on souhaite s'investir dans la politique du côté de l'action. Avant de me présenter aux

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

élections, je suis donc restée en immersion dans la région pendant huit mois pour identifier les problèmes, les personnes-ressources et les projets qu'on pourrait concrétiser.

Lorsque je me suis portée candidate, j'ai obtenu une certaine unanimité auprès de la population. Lorsqu'on regarde le déroulement des élections, ma liste a eu 100% des voix exprimées selon les résultats de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Trois têtes de liste sur les sept se sont retirées, les quatre restantes ont fait bloc avec moi. L'élection a été considérée par la CENI comme gagnée à 100%. C'est écrit noir sur blanc !

La région de Mitsamiouli est constituée de quatre Communes. Je suis la Maire de six localités : Mitsamiouli ville, Nzadawouzé, Fassi, Memboiboini, Hadawa et Ndzawouzé<sup>64</sup>. C'est un vaste territoire. J'ai occupé la Mairie avec une petite équipe de trois personnes au départ.

### ***Q : Comment se sont déroulées vos années de Maire ?***

Je venais d'être élue Maire en 2015. Les personnes me connaissaient en tant que femme d'affaires. Je me suis toujours imposée et j'ai gagné le respect de tous.

J'ai mené mon combat avec mon équipe très sereinement, en fonction d'une stratégie ciblée à l'égard des femmes et des jeunes, malgré les calomnies. Nous passions à l'essentiel en dépit des dénigrements permanents jusque sur les réseaux sociaux.

---

<sup>64</sup> Ensemble des villes de la région de Mitsamihouli.

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

Je viens de sortir d'un coma de quatre mois à cause des diffamations de mes opposants. Je m'explique : j'étais partie à l'île Maurice signer une convention de partenariat, et mes opposants ont raconté que je n'étais pas légitime et ne devais pas me rendre là-bas car je n'étais plus Maire depuis le mois de juin.

Ils ont envoyé des messages à mes partenaires. En plus, il n'y avait pas d'argent en jeu car la somme qui entrait au niveau de la caisse de la Mairie équivalait à huit-cent euros par mois. Ils m'ont accusée de tout sur Facebook et m'ont calomniée.

Je suis tombée dans le coma pendant plusieurs jours et j'ai été évacuée sur Paris. J'y suis restée quatre mois. Les relations avec mes parents se sont dégradées à cause de cette histoire. Ils ne voulaient pas que je retourne à la Mairie. Mon médecin me l'a déconseillé également, mais si j'abandonnais maintenant, le combat que j'ai mené pendant deux ans n'aurait servi à rien ! Je suis motivée et je vais aller encore plus loin !

Déjà en tant que Maire, je suis consciente qu'il faut apporter une réponse économique à cette région qui a subi un désastre à cause de la démolition du complexe hôtelier Galawa. En emplois directs, mille quatre-cent personnes ont perdu leur travail. En matière d'emplois indirects, il est difficile d'évaluer les dégâts entre les agriculteurs, les artisans, les pêcheurs... C'était un des poumons économiques du pays ! On y employait même de la main-d'œuvre issue de la région de l'Océan Indien. Par exemple, il y avait cinquante employés venant de l'île Maurice. La région était devenue une zone dévastée. Il fallait commencer par quelque chose.

Lorsque la rénovation de la route sera terminée, je vais organiser des conférences sur la thématique de la jeunesse,

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

sous forme de débats à la Mairie le matin puis l'après-midi. Les participants pourront profiter de la plage.

Je suis également la Présidente du Conseil d'administration de l'Hôpital de Mitsamiouli. J'ai donc d'autres responsabilités. Nous avons fait un plan pour l'hôpital qui a été le seul validé immédiatement, car les plans proposés par les autres hôpitaux au bailleur se montaient plusieurs milliards. Le nôtre culmine à quatre-cent millions environ pour cinq ans.

## ***Perspectives pour la participation politique de la femme***

---

### ***Q : Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

Je ne suis ni optimiste, ni pessimiste, car cela dépendra de la volonté des unes et des autres. Les capacités sont là, il suffit de les booster et d'être déterminées. Cependant, tout est également prêt pour faire dégringoler les femmes.

La loi des 30% sur la représentativité des femmes dans les institutions, qui existait déjà au niveau des élections communales, constitue un coup de pouce mais les résultats ne seront pas faciles à obtenir.

Il faudrait déjà commencer par l'organisation de forums pour sensibiliser les femmes ; ces forums devraient être animés par des femmes qui ont de l'expérience et qui voudraient la partager. Des femmes qui savent de quoi elles parlent, qui servent de modèles et essaient de susciter des vocations. Il faut faire parler des femmes qui ont réussi en

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

politique ! Il faut des personnes qui allient des paroles aux actes pour davantage de crédibilité. Des femmes comoriennes mais également venues d'ailleurs. Par exemple, lorsque Mme Nassima Dindar<sup>65</sup> arrive ici, cela suscite des vocations chez les jeunes.

Il faudrait aussi sensibiliser les décideurs qui ont tendance à dire, peut-être à juste titre, que les femmes, lorsqu'elles ont occupé un poste politique et ont terminé leur mandat, disparaissent de la scène politique. Autant les hommes restent même lorsque les choses ne marchent pas, autant les femmes s'effacent totalement et fuient les difficultés. Cela nous a souvent été reproché.

Pour pouvoir aider les femmes, il faut impliquer tout le monde y compris la jeunesse, garçons comme filles. Si la population constate que les jeunes s'intéressent aux femmes, cela aura des retombées positives. Lorsque je me suis présentée aux élections, les jeunes m'ont beaucoup soutenu et m'appelaient « *Mdzadzé* » -maman en shikomori-. Cela a créé un dynamisme autour de ma campagne.

Les gens de ma région sont très ouverts d'esprit, mais c'est difficile d'y mener des actions et de mettre en œuvre des projets. Aujourd'hui, il y a des femmes qui se distinguent dans cette région. Nous avons une femme Ministre, une femme Maire, une femme TPG (Trésorière générale), et la Directrice de la MECK-Moroni. Ce sont des femmes dynamiques. Peut-être qu'on va pouvoir lancer un projet en faveur des femmes avec l'aide de la Ministre de la Santé chargée du Genre.

Au sud comme au centre, on considère qu'au nord il se passe

---

<sup>65</sup>Femme politique réunionnaise, première femme élue Présidente du conseil départemental de La Réunion.

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

des choses intéressantes, et il y a beaucoup d'attentes. C'est le moment ou jamais de lancer des projets, car nous bénéficions de partenaires qui sont prêts à nous appuyer.

### ***Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent faire de la politique ?***

Nous devons être prêtes à nous sacrifier.

Il faut que les femmes comprennent que personne d'autre ne viendra faire le travail à leur place. Il faut qu'elles prennent leur destin en main. Il faut qu'elles essaient de réaliser leurs projets et ne pas avoir peur de se battre pour elles et pour leurs enfants. Lorsque la mère comprend ce que c'est que l'émancipation, elle sera plus exigeante au niveau de l'éducation qu'elle va donner à ses enfants, notamment à ses fils. On ne parle pas forcément d'instruction car on peut être cultivé sans avoir de bon sens et inversement. Je pense que la mère joue un rôle primordial dans le devenir de ses enfants.

Par exemple, ma mère nous a transmis sa force, pourtant elle n'est pas allée à l'école. Aujourd'hui, malgré son âge, elle voyage ; elle fait ses petites affaires à quatre-vingt ans. Elle continue à travailler. Elle ne dépend de personne, elle est complètement autonome. Elle a son magasin. Elle n'est pas riche mais elle est active. Elle a également transmis son savoir-faire à des femmes qu'on appelait des « tatas », qui venaient apprendre la couture.

Je crois que les femmes sont capables de créer une dynamique politique en faisant parler d'elles et en faisant comprendre aux autres femmes que si elles restent telles qu'elles sont, elles seront des épaves dans quelques années.

Il faut que les femmes se mobilisent dans l'action et dans la



## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

réflexion. C'est important parce que les femmes qui ont de l'expérience comme Mme Amina, la femme d'Abbass Djouss, que j'ai entendue à la radio, ont beaucoup d'expérience à transmettre. De telles femmes doivent être identifiées. Il faut diffuser leurs messages sur les radios périphériques.

Si les femmes se disent qu'elles sont capables d'y arriver, elles y arriveront. La preuve est qu'il y en a quand même quelques-unes qui travaillent dans des instances internationales.

Notre problème est qu'on dépend toujours quelque part d'un « prince ». Lorsqu'il nous abandonne, nous nous sentons perdues. Il faut donc faire en sorte de se ménager un espace qui permette de rebondir lorsque la situation devient difficile, que ce soit professionnellement ou personnellement. Il y a beaucoup de femmes qui sombrent dans la dépression et ne trouvent aucune aide.

Si l'on parvient à créer des structures d'accompagnement et à impliquer les hommes pour qu'ils nous soutiennent, on peut y arriver. Nous devons rassurer les hommes sur le fait que les femmes ne veulent pas prendre leur place.

De plus, je pense qu'à partir du moment où on a fait des études et qu'on est capable de réfléchir, il n'y a pas de raison pour que l'on se dévalorise, ni qu'on se sous-estime en pensant qu'on ne peut pas faire ce que l'on souhaiterait. Dès lors qu'on a eu son baccalauréat, tout est possible.

Il faut avoir des alliés, des personnes qui nous transmettront leur expérience. Ces alliés nécessaires sont également des hommes. Nous ne sommes pas des ennemis mais complémentaires, tant en couple qu'en politique. Quand tu sens qu'il y a des personnes qui te soutiennent, tu peux

## *Entretien avec Madame Soilha Saïd Mdahoma*

avancer. Et les hommes prennent conscience et aident les femmes. Moi, j'ai beaucoup travaillé avec les hommes. On aurait pu penser que les femmes sont solidaires parce que, par exemple, on m'acclame dans les mariages, mais en termes de solidarité féminine, il n'y a rien. En revanche, les hommes m'aident et me poussent à aller de l'avant avec beaucoup de respect. Il faut toujours montrer qu'on maîtrise les choses, s'exprimer et donner son opinion pour chaque sujet en discussion. Il faut également être curieuse pour ne pas être hors sujet dans les réunions, et se faire remarquer en prenant position. Cela instaurera du respect.

Pour conclure, je dirai qu'il faut insister sur l'entraide et l'accompagnement des femmes qui ont une vocation politique. Il faut être solidaire avec elles. Il faut évaluer les besoins des femmes, les objectifs et les outils dont elles disposent, pour pouvoir les orienter vers les bonnes personnes et les aider à franchir les obstacles.



## MADAME TOYB ZAHARA ABDALLAH

---



Mme Toyb Zahara Abdallah a travaillé à la Direction Nationale de la Santé, au Ministère de la Santé Publique et auprès des associations internationales de santé et de développement. Co-fondatrice du Syndicat National des Agents de la Santé et du Réseau National Femmes et Développement, elle s'engage depuis pour améliorer les conditions de vie des travailleurs. En 1996, elle a été candidate aux élections législatives et a atteint le second tour. Actuellement Vice-présidente du Parti MOUROUA (Mouvement pour la République l'Ouverture et l'Unité de l'Archipel), elle continue de s'engager pour la justice sociale, la paix et le bien-être de la population comorienne.



***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je m'appelle Zahara Abdallah. J'ai commencé à travailler comme infirmière diplômée d'État de la Côte d'Ivoire, puis j'ai passé mon diplôme de puéricultrice de l'École de puériculture de l'Hôpital des enfants de Bordeaux.

Après plusieurs années d'exercice dans le service de pédiatrie de l'Hôpital El-Maarouf,<sup>66</sup> j'ai accompli une formation en administration et gestion des services de santé à l'Institut de santé publique et de développement de l'Université Bordeaux-II.

Ce diplôme universitaire m'a permis de travailler à la Direction nationale de la santé. Puis avec des ONG internationales de santé et de développement comme le Centre International de Développement et de Recherche (CIDR), j'ai travaillé en tant que coordinatrice régionale de projet.

J'ai coordonné aussi des activités de développement pour le compte de l'association « 2Mains », et j'ai collaboré avec Planète Finance pour le renforcement des capacités des artisans.

En 1996, j'ai été candidate aux élections législatives, je suis allée jusqu'au deuxième tour du scrutin devant un homme d'affaires et un religieux.

J'ai été nommée Femme modèle des Comores en 2006 par la Jeune chambre internationale. Je continue toujours mon combat au niveau de la société civile comme secrétaire générale de la Plateforme femme politique Océan

---

<sup>66</sup> Hôpital de Moroni, sur l'île de Ngazidja.

## *Entretien avec Madame Toyb Zahara Abdallah*

Indien/Comores.

Je suis membre fondatrice de l'Association de lutte contre le cancer chez la femme, et suis chargée de la mise en place des structures nationales de l'association.

Je suis aussi conseillère au Réseau National Femme et Développement créé il y a vingt et un ans et dont je suis membre fondatrice. J'ai été aussi membre fondatrice et secrétaire nationale du Syndicat national des agents de la santé pendant six ans.

Actuellement Vice-Présidente du parti MOUROUA,<sup>67</sup> je reste toujours engagée pour la justice sociale, la paix et le bien-être de la population comorienne.

## *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*

### ***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?***

J'ai vécu dans une famille solidaire qui a toujours été là pour me soutenir dans mes engagements sociaux. Le décès de mon père m'a affectée. Heureusement que la famille comorienne est large, et le soutien de mon cousin, Sultan Chouzour, m'a permis de finir mes études et être ce que je suis aujourd'hui. Je saisis cette occasion pour lui rendre un grand hommage.

Au collège et au lycée, je me rappelle avoir été très active dans les disciplines sportives et culturelles, j'ai eu des prix

---

<sup>67</sup>Mouvement pour la République, l'Ouverture et l'Unité de l'Archipel.

## *Entretien avec Madame Toyb Zahara Abdallah*

délivrés à la fin de l'année par les responsables de la coopérative du lycée ; ce qui m'honorait et me donnait le courage de continuer.

Je reste marquée par la grève de la faim de 1973<sup>68</sup> et mon arrestation par la gendarmerie nationale.

J'ai participé durant ma jeunesse à plusieurs activités culturelles de Moroni, et je compte parmi les filles qui ont contribué aux activités d'animation de la ville.

### ***Q : Avez-vous le souvenir d'avoir été traitée différemment du fait d'être une femme ?***

Oui, comme partout aux Comores, je voyais que mes frères et cousins avaient la liberté de sortir pour aller jouer et rester avec leurs copains dehors tandis que les filles sont tenues de ne pas quitter la maison.

Ils étaient dispensés des travaux domestiques : cuisine, vaisselle, lessive et de s'occuper des enfants.

Mon enfance a été marquée, comme toute fille comorienne, par les travaux domestiques et le privilège de mes frères de jouir de leur enfance par les jeux, la liberté d'aller au cinéma ou en pique-nique et rester dehors avec leurs amis. Bien que nous soyons entourés par la mer, aller se baigner était chose taboue, surtout quand tu es l'aînée d'une famille.

J'ai quand même passé une enfance pleine d'amour grâce à ma douce mère, paix à son âme. Ma mère m'a toujours expliqué que rester à la maison est une protection et une

---

<sup>68</sup> Après des violences entre les forces de l'ordre et la population, une dizaine de lycéens se retrouvent en prison. Une grève de la faim a commencé le 28 décembre 1973 et avait pour objectif de les faire libérer.



## *Entretien avec Madame Toyb Zahara Abdallah*

sécurité pour la fille. Toute son éducation avait comme objectif de m'aider à être une bonne épouse.

J'ai quand même étonné ma famille, car malgré son éducation, j'étais au premier rang de toutes les manifestations : les grèves, les manifestations de l'opposition au régime en place, pour le bien-être de la population.

## *L'engagement politique*

***Q : Comment s'est créé votre engagement politique?***

De mon constat de la pauvreté, de la marginalisation de la femme et de l'injustice sociale.

***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

Pendant mes activités syndicales, j'ai été marquée par la brutalité du gouvernement envers le syndicat : licenciements, sanctions etc. J'en étais souvent victime.

Après réflexion au sein du Réseau National Femmes et Développement, nous avons créé un département politique où nous devons sensibiliser les femmes à s'impliquer dans les questions politiques. Ma candidature aux législatives de 1996 était un test, et j'ai réussi quand j'ai vu la mobilisation des quartiers, des amis, des jeunes, des femmes et des familles pour me soutenir.

## ***La participation politique des femmes aux Comores***

---

### ***Q : De quelle manière aviez-vous découvert la participation des femmes en politique ?***

J'ai connu dans ma jeunesse, avant l'indépendance, des femmes leaders à Ngazidja, à Ndzuwani et Maoré.<sup>69</sup> Elles ont manifesté pour le changement : le droit de manifester sans être inquiétées, pour l'indépendance du pays et d'autres problèmes du quotidien.

Ces femmes sont restées dans l'oubli. Elles ont pourtant participé à certains bouleversements de la vie politique aux Comores. Je note le rôle que Mme Zéna M'Déré a joué à Mayotte, Mme Djamila dans le Rassemblement Démocratique du Peuple Comorien (RDPC), Mme Anbida et Mme Sakina dans le mouvement Parti Socialiste Comorien (PASOCO).

Je me souviens de l'éloquence de ces dames dans de nombreux meetings. L'accueil réservé à Madame Zéna M'Déré lors de son arrivée à Moroni<sup>70</sup> en tant que femme leader du RDPC est resté gravé dans mon cœur : Fraternité, Solidarité et Cohésion Sociale entre les îles.

Avec l'indépendance, la révolution d'Ali Soihili<sup>71</sup> a beaucoup contribué à l'émancipation de la femme et l'alphabétisation

---

<sup>69</sup>En langue shikomori, l'île de la Grande Comore, l'île d'Anjouan et l'île Mayotte.

<sup>70</sup> Moroni est la capitale des Comores.

<sup>71</sup> Ali Soihili, Président de 1976 à 1978. Les Comores ont accédé à l'indépendance le 6 juillet 1975.

*Entretien avec Madame Toyb Zahara Abdallah*

fonctionnelle des femmes. La scolarisation de la jeune fille a aussi augmenté grâce à la campagne menée durant les années 1990. Et puis il y a eu une prise de conscience énorme, quand les Comoriens ont découvert les autres pays d'Afrique et le monde après l'indépendance.

***Q : Comment voyez-vous actuellement le rôle de la femme en politique ?***

Actuellement, la majorité de la communauté féminine anime les meetings politiques en chantant et en dansant, d'autres font des tournées de sensibilisation pour leur candidat et tiennent les bureaux de vote. Mais je pense qu'il est temps que les femmes comoriennes luttent pour occuper des postes à responsabilité au même titre que les hommes.

De plus, il faudrait donner la chance aux femmes d'avoir une vraie autonomie financière. Un soutien pécuniaire est important en leur facilitant l'accès au crédit. En ce sens, une discrimination positive serait salubre.

Les femmes doivent oser s'engager dans les partis politiques pour une éducation politique et pour défendre, au sein d'une équipe, un projet de société. Les femmes ne doivent pas s'isoler et se mettre à l'écart des partis, ni continuer à se plaindre de ne pas être responsabilisées.

Les femmes qui ont déjà des responsabilités politiques doivent redoubler d'efforts pendant leur mandat ; collaborer avec les plateformes et organisations de femmes qui existent, demander appui et conseil pour leur permettre de réussir leurs missions. La solidarité féminine est très importante pour notre épanouissement dans tout ce que nous faisons.

Actuellement, la femme est sous-représentée dans le

*Entretien avec Madame Toyb Zahara Abdallah*

gouvernement : une seule femme Ministre dans l'exécutif de l'Union, une Commissaire au Genre et une Secrétaire Générale.

***Toyb Zahara Abdallah : un engagement dans la société civile***

---

***Q : Comment se sont déroulées vos années politiques ?***

Sans problème particulier. Je me sens épaulée par les membres du bureau politique. Chacun de nous a ses qualités et ses défauts. Je suis sans complexe. Je me rends disponible pour mon parti, je n'ai jamais senti, par exemple, une quelconque différence de traitement de par le fait d'être une femme. Au contraire ! Nous formons une bonne équipe, nous nous respectons mutuellement.

***Q : De quelles réalisations vous sentez-vous la plus fière ?***

J'ai contribué à la mise en place de deux grandes structures comme le Syndicat National des Agents de la Santé (SYNAS) et le Réseau National Femmes et Développement (RNFD).

Ces deux organisations ont marqué la conscience des Comoriens et ont concouru au bouleversement des habitudes des travailleurs et de la conscience de la femme comorienne. Les deux structures étaient dirigées par des

## *Entretien avec Madame Toyb Zahara Abdallah*

femmes pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

En tant que Présidente du RNFD, j'ai contribué à la mise en place des Mutuelles d'Épargne et des Crédits des Comores (MECK) avec l'appui de l'ONG canadienne « Desjardins » de micro-financement le soutien du Fonds International du Développement Agricole (FIDA).

Les cours d'alphabétisation prodigués par le RNFD à l'intention des femmes du marché, des artisanes et autres ont été d'une importance capitale pour améliorer la condition des femmes, surtout rurales.

J'ai aussi contribué à la mise en place des mutuelles de santé communautaire, qui ont aussi amélioré l'état de santé de la femme et de l'enfant. Pour moi, les années que j'ai passées auprès de la communauté ont contribué à l'émancipation des femmes et au développement communautaire.

## ***Perspectives pour la participation politique de la femme***

---

***Q : Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

De nos jours, nous ressentons un changement. Les programmes sur le genre devraient nous renforcer et nous aider à avancer. Les femmes comoriennes de la diaspora s'engagent de plus en plus dans la politique en France.

Ici, de plus en plus de femmes sont conscientes qu'il n'y aura pas de changement sans elles. Maintenant elles sont

*Entretien avec Madame Toyb Zahara Abdallah*

entrepreneuses, cadres, ministrables, conseillères, directrices, etc. Et tout dépend de notre expertise et de notre engagement réel.

***Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent faire de la politique ?***

La majorité des femmes dépendent de leur époux, père et famille ; seule leur autonomie financière pourrait les aider à avoir plus de liberté pour faire de la politique.

Vu l'éducation que nous avons reçue, marquée par une certaine soumission, nous devons négocier avec le mari, les familles, pour parvenir à un consensus. Nous avons plus que jamais besoin du soutien de la famille pour nous engager en politique.

Vu la précarité des femmes, les activités génératrices de revenus sont à encourager, les femmes doivent entreprendre. La création d'une micro-finance spéciale pour elles, avec un taux d'intérêt accessible pour améliorer les conditions de vie des femmes, nous aiderait à participer réellement à la vie politique.

Elles doivent aussi avoir l'audace d'intégrer les partis politiques !



## MADAME SITTI SAÏD HASSAN

---



Originnaire de Foubouni sur l'île de Ngazidja, Madame Sitti Saïd Hassan a consacré sa carrière professionnelle et politique à la promotion de la femme et de l'enfant. Diplômée par la Faculté de médecine de Dakar, elle est sage-femme de formation. Elle a complété ses études en étudiant la santé publique à l'Université libre de Bruxelles. Présidente du Réseau femme et développement, elle a été Directrice Générale de la Promotion du genre et des droits de l'enfant avant d'être nommée Ministre de l'Education en 2011.





***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je m'appelle Sitti Saïd Hassan, je suis sage-femme de formation. J'ai obtenu mon diplôme à la Faculté de médecine de Dakar. J'ai étudié pendant deux ans la santé publique à l'Université libre de Bruxelles. J'ai travaillé aux Comores à l'Hôpital El-Marouf<sup>72</sup> puis dans les districts, plus particulièrement à Fombouni,<sup>73</sup> ma ville natale.

Ensuite, j'ai travaillé en maternité puis sur le programme de planification familiale. J'ai été affectée au niveau régional, car à cette époque, il n'y avait pas beaucoup d'hôpitaux dans les districts.

Lorsque je travaillais à Fombouni, je faisais des tournées dans plusieurs régions de Ngazidja.<sup>74</sup> Il y avait beaucoup de problèmes de mortalité maternelle, donc nous proposons à la fois des consultations prénatales, mais aussi de la planification familiale.

Ensuite, j'ai été responsable du Programme Elargi de Vaccination (PEV), jusqu'à ce qu'on m'affecte au niveau de la Direction régionale de la santé. J'ai été Chef du Service action sanitaire et je m'occupais des personnes âgées et des personnes handicapées ainsi que des enfants, regroupés dans la catégorie des personnes vulnérables.

Un peu plus tard, j'ai été affectée au niveau national comme Coordinatrice nationale en santé maternelle et infantile et pour la planification familiale. Je couvrais les trois îles.

J'ai travaillé avec plusieurs partenaires dont le Fonds des

---

<sup>72</sup> Hôpital se situant à Moroni.

<sup>73</sup> Ville de l'île de la Grande Comore.

<sup>74</sup> En langue shikomori, l'île de la Grande Comore.

## *Entretien avec Madame Sitti Saïd Hassan*

Nations Unies pour la Population (FNUAP), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) qui appuyaient les structures sanitaires. Je faisais de la supervision formative au niveau de la gestion de stocks de contraceptifs et de la santé maternelle et infantile. Cela m'a permis de me faire connaître au niveau de Mbadjini.<sup>75</sup> Je suis connue un peu partout par les femmes à travers mon métier de sage-femme. Cela vaut également au niveau des autres îles, puisque j'allais dans les zones reculées comme Djimlimé, où il y avait une surmortalité maternelle et infantile.

J'ai ensuite occupé le poste de Directrice régionale de la promotion de la femme, de la protection de l'enfant, de la pauvreté et des personnes vulnérables au niveau de l'île. Je vous assure que je n'ai pas chômé. J'ai beaucoup formé les nouveaux venus, car il y avait pas mal de novices recrutés dans la politique. J'ai passé plusieurs années à ce poste.

## *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*

### ***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?***

Mon père est l'un des grands politiciens de ce pays. Après mon baccalauréat, je suis partie faire mes études à Dakar. A la maison, on parlait toujours politique. Mon père est un politicien très conservateur. Il avait réussi à gravir les échelons. Il avait été élu Gouverneur à une époque.

---

<sup>75</sup>Mbadjini est une des Préfectures de Ngazidja.

## *Entretien avec Madame Sitti Saïd Hassan*

Lorsque mon père faisait sa campagne, j'étais dans son parti Rachad Rénovateur. Les femmes venaient à la maison et on faisait des réunions. J'écoutais beaucoup les discours des notables et je notais les mots en comorien qui me paraissaient importants ou difficiles, par exemple les discours de l'ancien Président Saïd Mohamed Cheikh.<sup>76</sup> En regardant des émissions politiques à la télévision étrangère, je prenais également des notes pour mieux comprendre la façon de s'exprimer en politique.

Quand j'ai voulu étudier la santé publique après ma formation de sage-femme, mon père n'a pas voulu. Certaines filles qui avaient terminé les études après moi obtenaient des bourses pour continuer à faire du renforcement de capacités. Moi, je n'arrivais pas à en avoir. Puis, un jour, un ami de mon père, qui était Ambassadeur à Madagascar, m'a dit que mon père aidait des personnes à avoir des bourses.

Cet ami en avait proposé à mon père, à plusieurs reprises, mais mon père les donnait à d'autres personnes sans m'en parler. Lorsque je l'ai appris, je me suis débrouillée pour avoir une bourse du FNUAP, puis je l'ai mis devant le fait accompli. Je suis partie à Bruxelles faire ma formation en santé publique à l'Université libre de Bruxelles. A cette époque, j'avais déjà un enfant. Mon mari était d'accord.

J'avais contacté une infirmière dans le secret total pour qu'elle surveille la santé de mon enfant, et je l'appelais régulièrement pour avoir des nouvelles. Je lui ai demandé de m'appeler de temps en temps pour me faire des comptes rendus.

---

<sup>76</sup>Saïd Mohamed Cheik, Député des Comores de novembre 1946 à janvier 1962 puis Président du conseil de gouvernement du territoire des Comores de janvier 1962 à mars 1970.

## ***L'engagement politique***

---

### ***Q : Comment s'est créé votre engagement politique?***

Comme je vous l'ai dit, à la maison on parlait politique tout le temps. Mon père me laissait aller sur le terrain pour faire campagne avec les femmes de son parti. Mais en même temps, il ne voulait pas que je devienne une politicienne.

Mon père était un homme plein de contradictions. Il n'a jamais voulu que je devienne députée. Il n'a pas voulu que je devienne médecin et il a boudé lorsque j'ai été nommée Ministre. Pourtant, il me faisait participer à ses campagnes sur le terrain et acceptait que je prononce des discours en public. Du coup, lorsqu'on m'a proposé le poste de Ministre de l'Education, je ne lui ai pas demandé son avis.

Lorsqu'il était en campagne, j'y participais activement en faisant les discours des femmes dans les villages. Je prenais le micro et je parlais. Pourtant, lorsque j'étais au lycée, j'étais très timide. Mon métier m'a beaucoup aidée à vaincre cette timidité. Prendre la parole en public me plaisait beaucoup.

Un jour, j'ai demandé à mon père pourquoi il essayait de m'empêcher de faire de la politique. Il m'a répondu que la politique était très difficile. J'ai donc fini par comprendre que c'était sa façon à lui de me protéger.

***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

Ce qui m'a surtout poussée, c'est la marginalisation des femmes à tous les niveaux et le fait que mon père ait refusé que je sois élue députée.

Au moment des élections des maires à Foumbouni, mon père m'a proposé de me porter candidate. J'ai refusé sa proposition, avançant l'argument que je n'étais pas destinée à travailler au niveau local. Ce qui m'intéressait, c'était de travailler au niveau national et international. Il a mis du temps à croire en moi et à réaliser ce que je valais. Je ne pouvais pas accepter une telle proposition venant de lui. Il a insisté, mais je ne me suis pas laissée convaincre.

Concernant ma famille, mes frères étaient très fiers de moi. Je me souviens qu'un jour, mon père discutait avec Fahmi, l'ancien Ministre de la Justice du gouvernement Azali, et lui a dit : « *Ma fille est une très grande politicienne.* » Cela prouve qu'en fait, il était très fier de moi. Mais je pense qu'il aurait voulu que je m'inscrive dans la même lignée politique que lui en adhérant à son parti.

Ce n'est pas facile de faire de la politique et de gérer en même temps sa famille. J'ai deux garçons et une fille. Maintenant ils sont grands. Ma fille, qui est en Master de droit des affaires, est très timide. J'aurais voulu qu'elle devienne avocate mais elle ne peut pas encore affronter sa timidité. Elle souhaite continuer en doctorat et moi je suis d'accord.

Je ne veux pas lui faire ce que mon père m'a fait, en l'empêchant d'entreprendre de longues études. Pour me dissuader de continuer mes études, il me disait que ma

grand-mère (la sœur de mon père), qui me considérait comme sa fille, la sienne étant décédée, voulait que je fasse le grand mariage. Toute cette pression sociale joue beaucoup sur l'avenir des femmes et sur leur engagement politique.

## ***La participation politique des femmes aux Comores***

---

### ***Q : De quelle manière les femmes participaient-elles à la politique ?***

Avant, la situation des femmes comoriennes en politique était plus difficile.

Dans le pays, il y a eu beaucoup d'époques différentes. Par exemple lors de la République islamique du Président Abdallah,<sup>77</sup> les femmes étaient vraiment recluses dans leur maison. On les empêchait par tous les moyens. Pourtant, à l'époque de la révolution de Soihili,<sup>78</sup> les femmes ont eu des postes partout, même au niveau international !

Dans mes discours, dans les réunions, je leur disais que nous avions ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes;<sup>79</sup> que nous avions nommé des femmes ambassadrices à l'extérieur. C'est de la discrimination maintenant, car on n'envoie que des hommes. Mais les femmes sont aussi capables de faire ce travail. Il faut que les femmes représentent leur pays à

---

<sup>77</sup> Ahmed Abdallah Abderamane, Président des Comores de 1978 à 1989.

<sup>78</sup> Ali Soihili, Président des Comores de 1976 à 1978.

<sup>79</sup> Adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 18 décembre 1979 et entrée en vigueur le 3 septembre 1981.

## *Entretien avec Madame Sitti Saïd Hassan*

l'extérieur dans les organisations internationales, dans la diplomatie. On n'a pas de femmes diplomates, pourtant il y'en a qui sont capables.

En 1998, il y a eu une étude du Ministère de l'Éducation qui montrait que les ménages choisissaient de privilégier les hommes pour les études. Je voulais insister sur la mentalité de l'organisation sociale, il faut se baser dessus. Montrer les capacités d'une fille qui a accompli ses études. Il y a des gens qui ont compris, mais d'autres non et il faut les convaincre. Il y a des mots pour convaincre les gens.

Au niveau de l'île de Ngazidja, Monsieur Abdoulwahab, ancien Gouverneur, donnait de l'importance aux femmes. En plus, n'oublions pas que sa femme était militante. Quand il était au gouvernement, il était toujours là pour plaider en faveur des femmes, il donnait de l'importance aux femmes, il les considérait. C'était un magistrat, il expliquait les possibilités d'une femme instruite. Ça a permis de sensibiliser certains hommes.

### ***Q : Pouvez-vous nous raconter votre expérience personnelle ?***

Une fois, on m'avait invité à Mdé<sup>80</sup> pour l'investiture du maire. J'étais avec la Directrice générale adjointe et il y avait pas mal de policiers qui sécurisaient l'événement. Il y avait deux entrées. Un monsieur qui plaçait les invités m'a interpellée pour me dire que les femmes devaient s'asseoir ensemble, à des places qui leur étaient réservées. Je lui ai répondu que moi, je n'étais pas là pour faire les « *Mbimou* », la musique traditionnelle qui est jouée par les femmes dans

---

<sup>80</sup> Sur l'île de la Grande Comore.



## *Entretien avec Madame Sitti Saïd Hassan*

certaines événements.

On m'a installée à une place qui ne me convenait pas. Devant moi était assis un médecin. Du coup, je me suis levée pour partir. Je leur ai dit que j'étais également une notable, car j'avais fait mon grand mariage et j'étais également diplômée. Je méritais donc d'avoir une grande place.

Finalement ils m'ont placée devant, aux côtés des notables. Un d'entre eux s'est levé pour protester en mettant son châle sur l'épaule. Il faut comprendre que le châle fait partie des vêtements réservés spécifiquement à la notabilité. Ce geste représentait clairement un signe de pouvoir envers moi. Mais j'ai refusé de changer de place.

Une autre fois, lorsque j'étais Directrice générale, j'ai été envoyée par le Ministre pour le représenter lors de l'inauguration d'un hôpital. Je devais prononcer un discours à sa place. Le personnel du Ministère n'était pas content de cette désignation. Lors de la cérémonie, un orateur s'est exprimé en disant que nous devons avoir l'honneur de la présence du Ministre de la Santé, mais qu'il avait eu un empêchement et désigné Madame Sitti Saïd Hassan pour le représenter.

Deux messieurs qui étaient parmi les invités se sont levés pour protester et dire qu'une femme ne devait pas prononcer un discours devant un public pareil. Mais les invités m'ont acclamée pour que je prononce le discours. J'ai expliqué aux invités que ce genre de réaction était normal, car certaines personnes n'avaient pas l'habitude de voir des femmes s'exprimer en public. Donc il faut être indulgent envers ces personnes-là. Les deux messieurs se sont levés pour partir. J'ai essayé de maîtriser mon indignation.

Lorsque nous tentions de sensibiliser les gens aux droits de

## *Entretien avec Madame Sitti Saïd Hassan*

l'enfant, on nous lançait des cailloux dans les villages. C'était au début des années 1980. Je travaillais dans la protection de l'enfant et j'étais Présidente de l'Observatoire des droits de l'enfant de la région de l'océan Indien. On circulait sur le territoire pour sensibiliser la population. On me disait que ces choses-là n'étaient pas pour nous et que c'était pour les Européens.

### ***Q : Comment voyez-vous le rôle de la femme actuellement ?***

Aujourd'hui, les femmes s'expriment. Il y a encore des villages qui sont un peu réfractaires, mais dans les grandes villes, oui.

Un jour, je suis allée à une conférence à Mitsamiouli,<sup>81</sup> où j'ai annoncé que j'allais donner le « Fâtihah ».<sup>82</sup> Et ils ont accepté. Avant, ils seraient partis. Ce sont les mentalités qui évoluent ! Ce sont des organisations sociales. Il faut un changement profond des mentalités.

Car les gens confondent. Je leur ai dit que je suis allée dans les pays musulmans. Les femmes musulmanes travaillent. Il y a une mauvaise interprétation de la religion. Si maintenant tu peux être émancipée sans pour autant mettre des mini-jupes, tu te comportes comme une musulmane !

---

<sup>81</sup> Ville sur l'île de la Grande Comore.

<sup>82</sup>Sourate coranique.

## ***Sitti Saïd Hassan : la femme Ministre***

---

### ***Q : Comment êtes-vous devenue Ministre ?***

Après les élections des Présidents des îles, Madame Moïnaecha Mroudjae, qui était Ministre de la Condition féminine, avait du personnel non expérimenté dans son service. Elle m'a donc proposé de travailler avec elle en tant que Secrétaire générale.

J'ai voulu à nouveau me rassurer quant à la disponibilité du travail à effectuer. Je n'avais pas encore fini les projets que j'avais mis en œuvre au niveau de mon travail. Donc je l'ai fait patienter pendant six à huit mois, avant de commencer à travailler avec elle. Elle avait réussi à me convaincre. C'était la période où Sambi était Président de la République.<sup>83</sup>

A cette époque les fonctionnaires étaient notés, mais au départ je ne le savais pas. Lorsque le journal *Al-watwan* est paru, c'est à ce moment-là que j'ai appris qu'on était notés. Notre Ministère de la Promotion du genre était classé deuxième. Nous étions très fières et le Président de l'île, Abdoulwahab, nous a félicitées pour le travail effectué. Cela nous a vraiment fait plaisir.

Nous avons également fait pas mal d'émissions à la télévision ainsi que des formations sur les droits humains, le genre, le Code de la famille, l'entrepreneuriat et les violences basées sur le genre.

Un an après, lors d'un remaniement, le Président m'a alors nommée au Ministère de l'Éducation et m'a faite Ministre. Son entourage était mécontent, se rappelant que je ne les

---

<sup>83</sup> Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, Président des Comores de 2006 à 2011.

## *Entretien avec Madame Sitti Saïd Hassan*

avais pas soutenus durant la campagne. Mais il a maintenu ma nomination au poste de Ministre de l'Éducation, du genre, de la condition féminine, de la jeunesse et du sport.

J'ai dû exécuter la passation de pouvoir avec ma propre Ministre, Madame Moïnaeche. Lors de cette passation, je lui ai dit : « *Puisse plaire à Dieu que je puisse concrétiser la confiance que Monsieur le Président Abdouwahab m'a donnée.* » Dieu merci j'ai bien travaillé. Il ne cessait de répéter : « *J'ai mis du temps à connaître Madame Sitti. Ce qu'elle a fait en l'espace d'un an équivaut à cinq ans de travail.* » Ça fait plaisir d'entendre cela.

### ***Q : Comment se sont déroulées vos années en tant que femme Ministre ?***

Lorsque j'étais Ministre, j'étais dans l'opposition. C'était à l'époque du Président Sambi. Mon père n'était pas content car il soutenait Sambi. J'étais très active, y compris dans la société civile, quand il y a eu la révision de la Constitution. Étant donné que j'avais plusieurs casquettes, je me présentais comme membre de la société civile dans la Commission pour la révision de la Constitution. Notre commission était celle qui restait tard à travailler, parfois jusqu'à 23 heures. J'étais la seule femme dans cette commission. Je me souviens que Monsieur Ahamada Madi Dossar était aussi présent dans cette commission.

Un jour on discutait, et nous nous sommes concertés en tant que société civile pour nous exprimer d'une même voix. Comme porte-parole ce jour-là, j'ai déclaré que « *les idées de la société civile convergeaient avec celles de l'opposition* ». Monsieur Dossar n'était pas content que l'on soutienne l'opposition.

Lorsqu'on est sorti pour déjeuner, ils se sont concertés pour

## *Entretien avec Madame Sitti Saïd Hassan*

trouver un moyen de m'éliminer du débat. Alors ils m'ont nommée présidente de la séance, soi-disant parce que j'étais la seule femme, donc il fallait que je sois honorée. Mais moi, j'avais bien compris que c'était stratégique. C'était leur manière de faire en sorte que je puisse intervenir le moins possible dans le débat. Je les ai remerciés et proposés de donner la présidence de la séance à Monsieur Hassane Ali qui avait plus d'expérience que moi. Je ne pouvais pas accepter de faire des résumés des discussions et d'attribuer la parole aux participants ! J'étais là pour m'exprimer et dire ce que je pense ! On nous sous-estimait.

Quand tu viens dans une réunion tu te mets devant même si on te regarde de travers, tu les affrontes !

### ***Q : En tant que politicienne, de quels travaux vous sentez-vous la plus fière ?***

Surtout des mesures de discrimination positive à l'égard des filles, pour réduire l'écart entre la scolarisation des garçons et des filles, puis j'ai entamé des activités pour que les femmes accèdent aux microcrédits et d'autres activités afin que les femmes prennent conscience de leurs droits. Il faut que les femmes soient formées et instruites.

J'ai été Vice-présidente de l'ONG Inclusion Afrique Océan Indien. C'est une grande association de plus de 1000 personnes. La Présidente était malienne, la Secrétaire générale burkinabé et des Vice-présidentes francophones et anglophones. J'ai été élue Vice-présidente francophone. On travaillait pour protéger les personnes vulnérables, handicapées. On a participé à des foires dont les ventes servaient à aider les personnes handicapées.

## *Entretien avec Madame Sitti Saïd Hassan*

Dans le cadre de mon travail, j'ai aussi été élue à Madagascar pour les personnes handicapées. On nous a prodigué un renforcement de capacités. En arrivant ici, j'ai lancé un projet pour l'éducation inclusive adaptée pour les enfants handicapés, dont j'avais fait le recensement au préalable. Par exemple, pour les sourds-muets, on a mis en place une méthode braille et on donnait des appareils aux enfants. Pour les enfants handicapés mentaux, j'ai demandé des spécialistes pour former les futurs enseignants spécialisés.

Par ailleurs, j'ai eu à renforcer des mesures de discrimination positive à l'égard des filles pour essayer de réduire l'écart entre les garçons et les filles ; j'ai notamment signé un contrat avec une association appelée Association pour la réhabilitation des enfants en difficulté scolaire (AREDS), dont je suis la conceptrice ; nous avons récupéré beaucoup de filles déscolarisées et non scolarisées ; après leur réhabilitation, ces enfants étaient versés dans le cursus scolaire normal.

J'avais entre autres recruté beaucoup de femmes dans le Ministère de l'Education, puis ces femmes ont été affectées à l'intérieur du pays, là où il y avait une insuffisance notoire de professeurs ; à un moment donné, il y a eu une politique destinée à sanctionner des femmes, mais j'ai refusé catégoriquement.

## ***Perspectives pour la participation politique de la femme***

---

### ***Q : Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

La première approche, c'est la formation et il faut y mettre des moyens. Il faut donner la possibilité à la société civile, celle qui veut travailler, d'avoir plus de moyens. Il faut aussi des formations avec les élus. Là, je milite dans des ONG, j'ai fait pas mal de documents de base sur les droits humains, et j'ai réalisé des modules sur le genre, la paix et les droits humains.

Personnellement, j'ai toujours pu bénéficier de différentes formations qui allaient au-delà de la santé, comme des formations en droits humains.

Deuxième approche, il faut qu'il y ait des projets qui fassent changer, d'une manière positive, la vie des femmes. Des projets porteurs. Par exemple dans les cas de violences, si les femmes ne peuvent pas dire « non » quand elles se font agresser, elles sont vulnérables. Il faut aussi parvenir à l'autonomie financière des femmes dans tous les secteurs.

Maintenant on a un Commissariat. Avant, c'était le Ministère. La position actuelle du Commissariat ne donne pas l'opportunité de s'exprimer devant le Président. Il faut donc un Ministère. Le ou la Ministre participerait au Conseil des Ministres pour exprimer ses recommandations. Le genre ne concerne pas que la femme. Comment voulez-vous avoir un pays développé si vous laissez la moitié de la population de côté ! On ne peut pas éliminer la moitié de la population !

## *Entretien avec Madame Sitti Saïd Hassan*

Même avec tous ces défis, je reste optimiste par rapport aux données que nous avons. Actuellement, dans les universités, il y a plus de femmes que d'hommes. Les filles font de longues études maintenant. Quand je donnais des cours à l'université, j'incitais les filles à faire des études scientifiques : femmes médecins, économistes, etc. A l'extérieur, il y a des filles qui font de longues études aussi, qui ont des diplômes scientifiques. Beaucoup aimeraient revenir travailler aux Comores, mais il faut un bon environnement, qu'elles aient des opportunités.

De plus, les filles osent parler aujourd'hui par rapport à avant. Quand nous partons en tournées, j'encourage les femmes à prendre la parole. Puis, étant donné que les femmes commencent à comprendre l'intérêt de l'entrepreneuriat et que ceci est un moyen de réduire la pauvreté féminine, j'ose espérer qu'il y aura moins de femmes pauvres et qu'il y aura une classe moyenne pour les familles comoriennes.

### ***Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent faire de la politique ?***

Il faut avoir des nerfs d'acier. Il faut d'abord discuter avec son mari et sa famille pour les convaincre. Il faut qu'ils t'écoutent. Il faut se respecter les uns les autres, c'est primordial, leur parler en comorien. Il faut aussi prendre des notes sur ses aînés politiques, en comorien et en français. Il faut s'inspirer d'eux et voir ce qui a été fait de manière positive et négative. Il faut aussi des relations d'amitié avec les chefs de village. Il faut se documenter, avoir une connaissance générale, connaître son pays, connaître ce qui se passe et savoir prendre la parole en public.





## **MADAME SITTI ATTOUMANE**

---



Originaire de Nioumakélé à Ndzuwani où elle a passé son enfance, Madame Attoumane, diplômée de l'Ecole Nationale d'administration du commerce, est actuellement Secrétaire d'Etat au Tourisme et à l'Artisanat.

Avant d'occuper ce poste, elle a aussi été Conseillère politique, déléguée aux Droits de l'Homme et Commissaire de la protection de l'environnement, du tourisme et de l'artisanat à Ndzuwani. Après avoir été Directrice régionale du plan à Ndzuwani, elle a été Secrétaire générale du Commissariat en Charge de l'Aménagement du Territoire. Avant de prendre ses actuelles fonctions de Secrétaire d'Etat en 2016, elle a été Conseillère spéciale du Président du Conseil de l'Ile de Ndzuwani.



***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je suis Madame Sitti Attoumane de Mrémani dans le Nioumakélé à Ndzuwani<sup>84</sup>. En ce qui concerne mon parcours scolaire, j'ai fait le primaire à Nioumakélé et j'ai commencé le collège là-bas. Puis, je suis allée à Moroni de la troisième jusqu'en terminale. J'ai eu mon bac à l'école privée Le Gymnase à Moroni, puis j'ai fait l'École nationale d'administration du commerce à Moroni. J'ai eu un Brevet de technicien supérieur en administration et j'ai continué mes études à Madagascar où j'ai obtenu une licence en droit des affaires.

Quand je suis rentrée aux Comores, j'ai commencé à travailler au Ministère de la Santé et de la Solidarité en 2005. Je suis revenue à Ndzuwani où j'ai travaillé pour l'ONG «*Maaecha*» comme animatrice dans une bibliothèque à Nioumakélé. Après, j'ai encore travaillé dans la fonction publique. J'ai été Déléguée aux Droits de l'Homme puis Commissaire de la Protection de l'environnement, du tourisme et de l'artisanat à Ndzuwani en 2010.

J'ai aussi été Directrice régionale du Plan à Ndzuwani et responsable des ressources humaines au Commissariat des finances. Après, je suis devenue Conseillère politique au Gouvernorat d'Ndzuwani, puis Secrétaire générale du Commissariat chargé de l'aménagement du territoire. Je suis encore redevenue Conseillère politique.

Finalement, j'ai été Conseillère spéciale du Président du Conseil de l'île d'Ndzuwani, pour ensuite être nommée tout récemment Secrétaire d'Etat au Tourisme et à l'Artisanat au

---

<sup>84</sup>En langue shikomori, l'île d'Anjouan.

## *Entretien avec Madame Sitti Attoumane*

premier Gouvernement de Son Excellence Azali Assoumani<sup>85</sup>.

Je suis mariée et mère de trois filles.

### *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*

---

#### ***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque?***

Je ne suis pas issue d'une grande famille et j'en suis fière. Ça n'a jamais été un tabou pour moi et ça n'a jamais freiné mes ambitions. J'ai grandi dans un milieu rural à Nioumakélé où j'ai passé mon enfance. Ma mère est Grand-Comorienne mais j'ai choisi d'être Ndzuwaniaise car j'ai vécu avec mon père et sa famille à Ndzuwani.

J'ai vécu une enfance assez difficile car, dans le milieu rural, ce n'est pas toujours facile. Mais j'y ai appris à vivre et à être indépendante très tôt. Ça m'a beaucoup aidé, surtout au niveau des études, parce que je n'avais pas ce caractère d'enfant gâté. Ça m'a permis de faire mûrir ma réflexion et d'avoir des ambitions assez jeune, car ce que je vivais, je ne voulais pas que mes enfants le connaissent.

J'ai été très vite mature. J'ai connu beaucoup de choses et ça m'a permis d'ouvrir mon esprit et de voir un peu plus loin. L'inconvénient, c'est que j'ai peut-être raté certaines choses. Mais l'avantage, c'est que mon esprit a grandi avant l'âge et ça m'a permis de prendre le taureau par les cornes. Aujourd'hui, je suis ce que je suis.

---

<sup>85</sup>Azali Assoumani, Président des Comores de 2001 à 2006 et depuis 2016.

***Q : Avez-vous le souvenir d'avoir été traitée différemment du fait d'être une femme ?***

Je suis fille unique et la question ne s'est pas tellement posée dans ma famille.

J'ai des demi-frères et sœurs mais je me suis entendue avec tout le monde et j'ai partagé l'essentiel avec eux. Chez nous, les problèmes viennent de l'héritage. Donc, j'ai renoncé à ça depuis que j'étais à l'école. Je n'ai jamais voulu m'approprier les biens de mon père ou de ma mère. Il y avait donc un climat d'harmonie dans ma famille. J'avais des objectifs je me suis dit que je devais arriver dans ma vie et la gagner.

***L'engagement politique***

---

***Q : Comment s'est créé votre engagement politique?***

Mon mari et moi, nous nous sommes mariés en 2007. On s'est toujours entendu. On vivait notre vie tranquillement. Puis, quand il y a eu les problèmes de séparatisme à Ndzuwani, mon mari a été battu. Il n'a jamais fait de politique mais il était issu d'une famille politique.

Au départ, quand il y a eu le débarquement<sup>86</sup> à 2008, je me suis dit qu'il fallait tout sauf le régime en place qui a châtié mon mari pour rien. J'ai voulu participer à la lutte pour déraciner ce régime. Je suis entrée dans les affaires à partir de là.

---

<sup>86</sup> Débarquement des troupes sous l'égide de l'Union africaine lors de la crise de 2007-2008.

***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

Je faisais de la politique avant 2008 mais de manière informelle, sans trop d'engagement. Il n'y avait pas encore cette appropriation politique chez moi. C'est après la création du parti que je me suis retrouvée dedans.

A l'époque, je travaillais à la Commission électorale. Quand le régime suivant s'est installé avec comme Gouverneur Moussa Toybou, j'ai eu une promotion. Ce n'est pas parce que j'étais la seule femme, mais parce qu'ils ont reconnu les efforts que j'avais fournis pour en arriver là. On m'a nommée à un poste politique, et là, je me suis retrouvée à l'intérieur.

J'ai commencé à évoluer politiquement, progressivement. Après à la création de mon parti, je luttais pour celui qui m'avait donné la promotion pour honorer mes engagements, car je me vois mal tourner le dos à quelqu'un qui m'a donné une promotion...Donc il y avait cette question de reconnaissance et de respect.

A la création du parti Juwa – je peux dire que j'ai fait partie des membres fondateurs de ce parti – j'ai encore redoublé d'efforts. J'ai beaucoup misé sur ce parti. J'y ai mis beaucoup d'énergie. On a évolué jusqu'au moment où on a décidé de mettre en place un mouvement de femmes au sein du parti.

Quand je suis entrée dans le parti, tous les responsables m'ont soutenue, ils ont toujours été là pour moi et ils m'ont bien encadrée, épaulée et estimée. J'ai toujours eu ma place. Très sincèrement, ce n'est pas pour me vanter, mais il faut rendre à César ce qui est à César.

Le Président du parti Juwa m'a beaucoup soutenue dans ma

## *Entretien avec Madame Sitti Attoumane*

vie. Il m'a impliquée jusqu'à ce que je puisse avoir la mainmise sur la politique.

Aujourd'hui, je suis la Présidente de ce Mouvement de femmes au sein du Juwa à Ndzuwani. J'étais la représentante des femmes Ndzuwaniennes lors de l'ouverture d'un bureau à Moroni.

J'ai été élue par 82% des femmes qui ont adhéré au parti, c'est une vraie fierté. Je suis partie à Mwali aider mes sœurs pour parvenir à mettre en place ce mouvement là-bas. Je me sens très fière de ça.

## *La participation politique des femmes aux Comores*

---

### *Q : De quelle manière avez-vous connu des femmes participer à la politique ?*

Quand on est femme, il y a toujours un complexe qui crée des obstacles. Je sais qu'il y a des femmes qui pourraient faire mieux, mais elles font marche arrière à cause de ces obstacles. La société dit que la femme est reléguée au second rang, mais toutes les femmes qui se sont engagées y sont arrivées.

Toute femme qui s'engage à faire de la politique doit se dire : « *Je veux arriver là. Il y aura toujours des obstacles. Il ne faut pas dire que c'est parce que je suis une femme.* » C'est là, le complexe. On n'est pas naturellement reléguée. Toutes les femmes qui se sont données en politique ont été respectées, considérées. Par exemple, Madame Sittou n'a pas vécu vraiment que des



## *Entretien avec Madame Sitti Attoumane*

choses bonnes. Elle a été face à des obstacles, mais cela n'a pas constitué un frein pour elle.

Dans ma région, j'ai connu des femmes qui avaient commencé à faire de la politique informelle. J'ai connu des femmes qui ont commencé en politique, mais au premier obstacle, elles s'arrêtaient. Je ne suis pas la seule à m'en rendre compte. Peut-être que je suis parmi les femmes qui osent dans ma région, qui se sont engagées et se sont approprié la chose politique.

Peut-être que c'est une question liée aux tabous, les gens se traumatisent eux-mêmes. Moi, je suis de Nioumakélé et j'en suis fière, je vais dans les réunions avec les femmes du Tout-Ndzuwani et s'il faut prendre la parole, je la prends. Si jamais une personne ose me traiter de je ne sais quoi, je lui réponds, je n'ai jamais eu de crainte par rapport à ce milieu.

Personnellement, je suis peut-être mal placée car je n'ai jamais senti de différence. C'est un peu caché, je pense. Personne n'oserait me le montrer, si cela se produisait je ne resterais pas les bras croisés, je n'accepterais pas cela, nous sommes des femmes comoriennes, nous sommes des femmes et je dirai que nous allons devoir changer ça. Je vais juste affirmer que, parce que je viens d'un certain milieu, je crois qu'il y a cette question de complexe et qu'il va falloir dépasser tout ça, d'où que l'on soit, si on s'engage. Je sais que toutes les femmes sont considérées. C'est une des raisons qui m'ont motivée à m'engager.

### ***Q : Comment voyez-vous actuellement le rôle de la femme en politique?***

Vous savez que c'est la femme qui fait de la politique aux

## *Entretien avec Madame Sitti Attoumane*

Comores. Les hommes ont une grande gueule, mais c'est nous, les femmes, qui sommes à l'école coranique. Ce sont les femmes qui sont dans les associations culturelles féminines. Ce sont les femmes qui aiment bien s'organiser en association. Il faut faire de la politique, le mari va dire qu'il veut parler à telle association, c'est de l'informel.

Ils nous utilisent. Je fais de la politique mais ce sont eux qui capitalisent dessus. On fait de la politique mais on est rarement devant. On est toujours derrière les vestes des hommes.

Réellement, il y a toujours la femme quelque part qui fait que l'homme réussit. Elle fait la politique, elle mobilise les gens, elle fait tout, mais ce n'est pas reconnu et c'est dangereux. C'est ça, l'informel. Je crois que si la femme prenait les devants, et ce n'est pas facile, si la femme osait, peut-être que...

Nous travaillons au profit d'autres personnes et c'est mauvais pour nous. Faire de la politique politicienne, c'est s'engager et être devant, être partout avec les hommes, s'impliquer, s'imposer, au lieu de rester là à être guidée pour ensuite venir se plaindre de ne rien recevoir. C'est très important.

De plus, on a un autre souci, on ne s'aime pas entre femmes, et c'est déplorable. Il y a la société civile qui fait la sensibilisation qui nous encourage. Moi, j'ai bénéficié d'une formation à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et aussi du Réseau National des Avocats du Genre (RENAG), à Moroni.

Il y a une hypocrisie entre femmes. Je le dis car il faut le dire ! Et il faudra nous faire à l'idée que le jour où les femmes vont se dire on va y arriver ensemble, ce pays sera

## *Entretien avec Madame Sitti Attoumane*

dirigé par une femme, car nous sommes nombreuses en politique.

Cela semble banal mais ça reste très dangereux pour notre vie politique. Ces femmes-là qui voient une autre femme dans un milieu politique et qui la soutiennent, c'est rare. Si je reçois une promotion et que vous n'êtes pas des miennes, vous allez me critiquer, m'insulter, alors que si, au contraire, je ne suis pas compétente il faut venir m'interpeller en tant que sœur, pour qu'on s'améliore.

C'est comme ça qu'on devrait procéder. Malheureusement, il y a toujours ces cas de figure, il y en a qui te le crachent vraiment au visage, ce sont des choses qui ne nous valorisent pas. Si aujourd'hui, vous, femmes, restez dans un groupe d'hommes pour me découper en morceaux, comment les hommes vont-ils me considérer ?

J'ai assisté à pas mal de cas comme ça, où les femmes se dénigrent les unes les autres. A l'avenir, quelle perspective adopter ? Parce que cela nous fragilise beaucoup. Si les femmes étaient solidaires par rapport aux élections, toutes les femmes n'auraient pas échoué. Ce sont malheureux des femmes qui cassent d'autres femmes.

Parfois on camoufle les choses, on ne peut pas traiter une plaie infectée, il faut vraiment oser, voir le vrai problème que nous rencontrons. On n'ose pas dire les choses en face, il faut qu'on en prenne conscience, il est grand temps que nous changions cette mentalité.

## ***Sitti Attoumane : la Secrétaire d'Etat***

---

### ***Q : Comment êtes-vous devenue Secrétaire d'Etat ?***

C'est mon parti qui m'a proposée lors de ma nomination dans le premier Gouvernement d'Azali en 2016. On m'a proposé d'être membre du Gouvernement, et j'ai été prise parmi trois autres personnes, donc je crois que si, aujourd'hui, on respecte les textes, on intègre la femme et ça peut aussi être un élément d'encouragement vis-à-vis des femmes de vouloir s'intéresser et de s'appropriier la chose politique.

Ce Gouvernement-là était composé par des partis politiques, donc le Président lui aussi m'a acceptée, mais il ne faisait que combattre les propositions des partis de la coalition.

S'il n'y a pas eu de femmes au Gouvernement, ce n'est pas une excuse, mais des femmes se sont positionnées du côté qui a perdu, il faut le reconnaître. Il faut assumer, il faut se dire que la politique est un jeu d'échecs avec des gagnants et des perdants.

Il y a des femmes brillantes et dynamiques, qui étaient de l'autre côté de l'alliance qui ont exercé le pouvoir. Mon parti m'a proposée, je le remercie infiniment et je demande aux autres partis de bien vouloir avancer la femme et lui donner sa chance. Si le Parti Orange, par exemple, avait proposé des femmes je ne me serais pas retrouvée toute seule. C'est déplorable, on dirait que certains responsables n'ont pas compris ça. La lutte continue toujours.

***Q : Avez-vous eu le souvenir d'avoir été traitée différemment du fait d'être une femme ?***

A Ndzuwani, heureusement, je ne me souviens pas de quelque chose comme ça. J'ai des responsabilités depuis 2008 et je n'ai jamais constaté d'humiliation ou de discrimination. Discrimination en tant que responsable, oui, mais pas en tant que femme. J'ai déjà réuni des notables et parlé avec eux sans problème. Au sein de mon parti, j'ai eu à prononcer des discours et j'ai toujours ma place, mais je crois que c'est dû au respect que mon parti m'a témoigné, ainsi qu'à d'autres femmes comme moi.

La discrimination, c'est trop dire, je pense. Quand on était responsables, par exemple dans des cérémonies, on était un peu piquées mais juste par notre rôle de politiciennes.

On peut avoir des petits trucs en interne, mais la discrimination, c'est trop. J'ai toujours été respectée, j'ai pu m'imposer avec mes frères et sœurs, mais au moins, je n'ai pas eu à vivre ce genre de choses, c'eût été un calvaire pour moi. S'il y a un obstacle, je réagis. Si j'estime que c'est ma place, je suis toujours devant.

Comme je vous le disais, depuis que je fais de la politique, j'ai toujours eu ma place au sein de mon parti. Je ne l'oublierai jamais, j'ai toujours été considérée, estimée et respectée. La preuve en est que quand on a voulu composer le Gouvernement, mon parti m'a choisie comme membre du Gouvernement, du côté d'Ndzuwani bien sûr. Mais aujourd'hui, nous sommes nombreuses à Ndzuwani et ils m'ont choisi moi, c'est vraiment un fait marquant pour moi qui entre dans l'histoire du pays, et je m'en réjouis. Ce n'est pas le fait de me retrouver seule au Gouvernement mais d'avoir été proposée par mon parti.

***Q : En tant que politicienne, de quels réalisations vous sentez-vous la plus fière ?***

Surtout de celles avec la société civile. Je ne vais pas m'étaler là-dessus. Si j'ai pu sensibiliser une femme à adhérer à une association, c'est parce que j'ai milité dans des associations. Il y a eu des résultats positifs.

Aujourd'hui je suis fière de le dire haut et fort, car depuis que j'ai pris ces responsabilités, j'ai pu intégrer certaines femmes au sein de la politique. Pas mal de femmes ont eu des responsabilités grâce à moi, je crois que j'ai aussi contribué à leur intégration. On a beaucoup échangé, elles se sont vraiment engagées et aujourd'hui on en voit le résultat. Je suis fière d'avoir conseillé certaines femmes pour qu'elles s'intègrent.

Personnellement, je dois remercier Madame Sittou Raghadat ainsi que toutes les femmes qui ont pu m'aider à en arriver là ; Madame Choura, qui était la présidente du RENAG à l'époque. Beaucoup d'autres femmes m'ont conseillée, mais particulièrement Madame Sittou. Elle est tout pour moi, une maman, une amie, c'est une femme de grand cœur, elle m'a conseillé de m'intégrer dans les associations, que ce soit les ONG, les associations politiques, etc. Quelles que soient les responsabilités que j'occupe, elle est toujours là pour m'épauler. Elle cherche à savoir ce que je deviens et ça, c'est vraiment noble car peu de femmes peuvent être de grand cœur comme elle.

Il y en a aussi beaucoup d'autres, mais elle plus particulièrement et je la remercie encore. A la longue, je conseille à toutes les jeunes qui veulent s'intégrer à la politique d'aller vers Madame Sittou, qui est ouverte de bon cœur et qui aime voir les autres femmes émerger dans la

## *Entretien avec Madame Sitti Attoumane*

politique.

De toute manière, je ne pense pas avoir atteint encore tous mes objectifs, et je pense qu'il faut aller de l'avant. Le combat ne fait que commencer pour moi, la politique n'est pas chose facile, je me suis retrouvée dedans et je ne le regrette pas, aujourd'hui j'ai eu cette chance exceptionnelle de me sentir fière, de me sentir chez moi dans ce monde politique. Je dois aller jusqu'au bout, je sais et je sens que je fais partie des jeunes cadres de ce pays qui ont le devoir impératif de le développer.

Je sais que je peux aller vers l'avant dans le domaine politique. Je dirai qu'accomplir un parcours politique est difficile, tout n'est pas rose, j'ai rencontré pas mal d'obstacles, j'ai subi des châtements inimaginables, je me suis fait virer, on est agressif avec moi, on m'a radié du fichier de la fonction publique. Je considère que ce sont les risques du métier, je dois me conformer à la réalité de mon pays.

J'ai payé le prix et je le payerai encore, mais je suis là et je ne compte pas m'arrêter, je compte aller vers l'avant car je sais que je vais réussir dans ce monde politique avec l'aide de mes confrères politiciens. On est des adversaires mais pas des ennemis en politique. L'adversaire d'aujourd'hui peut être l'ami de demain.

J'aimerais être en harmonie avec tous mes confrères politiques, femmes et hommes. On vit en société et ce n'est pas facile, j'ai eu ma dose mais j'ai vécu aussi de bons moments, j'ai eu aussi des promotions, des carnets d'adresses, des relations qui me serviront toute ma vie, j'ai eu des familles que je n'ai pas connues avant. Il y a eu aussi de belles choses dans ma vie politique, ce sont des hauts et des bas. L'essentiel est d'être avvertie, de savoir affronter, savoir

assumer ses responsabilités, et payer le prix s'il le faut.

***Q : Comment avez-vous concilié votre vie personnelle et votre vie professionnelle ?***

Je remercie déjà mon mari. Il faut être sincère. Je suis très reconnaissante envers lui, qui a beaucoup contribué à ma vie. Vie professionnelle et vie familiale sont souvent difficiles à concilier et lui a toujours eu confiance en moi. Je dirai même que c'est lui qui m'a poussée. Il a toujours accepté de subir, car comme vous vous l'imaginez, faire de la politique n'est pas chose facile. Mais mon mari a toujours été là pour moi. Il a toujours été compréhensif pour ce qui est de la vie des enfants. C'est ce qui m'a permis de réaliser ce que j'ai fait.

De plus, j'ai aussi toujours eu des encouragements de la part de mon entourage. En fait, du côté familial, je n'ai connu aucun obstacle. Je dirai simplement que quand on parle politique, il y a toujours une rivalité sociale, ce qui n'est pas une mauvaise chose. Au sein des partis, il y a toujours cette jalousie.

C'est naturel chez l'homme qui, je pense, est égoïste de nature. Dans un parti, quand vous voyez que quelqu'un grimpe, cela peut susciter une envie, une jalousie. On vit ce genre de choses et ça ne me pose pas de problèmes, parce que c'est normal pour moi. Je n'ai jamais détesté quelqu'un à cause de la politique.



## ***Perspectives pour la participation politique de la femme***

---

### ***Q: Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

Je crois qu'il faut les encourager, les sensibiliser à adhérer aux partis. Il faut donner la chance aux femmes qui sont déjà dedans d'y rester. Il faut des moyens. Il faudrait accompagner les femmes. Les femmes engagées méritent d'être accompagnées. Elles ont besoin de vivre en autonomie pour éviter les suspensions et le découragement. Elles doivent être autonomes financièrement car il faut s'investir. Il faudrait enfin que les décideurs poussent dans ce sens.

Je suis peut-être mal placée mais je crois que les responsables doivent voir les femmes d'un bon œil. Il faut faire table rase, trouver un terrain d'entente. Il faut intégrer les femmes de la société civile qui travaillent depuis des années. Cela pourrait aider le développement du pays et inciter d'autres femmes à entrer en politique. Il faut faire respecter et appliquer les textes en vigueur.

Je crois qu'il faut qu'on ait des accords de principe. Nous en sommes loin, ce n'est pas une mince affaire. On est dans des associations mais on n'y arrive toujours pas. Je crois que si les femmes osaient s'intégrer dans les partis, ça pourrait déjà constituer un lobby. Je pense que l'idéal serait de se regrouper dans des partis politiques, de se mettre d'accord d'adhérer à des partis. Au sein de notre parti, par exemple, étant Présidente de notre section sur Ndzuwani, on planifie des choses, on a créé un climat harmonieux, on arrive à prendre des décisions conjointes, on arrive à faire quelque

## *Entretien avec Madame Sitti Attoumane*

chose.

Aujourd'hui, j'ai un bureau de douze personnes et je dirai que 80% ont des responsabilités. On s'est mis d'accord, on est censé être unies, travailler pour notre pays s'engager dans notre parti. Il y a beaucoup de partis aux Comores, je crois que la solution est de sensibiliser les femmes afin d'adhérer et de prendre les devants au sein des partis. Cela pourrait créer un climat favorable. Chacune sa philosophie, mais on pourrait fusionner, trouver un dénominateur commun tout en laissant à chacune sa propre idéologie.

Si je reste optimiste, je crains cependant que l'on soit encore loin de ce qu'il faut. Il y a toujours des freins. Si l'on respecte les textes en vigueur et si l'on y arrive, la femme comorienne aura sa place effective dans la société. Aujourd'hui de plus en plus de femmes prennent, progressivement, une certaine place dans le monde politique et c'est encourageant.

La loi qui fait que la femme doit être représentée à raison de 30% serait idéale, pas seulement aux élections, mais aussi dans la composition du Gouvernement. J'ai confiance dans les autorités, c'est très important, à un moment ou à un autre cette loi va être appliquée.

Ça va activer et encourager les femmes à intégrer la chose politique. Je crois que ça va aussi inciter les autres femmes qui ne sont pas dans le bain à entrer dedans.

La société ndzuwaniaise, que je connais bien, n'a jamais entravé la femme. Il y a des intimidations, mais je pense que ce sont de petites choses.

***Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent entrer en politique ?***

Je voudrais appeler toutes les femmes, surtout les jeunes qui veulent intégrer la politique. Je les appelle nombreuses à intégrer la politique, à adhérer aux partis politiques, quels qu'ils soient.

Toute femme qui préconise de faire de la politique doit s'engager dans un parti pour approcher le pouvoir et assumer des responsabilités. Il faut savoir se valoriser dans ce monde politique. Cela demande du temps et du courage.

## MADAME HADJIRA OUMOURI



Sage-femme de formation, Madame Hadjira Oumoni s'est investie très tôt dans les associations féminines. Elle décide d'intégrer le bureau exécutif du parti Ridja en 2006. Elle exerce le mandat de Maire de 2013 à 2015, puis se lance dans les élections législatives en 2014-2015 qu'elle remporte avec succès. Elle est depuis avril 2015, la seule Députée femme à l'Assemblée Nationale de l'Union de Comores et mène un combat en faveur de la promotion de la femme notamment à travers du vote de la loi de représentativité des femmes dans les postes décisionnels à hauteur de 30%.



***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je m'appelle Madame Hadjira Oumouri. Je suis mariée et mère de quatre enfants. Je suis issue d'une famille modeste originaire de la ville de Foubouni<sup>87</sup>. Mes parents sont illettrés. Mon père a eu la chance d'être un grand orateur de la région de Mbadjini et de Ngazidja à son époque<sup>88</sup>. Il s'appelait Oumouri Moindze, originaire de Badamadji Domba<sup>89</sup>.

J'ai fait mes études primaires et secondaires à Foubouni, où j'ai obtenu mon brevet, puis je suis venue au lycée Saïd Mohamed Cheick<sup>90</sup> pour poursuivre ma scolarité. J'y ai obtenu mon baccalauréat. Ensuite j'ai étudié à l'Ecole de sages-femmes. Après avoir obtenu mon diplôme d'Etat de sage-femme, j'ai eu l'occasion d'aller me former en techniques de communication et en santé de la reproduction à l'île Maurice.

Par la suite, j'ai suivi des formations sur la santé comme j'étais dans ce domaine. J'ai pu bénéficier de pas mal de formations et de stages aux Comores mais également à l'extérieur, sur le VIH-sida, la planification familiale...

J'ai commencé à travailler en 1995 au Fonds des Nations Unies Pour la Population (FUNAP). J'étais recrutée en tant qu'activatrice pour faire des séances de sensibilisation dans les villages sur la promotion de la planification familiale. En 1996, j'ai intégré la fonction publique. J'y ai travaillé jusqu'en

---

<sup>87</sup>Foubouni est le chef lieu de la Préfecture de Badjini sur l'île de Ngazidja.

<sup>88</sup>Mbadjini est une des Préfectures de Ngazidja.

<sup>89</sup>BadamadjiDomba est une ville de Ngazidja.

<sup>90</sup> Le lycée Saïd Mohamed Cheick se situe à Moroni.

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

2000.

A partir de 2001, j'ai pris une disponibilité pour travailler dans une association appelée Association Comorienne pour le Bien-Etre de la Famille (ASCOBEF) en tant que Directrice de la clinique ASCOBEF de Moroni de 2001 à 2014. Parallèlement, je travaillais dans le social, parce que je suis la cofondatrice d'une association de Foubouni. A partir de cette association-là, j'ai initié une autre association au niveau régional cette fois-ci, appelée Association des femmes de Mbadjini, dont je suis la Présidente.

## *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*

---

### ***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?***

Je suis issue d'un milieu urbain. J'ai grandi dans une famille élargie de sept enfants dont je suis la quatrième.

Je peux dire que ma mère, qui n'a jamais été à l'école, nous a poussés à étudier, et c'est une chance pour nous car à cette époque-là, certaines mères interdisaient aux jeunes filles d'aller à l'école. Ma grande sœur, malheureusement, n'a pas eu cette chance, car dans les familles traditionnelles l'aînée des filles devait rester à la maison et apprendre à être une bonne épouse puisqu'elle était destinée au grand mariage.

En revanche, mes frères, mes autres sœurs et moi sommes allés à l'école. Ma mère a pris conscience qu'elle n'avait pas eu cette chance d'être scolarisée, donc il fallait qu'elle la donne à ses enfants, sinon la famille resterait toujours

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

pauvre. Elle avait compris que pour réussir et sortir de la pauvreté, il fallait aller à l'école afin d'espérer obtenir un travail, et c'est cela qui changerait les conditions de vie de la famille. C'est cet objectif qui nous a toujours animés. Nous avons suivi le bon chemin et aujourd'hui on peut dire que nous avons réussi.

### ***Q : Avez-vous le souvenir d'avoir été traitée différemment du fait d'être une femme ?***

A la maison, ça se passait comme dans toutes les familles comoriennes. Les filles travaillaient beaucoup plus, pour préparer le repas, laver les vêtements, assurer toutes les tâches ménagères de la maison. Quant aux petits garçons, ils jouaient au football et aux billes. Et nous, les filles, nous étions à la maison pour servir. Ma mère nous a toujours dit que même si nous travaillions dur, c'était pour préparer notre avenir et apprendre à la fois à travailler et à s'occuper de la maison.

Donc il ne fallait pas, selon elle, vouloir être l'égale de l'homme, par exemple pour préparer les repas. Au retour de l'école, il faut savoir qu'une fille doit servir les hommes de la maison. Les filles ne devaient pas sortir de la maison après l'école.

Mais à un moment, nous nous sommes dit que cela ne pouvait pas continuer comme cela, et nous nous sommes un peu révoltées, surtout moi.

Je suis la quatrième de la fratrie, j'avais deux grands frères ; quand je rentrais de l'école, je les trouvais à la maison ne faisant rien, et je disais à ma mère que moi non plus je ne ferai rien. Cela me révoltait. Du coup ils étaient obligés,



surtout mon aîné, de travailler un peu.

## ***L'engagement politique***

---

### ***Q : Comment s'est créé votre engagement politique?***

Depuis mon enfance, je me suis toujours dit que la femme ne pouvait pas rester dans cette situation. Je me suis donc engagée dans des associations pour aider la femme à s'émanciper, à poser les problèmes et essayer de trouver des solutions.

Si j'ai lancé la création d'associations féminines, c'est parce que j'ai constaté qu'il y avait beaucoup d'inégalités. La femme n'avait pas la liberté de sortir comme elle voulait, elle n'avait pas le droit de s'exprimer librement et cela me révoltait. Cela ne pouvait pas durer. On nous disait tout le temps que ce sont les hommes qui avaient le droit de parler sur la place publique, de décider et d'agir. Cette révolte m'a poussée à intégrer des associations pour trouver des solutions à tout cela.

### ***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

A travers les activités associatives, j'ai également remarqué qu'il y avait beaucoup d'inégalités du point de vue politique. Je notais notamment une absence des femmes au niveau des postes nominatifs et électifs. C'est la persistance de ces inégalités qui a été le déclic de mon engagement politique.

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

Il fallait que les femmes soient représentées au niveau des instances décisionnelles et que la voix des femmes soit entendue. C'est à partir de mon engagement associatif que j'ai pu voir comment m'investir dans la politique.

### *La participation politique des femmes aux Comores*

---

#### *Q : Comment a évolué le rôle de la femme en politique ?*

J'ai remarqué qu'il y a une certaine régression au niveau de la participation des femmes en politique aux Comores. Il y a vingt ans de cela, Madame Sittou Raghadat, qui est une battante, a été élue Députée. Depuis son élection, aucune femme n'a pu accéder à ce poste en tant que Députée titulaire jusqu'à mon élection en 2015.

A une époque, il y avait une suppléante à l'Assemblée nationale, Madame Sitti Djaouharia, ainsi qu'une autre originaire de Mwali.<sup>91</sup> Mais il n'y avait pas de femme élue députée. Pour l'histoire des Comores, on peut parler de régression. Si on regarde encore en arrière, il y a une quinzaine d'années pendant le Gouvernement du premier mandat d'Azali,<sup>92</sup> il y avait trois femmes Ministres, puis dans les gouvernements suivants il y en a eu quelques-unes. Aujourd'hui nous n'avons qu'une seule femme Ministre. On devrait au moins avoir trois femmes au minimum à

---

<sup>91</sup> En langue shikomori, l'île de Mohéli.

<sup>92</sup> Azali Assoumani, Président des Comores de 2002 à 2006. Il exerce depuis 2016 son second mandat en tant que Président.

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

l'Assemblée Nationale.

Avant l'indépendance il y avait des femmes battantes aux Comores (ZénaM'Déré à Maoré, Djoube Fatima à Mwali...).<sup>93</sup>

L'évolution au niveau des postes nominatifs est plutôt négative. Le statut des femmes régresse sur le plan national. Historiquement, les choses ne bougent pas du côté des femmes.

En ce qui concerne les postes nominatifs, nous sommes en train d'engager une vraie bataille qui ne va pas être facile, parce que les hommes ne voudront jamais laisser leurs places, mais on garde l'espoir !

### ***Q : Comment voyez-vous la participation des femmes en politique ?***

Les problèmes que rencontrent les femmes ne datent pas d'aujourd'hui et ne concernent pas que les Comores, mais on essaie d'avancer.

On ne peut pas imposer des conditions juste parce que nous sommes des femmes qui revendiquent leurs droits. Les hommes diront qu'ils en ont aussi. Il faut avancer doucement mais sûrement. Trouver la bonne manière de s'exprimer, essayer de séduire la population, la convaincre et gagner sa confiance.

Je trouve qu'ici, les femmes ne veulent pas s'engager en politique. Je constate qu'elles n'y croient plus et pensent que cela ne servira à rien car ce sont toujours les hommes qui

---

<sup>93</sup> Respectivement Mayotte et Mohéli.

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

arrivent à s'imposer. Moi, ce que je pense, c'est que les hommes ne peuvent pas nous céder leurs places !

Dans la politique rien n'est gagné d'avance. Il faut aller chercher sa place. On ne peut pas espérer devenir Ministre ou Gouverneur si on ne se donne pas à fond dans la politique. Ces postes ne tombent pas du ciel !

Cela vaut également dans les partis politiques, il faut se battre pour s'imposer. Lorsqu'on élit un bureau, les hommes cherchent les postes les plus importants. Mais je constate que les femmes pensent souvent qu'elles ne peuvent pas se présenter parce que la tâche sera trop difficile à assumer. Dans ce cas-là, les hommes ne diront pas aux femmes qu'elles sont capables puisqu'ils convoitent les mêmes postes.

Le cas des femmes Ministres illustre bien cela : il y a eu des dizaines de femmes nommées Ministres et après leurs mandats, elles ont disparu du paysage politique. Ces femmes auraient pu faire avancer la cause féministe, transmettre leur expérience et susciter des vocations chez la jeune génération. Elles auraient pu également évoluer et faire partie des leaders politiques du pays, et ainsi donner une meilleure visibilité aux femmes en général.

On peut citer l'exemple de Madame Sitti Kassim<sup>94</sup>, qui a occupé la fonction de Ministre pendant une dizaine d'années. Aujourd'hui elle a complètement disparu de la scène politique. C'est vraiment regrettable pour l'ensemble des femmes politiques comoriennes. Donc, la femme est en partie responsable de sa situation et je pense que c'est grave

---

<sup>94</sup> Ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'environnement de 2006-2008 puis Ministre de l'emploi, du travail, de la formation professionnelle et de l'entreprenariat féminin de 2011 à 2016.

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

pour le pays.

Le problème ne vient pas de la société, car il n'y a rien qui interdit à la femme de faire de la politique aux Comores, ni la religion, ni la culture musulmane. Les femmes s'expriment sur les places publiques, elles n'en sont pas chassées. Nous avons le droit de vote et nous pouvons nous présenter à n'importe quelle élection.

Je pense que ce n'est pas la société, mais surtout la femme elle-même qui se fixe des limites. La femme a eu cette culture et cette habitude d'être renfermée sur elle-même, de ne pas avancer, et c'est cela qui la freine. Si la femme essaie de sortir de son carcan et prend ses responsabilités pour aller de l'avant, elle réussira plus facilement.

Par rapport à d'autres pays musulmans, nous avons la chance de bénéficier d'une certaine liberté. Il y a très peu d'interdits. La femme a toujours eu son droit de vote, les filles ont eu le droit d'aller à l'école. Rien n'interdit l'émancipation de la femme aux Comores.

Maintenant, les lois sont là pour garantir le respect en instaurant un cadre juridique stable et clair. Le Gouvernement a mis en place les plateformes des femmes politiques avec l'appui de la Commission de l'Océan Indien (COI). Nous disposons d'une Politique nationale de l'équité et de l'égalité du genre qui est en cours de réactualisation. Un Groupe Thématique Genre a été lancé par le Commissariat à la promotion du Genre.<sup>95</sup> Ce dernier constitue l'institution de l'Etat qui s'occupe spécifiquement de la question de la femme. Donc, au niveau du pays et de l'Etat, il ya un certain accompagnement et une volonté d'agir en faveur des

---

<sup>95</sup> Depuis le 8 juin 2017.

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

femmes.

Lorsqu'on réfléchissait à la loi sur le harcèlement sexuel<sup>96</sup>, on s'est rendu compte que la femme comorienne était victime de harcèlement au travail et ailleurs. Et cela contribue à la peur de s'engager. Car s'engager, c'est se montrer, s'exposer au harcèlement, affronter les hommes... La femme cherche plutôt à se préserver et à se protéger.

Il n'est pas facile de mener une campagne face aux hommes qui ne nous font pas de cadeaux. La politique est un combat quotidien. Mais il faut se préparer et avoir une stratégie. On ne peut pas devenir politicienne du jour au lendemain, cela nécessite un temps de préparation. C'est pour cette raison que nous allons dans les régions pour préparer les femmes à s'intégrer à la politique et à se porter candidates, car on ne peut pas s'improviser politicienne. Il faut que les femmes apprennent à avoir confiance en elles et à ne pas avoir peur d'être piétinées par les hommes. Le pays a besoin des femmes, et elles ont tant à donner.

Cet esprit se retrouve également chez certaines jeunes filles. Un jour, j'écoutais une émission de radio appelée *Livre à palabres*, dans laquelle une jeune fille est intervenue à propos d'un livre sur la politique. La jeune fille, dont le père faisait de la politique, racontait au journaliste qu'elle ne pouvait pas s'investir dans la politique, car elle devait rester à la maison s'occuper de son mari et faire des enfants après ses études. Selon elle, on ne peut pas être une bonne épouse et faire de la politique en même temps. Elle n'avait que 19 ans et se destinait à cette vie-là !

---

<sup>96</sup> Le projet de loi a été déposé en février 2017 et est actuellement en cours de promulgation.

## ***Hadjira Oumouri : la femme Députée***

---

### ***Q : Comment êtes-vous devenue Députée à l'Assemblée Nationale?***

En 2007, je me suis engagée dans un parti politique. Il y avait un parti implanté dans ma région, dont le Président était originaire de ma ville, Foubouni. J'ai décidé d'adhérer à ce parti. Il était surpris et m'a affirmé que c'était la première fois qu'une femme manifestait le désir d'adhérer à un parti. Il a reconnu que les partis politiques utilisent les femmes pour faire élire leurs candidats, mais ces femmes-là ne s'engagent pas dans les partis pour leur propre compte.

Moi, je ne voulais pas être une simple adhérente, je voulais avoir une place dans le bureau exécutif du parti. Sauf que le congrès avait déjà eu lieu et les membres du bureau étaient déjà élus pour un mandat de deux ans. Je n'avais pas la patience d'attendre deux ans. De plus, il n'y avait aucune représentante des femmes dans le bureau. Le parti a décidé de me laisser participer à certaines réunions du bureau exécutif afin de représenter les femmes.

Il était inconcevable pour moi de rester un simple membre en attendant la tenue d'élections.

J'ai été bien acceptée en tant que membre actif. Lorsqu'il y avait des réunions ouvertes, c'est-à-dire lorsque le bureau exécutif se réunissait, je pouvais y participer. Et puis j'ai compris qu'en plus du bureau exécutif, il y avait un bureau politique au sein du parti. Je me suis posé la question de comment y faire passer mes messages pour les femmes de la région. Ces femmes avaient également besoin de savoir ce

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

qui se passait.

J'ai commencé à me préparer pour les prochaines élections du bureau. Lorsque les élections sont arrivées, j'ai posé ma candidature pour le poste de Secrétaire Général. Il y'avait d'autres candidats, des hommes, et je n'ai pas été élue à ce poste mais j'ai pu avoir le poste de Secrétaire régionale du parti. Le parti a voulu ajouter la mention « chargée des femmes ». Mais dans les textes réglementaires du parti cette mention n'existait pas, alors j'ai refusé qu'elle soit ajoutée au titre de mon poste juste parce que je suis une femme. C'était un peu difficile, car certains membres du parti voulaient absolument que je sois la Secrétaire régionale chargée des femmes seulement.

De 2007 à 2013, j'ai constaté que les choses ne bougeaient pas du côté des femmes. Le parti ne présentait pas de femmes aux élections, il ne motivait pas les femmes. Lorsqu'il y avait des rencontres avec des hautes personnalités, les membres du parti n'invitaient pas des femmes pour accompagner le Président du parti. Ce dernier décidait de tout. Je ne pouvais pas continuer dans ces conditions. Je m'étais engagée pour évoluer et me faire connaître en tant que politicienne. J'ai donc décidé de quitter ce parti.

Par la suite, lors de ma candidature à l'Assemblée avec le parti Rassemblement Démocratique des Comores (RDC) que j'ai rejoint, quelques notables ont essayé de faire barrage à ma candidature en passant par mon mari, par exemple. Ces grands notables ont essayé de pousser mon mari à m'empêcher de me présenter en lui disant que c'est lui qui devrait se présenter et non pas sa femme, et qu'il ne fallait pas qu'il laisse sa femme « *le balader de gauche à droite* ». Mon mari a répondu qu'il n'était pas membre d'un parti politique



## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

et que moi, j'étais la candidate officielle du parti.

Concernant certains notables, il n'est pas facile de les convaincre, car ce sont eux qui dirigent les villages. Parler sur la place publique est ardu et rare pour une femme. Nous avons quand même de la chance, car rien n'interdit officiellement aux femmes de faire de la politique, que ce soit la loi, la coutume ou la religion. Mais la population a l'habitude de voir des hommes s'exprimer sur la place publique, se présenter aux élections et non pas des femmes. Maintenant il faut que ça change.

### ***Q : Comment se passe votre mandat à l'Assemblée en tant que seule femme Députée ?***

Au niveau de l'Assemblée, je suis traitée d'égal à égal par mes collègues hommes. Les Députés ont quand même voté la loi en faveur des femmes à l'unanimité. Je ne sais pas si celles qui m'ont précédée en ont été victimes, mais pour ma part, je n'ai pas rencontré de problème de sexisme.

Nous sommes deux femmes à l'Assemblée. En effet, chaque année, trois Conseillers de chaque île viennent à l'Assemblée. Cette année, nous avons eu la chance d'avoir une femme Conseillère au niveau d'Ndzuwani<sup>97</sup>, qui siège à l'Assemblée durant un an.

Les débats se passent plutôt bien et nous pouvons nous exprimer librement. On ne nous mène pas la vie dure ici, nous avons notre place sauf si on ne veut pas la prendre. Nous ne sommes pas écartées des décisions et nous y participons au même titre que les autres Députés.

---

<sup>97</sup> En langue shikomori l'île d'Anjouan.

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

Je suis par ailleurs Présidente d'une Commission, nous en avons quatre. J'étais la seule femme et j'ai été élue à la tête d'une Commission par des hommes à sept voix contre une, ce qui n'est pas rien. Cela montre que les Députés respectent la place des femmes élues comme membres à part entière de l'Assemblée.

### ***Q : En tant que politicienne, de quels travaux vous sentez-vous la plus fière ?***

Un des combats le plus importants ces dernières années a été la loi sur la représentativité des femmes à 30% dans les instances décisionnelles<sup>98</sup>.

Je me suis vraiment battue pour cette loi, c'était très difficile. Nous sommes trente-trois députés au niveau de l'Assemblée Nationale. Il fallait d'abord que la loi passe au niveau de la Commission qui est composée de huit personnes. Il faut reconnaître que certains hommes sont des avocats du genre. J'ai réussi à convaincre les membres de la Commission de voter cette loi pour la cause des femmes, car j'ai constaté que l'on ne considère pas la femme à sa juste valeur, que ce soit pour les postes nominatifs ou les postes électifs. En revanche, les hommes y ont leur place. Si cette loi ne passe pas, la situation de la femme restera toujours précaire dans le pays. C'est ce qui m'a motivée à présenter cette loi.

Lors des dernières élections législatives, un parti politique a refusé qu'une femme, membre du parti, se présente et porte ses couleurs. Cette femme est l'actuelle Maire de Mitsamihouli. Si cette loi existait, peut-être que le parti

---

<sup>98</sup> Loi approuvée à l'Assemblée Nationale en avril 2017 et actuellement en cours de promulgation.

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

n'aurait pas pu refuser, parce qu'il serait dans l'obligation d'appliquer la loi.

Il y a trop d'inégalités dans ce pays, les partis politiques ne font rien, l'exécutif ne fait rien et ne peut pas résoudre les problèmes que rencontrent les femmes. Il est nécessaire d'avoir des lois et un cadre juridique sur lequel s'appuyer. A partir de ces lois, si elles ne sont pas appliquées, on peut se défendre, se révolter et aller jusqu'au bout du combat.

Je me suis dit que 30% n'est pas mal pour commencer. Pourquoi 30% ? Parce qu'au départ, ce sera déjà un acquis. Grâce à la loi concernant les élections municipales, il y a aujourd'hui une bonne représentativité des femmes au niveau des communes. C'est un bon début. Il faut aller, comme je vous l'ai dit, tout doucement, il ne faut pas brusquer les hommes. Si j'avais voulu proposer une loi sur la parité à 50/50, elle ne serait pas passée car les hommes auraient cru que les femmes voulaient prendre leur place et s'imposer. Nous avons donc décidé de proposer une loi à 30% sur les postes nominatifs et les postes électifs.

### ***Q : S'agissant de la première loi allant dans ce sens, quelles sont les perspectives ?***

Maintenant nous travaillons pour sa mise en application effective. La loi qui a été votée a été déposée à la Présidence. Selon les règles, la promulgation doit se faire dans les quinze jours suivant son vote, ce qui n'a pas été le cas. Mais le Président de la République nous a promis qu'elle serait promulguée après quelques petites rectifications. Nous sommes confiantes quant à cette promesse. Mais le problème n'est pas résolu pour autant.

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

Il faut également voir comment les femmes vont s'en servir. S'il n'y a pas de femmes qui adhèrent aux partis politiques, comment peuvent-ils les présenter sur des listes électorales ?

Au niveau de la plateforme des femmes politiques, nous avons pensé qu'il serait très utile de vulgariser cette loi, surtout dans les localités les plus éloignées de la capitale. Cela permettrait de sensibiliser et d'aider les femmes à adhérer aux partis politiques. Ce n'est qu'à partir de là qu'elles pourront revendiquer leur place, se présenter à des élections et être élues. Que cela soit pour des mandats de Maire, de Députée, de Gouverneure, voire de Présidente de la République.

Nous voulons qu'il y ait beaucoup de femmes à l'Assemblée et nous pouvons y arriver. Ce qui me pose problème, c'est que j'ai l'impression que les femmes n'aiment pas les femmes. Elles n'ont pas confiance en elles et pensent qu'elles n'y arriveront pas. Il faut donc réfléchir à la manière de mobiliser les femmes. Moi, j'ai réussi. Pourquoi pas elles ! Dans ma région, ce sont les femmes qui ont fait ma campagne, elles m'ont soutenue lorsque mon parti m'a désignée malgré les difficultés rencontrées. Les femmes ont toujours été derrière moi.

J'ai eu pas mal de collègues féminines. Je m'inspire notamment du parcours de Madame Mroudjae Saïd Islam, qui est un modèle pour moi, de l'ancienne Ministre Moïnaecha Yahaya de Moroni, qui était membre du Réseau femmes et développement. J'ai milité dans le Réseau femmes et développement également. C'est une association féminine basée à Moroni. Madame Zahara Toyb, qui est une grande activiste, m'a beaucoup aidée au niveau de ce réseau. Elle m'a beaucoup accompagnée. Je travaille également avec Madame Sittou Raghadat pour la plateforme des femmes

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

politiques. Sans oublier la première femme avocate du pays, Madame Harmia Ahamada, qui m'encourage quotidiennement.

Nous échangeons beaucoup avec les femmes sur les difficultés qu'elles rencontrent jour après jour. Grâce à ces échanges, j'ai acquis beaucoup d'expérience et de connaissances sur la politique. Nous avons travaillé ensemble pour élaborer la loi sur la représentativité des femmes à 30%.

Nous sommes actuellement en train de préparer une loi sur la discrimination à l'égard des femmes, elle va être soumise bientôt. Nous avons également élaboré une loi sur le harcèlement sexuel. Nous l'avons déjà déposée et nous espérons qu'elle va être votée.

### ***Q : Comment avez-vous concilié votre vie personnelle et votre vie professionnelle ?***

Je suis mariée et mère de quatre filles. Dieu a choisi de ne me donner que des filles, et je L'en remercie. Gérer la famille n'a jamais été un obstacle pour moi. Comme j'œuvrais beaucoup plus dans le social, j'ai très tôt pris l'habitude d'aller à des réunions, de travailler et de gérer la famille.

J'ai réussi à faire comprendre à mon mari que je suis une femme engagée, une activiste. Dès le début de notre mariage c'était comme cela. Il faut juste apprendre à gérer et à concilier la vie de famille et l'engagement politique ou associatif.

J'ai toujours eu le soutien de mon mari. En effet, si le mari accompagne sa femme dans ses activités politiques, elle aura plus de chances de réussir. Car ce qui freine beaucoup plus les femmes dans leur engagement politique, c'est le mari. Les

### *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

femmes veulent préserver leur vie de famille et leur couple, donc elles cèdent souvent aux exigences du mari.

Il y a aussi le respect, il faut se comprendre et se respecter dans le couple. J'ai eu de la chance, mon mari est compréhensif, m'accepte comme je suis et s'occupe des enfants lorsque je ne suis pas à la maison. Le mari a aussi ses devoirs et doit les assumer, s'occuper des enfants, participer à la gestion de la maison.

En plus, ici on évolue dans un cadre familial élargi. Si on est accompagnée par l'ensemble de la famille, on peut aller loin en politique. Et je remercie infiniment mon mari, ainsi que ma mère et mes petites sœurs de m'avoir soutenue.

### ***Perspectives pour la participation politique de la femme***

---

#### ***Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent faire de la politique ?***

Je commencerais par leur faire comprendre qu'aujourd'hui nous avons la chance d'avoir des droits : droit à l'éducation, droit au travail... Les femmes ont accès aux mêmes études que les garçons. Elles peuvent suivre le même cursus scolaire, les filles peuvent aller jusqu'au doctorat. Au niveau du travail c'est la même chose, il n'y a pas d'écarts de salaires.

Les femmes doivent avoir plus confiance en elles, se convaincre qu'elles sont également capables d'assumer des fonctions importantes, aussi bien que les hommes, et qu'elles peuvent contribuer à l'édification du pays ; ainsi notre

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

situation évoluerait-elle plus rapidement dans le bon sens.

Les femmes ont accès à pas mal de métiers. Il faut commencer par le leur expliquer. Contrairement à ce qu'on pense, cela ne concerne pas que les femmes rurales, mais également les femmes instruites, diplômées, qui préfèrent ne pas faire de la politique par peur de subir du harcèlement et des agressions. Elles ne veulent pas se battre mais se contentent de la petite place qu'on leur donne. Ici, les femmes ont l'habitude de ces places-là.

Par exemple il paraît normal d'emmener un homme voir le Président afin d'obtenir une nomination pour un haut poste alors que s'il s'agit d'une femme, on cherche absolument à lui donner un poste de secrétaire. La population minimise la femme de façon générale, même celle qui vient d'obtenir un diplôme de haut niveau.

Par exemple, la loi sur les 30% est connue au niveau de Moroni mais pas dans les villages les plus éloignés de la capitale. Beaucoup de femmes ne savent pas qu'il y a des lois qui les protègent. Beaucoup d'entre elles ne sont pas au courant de leurs droits.

Parfois, certaines personnes viennent chez moi et demandent à voir Monsieur le Député. Dans leur inconscient, lorsqu'ils entendent Madame la Députée, ils croient que je suis la femme du Député. Cela montre que la population a du mal à concevoir qu'une femme puisse être Députée.

Ce n'est pas seulement aux Comores, dans les différentes langues par exemple, les postes à responsabilité sont au masculin car dans la conception générale, ces postes doivent être occupés par des hommes. C'est maintenant qu'on essaie d'intégrer le genre féminin. Comme cela s'opère petit à petit,

## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

il faut conscientiser doucement et les amener à comprendre que la femme peut beaucoup apporter à la société.

Je sais que ce n'est pas forcément évident pour ces jeunes femmes de participer activement à la politique. Il faut qu'elles commencent par comprendre ce que c'est que la politique, et qu'elles sachent qu'elle intéresse tout le monde et qu'elles peuvent elles aussi s'investir si elles en ont envie.

Lorsqu'une jeune femme a l'ambition de faire de la politique, il faut qu'elle commence à préparer son entourage, y compris son mari ou son fiancé. Il faut également créer un cadre d'échange au sein de la famille, qui va permettre aux proches d'accepter de la soutenir.

La deuxième étape est de trouver une stratégie d'entrée en politique en s'engageant dans un parti et en participant aux débats, par exemple. Dans le monde de la politique, on se retrouve comme un petit poisson au milieu d'un banc de requins, où les grands mangent les petits. D'où l'importance d'avoir une bonne préparation, qui va permettre d'évoluer puis se stabiliser en politique selon ses ambitions.

La sensibilisation doit commencer dès le lycée et dans les universités. On pourrait peut-être créer des groupes de jeunes filles pour faire de la communication. Elles seraient accompagnées par des doyennes pour sensibiliser les jeunes filles dans ces établissements.

### ***Q: Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

Je suis plutôt optimiste parce que maintenant, lorsqu'on analyse la scène politique, on constate qu'il y a des femmes qui essaient de faire bouger les choses.



## *Entretien avec Madame Hadjira Oumouri*

Si la loi qui vient d'être votée est appliquée correctement au niveau de l'ensemble du pays, cela va encourager beaucoup les femmes. Cela va leur permettre de s'impliquer davantage, car pour le moment, elles ont peur de perdre leur temps et craignent l'échec.

Si un parti politique envoie dix candidats aux élections législatives, dont 30% de femmes, nous serons sûres qu'il y aura des femmes élues. Il faut que les partis accompagnent ces femmes et il y aura un changement visible. On peut arriver à une représentativité conséquente des femmes, même au niveau de l'Assemblée. Si, dans chacun des six partis politiques reconnus, une femme est placée à une bonne position, on aura plus de chances d'avoir des femmes élues. On attend beaucoup des partis. Moi, je suis optimiste quant à l'application de cette loi.

J'appelle toutes les femmes comoriennes à adhérer aux partis politiques et à se battre pour avoir des places stratégiques. Si elles ne s'imposent pas, elles auront du mal à accéder aux bons postes. Les femmes doivent comprendre qu'on ne peut pas reculer éternellement pendant que le monde avance, et qu'il ne faut pas se sentir incapable d'agir. Il y a des exemples de femmes qui ont réussi, et nous avons besoin d'accompagner celles qui sont déjà impliquées en politique.

C'est le message que je veux faire passer aux jeunes femmes. Je suis à l'Assemblée aujourd'hui, demain viendra leur tour. Je ne demande pas aux femmes de me prendre comme modèle, mais j'ai aussi mon expérience à leur transmettre, car j'ai commencé dans les associations puis j'ai essayé d'aller un peu plus loin en politique.

## MADAME ANDHAMATI MIKIDADI

---



Nommée Maire de Fomboni (Mwali) en 2012, Madame Mikidadi est aussi la fondatrice du Mouvement des Femmes Mohéliennes (MFM). Elle est une référence politique à Mwali en tant que combattante pour le système de la Présidence tournante entre les îles. Elle est une des Maires initiatrices de l'Association des Maires des Comores.



***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je m'appelle Madame Andhamati Mikidadi. Je suis née à Fomboni (Mwali). J'ai une sœur et un frère, nous nous entendons bien. J'ai aussi eu la chance d'être scolarisée. J'ai fait mes études à Fomboni, puis au lycée d'Ndzuwani jusqu'en classe de 5<sup>ème</sup>.

Ensuite j'ai travaillé aux affaires fiscales. En 2012, on m'a nommée Maire de la commune de Fomboni. Mon mandat a duré deux ans et demi.

J'ai eu huit enfants, quatre garçons et quatre filles.

***Souvenirs d'enfance et de jeunesse***

---

***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?***

Mon père était un grand commerçant qui s'appelait Monsieur Mokidadi Haidar. Il voyageait beaucoup car il allait acheter ses marchandises à Madagascar.

Ce n'est cependant pas mon père qui m'a inscrite à l'école, mais mon oncle en 1960. Mon père était d'accord. A Mwali, il n'y avait ni lycée, ni collège, il fallait aller à Ndzuwani ou en Ngazidja pour continuer les études. Je suis donc allée à Ndzuwani, j'y vivais chez un ami de mon père.

Après la classe de 5<sup>ème</sup>, je me suis mariée. A cette époque nous n'avions pas le choix, c'était les parents qui décidaient quand et avec qui il fallait se marier. On ne pouvait pas

## ***Entretien avec Madame Andhamati Mikidadi***

désobéir, donc j'ai accepté leur choix. C'était en 1971. Je n'étais pas contente de me marier. J'ai dû être déscolarisée pour cela. J'ai beaucoup pleuré.

Après mon mariage, j'ai voulu continuer à apprendre et on m'a envoyé à la Ngazidja pour apprendre la dactylographie. Je me souviens qu'on se couvrait complètement, même le visage pour aller en cours. Une fois arrivées, nous enlevions nos voiles.

Grâce à cette formation, je suis devenue Secrétaire aux Affaires fiscales de Fomboni. La condition de la femme n'était pas facile à cette époque.

### ***Q : Avez-vous le souvenir d'avoir été traitée différemment du fait d'être une femme ?***

Ce que je peux dire, c'est que, lorsque j'étais à l'école primaire, nous étions seulement six filles scolarisées en cours préparatoire (CP) à Mwali, toutes originaires de Fomboni, la capitale de l'île. Nous avons par ailleurs toutes réussi.

Aucune fille ne venait d'autres régions de Mwali, car généralement, les filles n'avaient pas le droit d'aller à l'école. C'est lorsque j'ai été en classe de CM2 que d'autres familles ont décidé de scolariser leurs filles.

## ***L'engagement politique***

---

### ***Q : Comment s'est créé votre engagement politique?***

## *Entretien avec Madame Andhamati Mikidadi*

J'ai un cousin appelé Hassan Ali qui était un grand leader politique de l'époque à Mwali. Toute la famille le soutenait, il a été deux fois Député. C'est en l'appuyant que je me suis investie dans la politique. Nous nous déplaçons dans les différentes régions de l'île pour faire sa campagne.

### ***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

A partir du moment où il y a eu le mouvement pour la tournante, j'ai commencé à faire de la politique pour moi-même. Il ne s'agissait plus de soutenir un candidat mais plutôt de devenir une leader politique.

Nous avons beaucoup lutté pour avoir un Président mohélien, car il n'y en avait jamais eu auparavant. La seule instance de décision dans laquelle Mwali était toujours représentée était l'Assemblée nationale à travers deux Députés seulement. Que pouvaient faire deux Députés face aux nombreux politiciens des autres îles ?

C'est justement cette absence des mohéliens sur la scène politique nationale comorienne qui m'a poussée à m'engager en politique, car je trouvais cela injuste.

## ***La participation politique des femmes aux Comores***

---

### ***Q : De quelle manière les femmes participaient-elles à la politique ?***

## *Entretien avec Madame Andhamati Mikidadi*

A l'époque de l'indépendance, j'étais déjà mariée et mon mari était élu Député à l'Assemblée nationale. Je n'ai pas vraiment participé au mouvement pour l'indépendance, mais mon mari Tamadoun et mon cousin Hasannali y étaient fortement impliqués.

J'étais très jeune à cette époque. Je me suis vraiment investie en politique et je me suis fait connaître à travers mon engagement plus tard.

Avec le Président Ali Soilihi, les femmes mohéliennes avaient accès à tous les métiers, comme dans l'ensemble de l'Union des Comores. Par la suite, les anciens centres administratifs décentralisés construits sous Soilihi ont été reconvertis en collège rural.

### ***Q : Comment voyez-vous l'évolution du rôle de la femme en politique ?***

L'évolution est très lente. Par exemple, sur plus de cinq Commissaires sur l'île de Mwali, il n'y a qu'une seule femme. Dans l'ensemble de l'Union des Comores, on compte une seule femme Ministre et il n'y a qu'une seule femme élue Députée. A l'époque où j'étais Maire, il y'avait une Maire à Ndzuwani, Madame Sittou, une jeune femme très dynamique, et à Ngazidja également, Madame Hadjira, actuellement Députée. C'est très peu.

A mon avis, contrairement à certains hommes qui peuvent basculer d'un camp à un autre suivant les propositions de postes qui leur sont faites, les femmes restent plutôt droites dans leurs bottes, fidèles à leurs convictions. Les femmes mohéliennes sont très dynamiques en politique.

## *Entretien avec Madame Andhamati Mikidadi*

Ce sont elles qui ont permis à Mwali d'accéder au pouvoir. Je me suis bien battue. J'entrais dans les maisons pour mobiliser les femmes et préparer des actions de plaidoyer en faveur de la tournante.

Il faut comprendre qu'au niveau de Mwali, nous nous sommes toujours senties délaissées par la politique de façon générale. Monsieur le Président Prince Saïd Ibrahim<sup>99</sup> avait bien choisi un Ministre Mohélien mais, par exemple, dans les gouvernements passés, il n'y avait pas de Ministre mohélien. Il y a eu peu de postes nominatifs attribués aux mohéliens, ce qui ne donnait pas l'opportunité de travailler avec le gouvernement de l'Union.

Durant plusieurs années, l'île de Mwali était ainsi quasiment absente de la scène politique. C'est pour cela que nous avons commencé par lutter pour l'équilibre du pouvoir. Ce combat avait pour but de créer un équilibre dans la répartition du pouvoir entre les îles, ainsi qu'une certaine autonomie administrative au niveau de chaque île. Ensuite, nous nous sommes battues pour la tournante afin que Mwali puisse avoir une chance d'accéder au pouvoir en élisant un Président de l'Union des Comores originaire de Mwali.

A Mwali, nous avons fait beaucoup d'efforts pour avoir enfin un Président mohélien. J'ai été mise en prison à cause de ce combat. J'étais la Présidente du Mouvement des femmes mohéliennes. Le Gouvernement en place à l'époque exerçait des pressions sur les personnes qui militaient dans l'opposition. Car, pour respecter la tournante, c'était le tour de Mwali d'avoir un Président.

Nous sommes donc descendues dans la rue. Les forces de

---

<sup>99</sup>Saïd Ibrahim bin Saïd Ali, Président du Conseil de gouvernement du territoire des Comores de 1970 à 1972.



*Entretien avec Madame Andhamati Mikidadi*

l'ordre sont venues nous disperser à coups de bombes lacrymogènes. Mais nous n'avons pas abandonné, nous n'avons pas cédé. Nous nous sommes déplacées à Moroni, et nous avons rencontré les Ambassadeurs des autres pays pour leur exposer la situation. Pour que nos actions soient plus efficaces, nous les femmes mohéliennes nous sommes réunies dans un groupe appelé Mouvement des Femmes Mohéliennes (MFM), afin de nous battre pour avoir également accès au pouvoir. Nous voulions qu'un mohélien puisse devenir Président de l'Union des Comores un jour. Et nous sommes allées jusqu'au bout. Après ce combat, je devais continuer car les femmes mohéliennes comptaient toujours sur moi.

Mais les hommes oublient les femmes lorsqu'ils accèdent au pouvoir. Moi, par exemple, avec tout le travail effectué en tant que Présidente du MFM, ainsi que les autres femmes, nous n'avons eu aucune reconnaissance.

## ***Andhamati Mikidadi : la femme politique***

---

### ***Q : Comment avez-vous vécu votre parcours politique ?***

En 2012, le Gouverneur de l'île de Mwali à cette période, qui s'appelait Mohamed Alseine, m'a nommée Maire. J'ai accompli un mandat de deux ans et demi. Cependant, par exemple lors des dernières élections, j'ai soutenu l'ex-Première Dame, Madame Hadidja Aboubakar, qui était candidate pour le poste de Gouverneure de l'île de Mwali. Je pense qu'il est important de soutenir des femmes.

Avant cela, j'avais soutenu Madame Zaharia. Chaque fois qu'une femme se présente aux élections, que cela soit des élections législatives ou autres, je la soutiens quel que soit son parti. La solidarité entre femmes est primordiale pour pouvoir avancer. Il y a une question importante à soulever, qui est celle du manque de solidarité entre les femmes en politique.

Nous devons réfléchir ensemble à des solutions. S'il existait une solidarité entre femmes, nous aurions fait plus de progrès. Je pense que les femmes ne se font pas confiance. Elles préfèrent accorder leur confiance à un homme plutôt qu'à une femme.

Avant j'étais dans le parti Convention pour le Renouveau des Comores (CRC), celui de l'actuel Président, mais j'ai quand même soutenu Madame Hadidja Aboubakar qui était à l'Union Pour le Développement des Comores (UPDC), donc l'adversaire du candidat de notre parti, la CRC.

Nous avons fait une bonne campagne car elle a pu obtenir

### *Entretien avec Madame Andhamati Mikidadi*

36% des voix. Pour une femme dans ce pays c'est un résultat remarquable. Malheureusement, ce résultat n'était pas suffisant pour remporter les élections, mais il lui a permis tout de même d'être qualifiée pour le deuxième tour.

Je pense que les élections sont toujours difficiles à remporter pour les femmes dans tous les pays du monde. Même en France, les femmes peuvent arriver jusqu'au deuxième tour mais elles remportent très rarement les élections. Nous avons fait tout ce qu'on a pu pour qu'une femme puisse devenir gouverneure, car cela aurait encouragé les autres femmes à se battre. Je ne perds pas espoir, on y arrivera un jour.

### ***Q: En tant que politicienne, de quelles réalisations vous sentez-vous le plus fière ?***

Lorsque les mairies ont été mises en place, il y a eu une loi sur l'égalité hommes-femmes au niveau des listes électorales des communes. Mais les hommes ont fait en sorte de mettre les femmes en bas de la liste et eux en tête de liste, car ils savent qu'il n'y a que les trois premiers conseillers qui ont du poids.

Je fais partie des Maires initiateurs de l'Association des Maires des Comores. J'en ai profité pour sensibiliser les femmes sur ce détournement de la loi des élections communales au profit des hommes. Les femmes ne devaient pas accepter d'être placées en deçà de la cinquième position. Car dans le cas contraire, même si la liste est votée, elles n'auront aucune fonction.

A l'époque où j'étais Maire, la mairie n'avait pas beaucoup de moyens financiers. Nous avons construit le marché pour

## *Entretien avec Madame Andhamati Mikidadi*

permettre aux femmes, notamment, de vendre leurs produits à l'abri. Nous facturions la place au marché 100FC<sup>100</sup> par jour. Ce petit budget permettait de faire fonctionner la mairie. Je réunissais les femmes tous les quinze jours pour échanger et organiser l'entretien de la ville et des plages.

J'ai pu également financer un camion pour le ramassage des ordures ménagères dans la ville. Lorsqu'on avait besoin de lever des fonds, on organisait des événements pour en collecter, par exemple, à l'occasion de la Fête nationale le 6 juillet. J'ai également initié la course des femmes. Et on récompensait symboliquement les premières. J'aurais aimé en faire plus pour les femmes mohéliennes, mais hélas, la mairie n'avait pas les ressources. Je n'ai pas voulu me porter candidate pour un deuxième mandat de maire.

Maintenant, les habitants de la ville de Fomboni me réclament à nouveau.

### ***Q : Comment avez-vous concilié votre vie personnelle et professionnelle ?***

Concilier les deux n'était pas facile, mais je faisais en sorte de pouvoir m'organiser. En plus, à cette période-là, on avait la grand-mère à la maison qui gardait les enfants car peu de femmes travaillaient. Elles restaient à la maison pour s'occuper des enfants et du mari.

Mon mari n'était pas content. Il a eu du mal à accepter que je fasse de la politique car en période électorale, je rentrais très tard la nuit voir le matin. Il a voulu me quitter à plusieurs reprises à cause de cela. Mais petit à petit, il a compris que

---

<sup>100</sup> Franc-comorien.

## *Entretien avec Madame Andhamati Mikidadi*

c'était important pour moi.

Aux Comores, la politique est périodique. En dehors des élections, il n'y a pas beaucoup d'activités politiques. Lorsque l'activité politique était intense, je m'organisais, et mes proches m'aidaient à m'occuper des enfants. Ma mère, mes sœurs, même mes voisins m'ont énormément soutenue.

## *Perspectives pour la participation politique de la femme*

---

### *Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent faire de la politique ?*

Il ne faut pas que les jeunes femmes aient peur de faire de la politique. Il ne faut pas qu'elles se découragent et elles doivent avoir conscience que c'est important pour elles et pour le pays.

C'est également important de discuter avec les maris pour qu'il n'y ait pas de problèmes dans les couples. Une fois le mari conscientisé, il pourra aider à l'organisation de la vie de famille au quotidien pour faciliter l'engagement politique de la femme. Beaucoup de femmes échouent et se découragent à cause de leur mari. Ils peuvent nous empêcher d'avancer et faire barrage.

Je pense que certaines femmes qui ont occupé des fonctions importantes se retirent de la vie politique après leur mandat à cause du refus de leur mari. En tant que mère de famille ayant eu huit enfants, je sais les difficultés qu'on peut rencontrer pour concilier vie politique et vie familiale. J'ai eu

## *Entretien avec Madame Andhamati Mikidadi*

à gérer les enfants, leur éducation, mon travail et mon engagement politique.

En général, les hommes comoriens ne font pas confiance à leurs femmes. Lorsqu'elles rentrent tard, elles sont toujours soupçonnées d'adultère. Durant les campagnes, parfois, je rentrais très tard dans la nuit, voire le matin. Nous sommes dans une société très traditionnelle, où les femmes ne sont pas libres d'agir comme elles le souhaiteraient.

La famille peut également décourager les femmes d'entrer en politique. Elle cherche à nous protéger des conséquences de la politique.

### ***Q : Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

Maintenant, je trouve que c'est plus facile de faire de la politique pour les femmes. Avant, il n'y avait pas de liberté. Il y avait beaucoup de restrictions venant également de la part de l'Etat.

Par exemple, aujourd'hui, il y a des lois comme celle de la représentativité des femmes à 30% dans les postes décisionnels. J'aurais aimé que ce soit fixé à 50%. De cette façon, il y aurait une véritable parité hommes-femmes. Mais on va se contenter de ces 30%, c'est un début. On va voir comment ça va se passer puis avancer petit à petit.

Cependant, il n'est pas encore facile pour une femme de faire de la politique, mais on peut réussir. Certaines qui illustrent bien cette réalité sont Madame Bouchrati, Madame Soifa, Madame Sitti Kassim ou Madame Amina qui était Députée.



## MADAME BOUHRATI ABDOULHALIM

---



Madame Bouhrati est une des grandes femmes politiciennes contemporaines de Mwali. Elle a été Secrétaire particulière à la coordination de la République (2006) ; Ministre de la santé chargée du genre (2007 et 2008); candidate comme Députée (2009) et Conseillère du Gouverneur de l'île de Mwali (2009-2011). Entre 2011 et 2013, elle a été Commissaire Générale pour la promotion au genre. Actuellement elle occupe le poste de Conseillère du Gouverneur de l'île de Mwali en charge de la promotion du genre.





***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je m'appelle Bouchrati Abdoulhalim, je suis née à Djoiezi, sur l'île de Mwali<sup>101</sup>. J'ai effectué mes études primaires et secondaires à Mwali. Après le BAC, j'ai eu une Licence de philosophie à l'Université d'Ankatso à Antananarivo, Madagascar.

Ensuite, je suis retournée au pays, et j'ai commencé par enseigner au lycée de Fomboni, à Mawli. Par la suite, j'ai été Animatrice au projet Adduction d'eau de la Fédération des Acteurs pour le Développement Economique et Sociale de l'Île de Mwali (FADESIM), sur le financement de l'Agence Française de Développement (AFD).

Et plus spécifiquement, dans le domaine de l'administration de l'Etat, j'ai occupé différentes positions comme Secrétaire particulière à la Coordination de la République à Mawli, Directrice administrative et financière à la Présidence de l'île autonome de Mwali, Ministre de l'Environnement puis de la Santé de l'île de Mwali, et aussi Commissaire nationale.

Actuellement je suis Conseillère du Gouverneur de l'île de Mwali, chargée de la Promotion du genre.

De plus, j'ai toujours été intéressée par la vie associative. A l'université, par exemple, durant les quatre ans passés là-bas, j'étais déjà la Trésorière de l'Association Mwaliennne des élèves qui étudient à Madagascar. A mon retour, j'ai fait partie de beaucoup d'associations au niveau du village et de l'île. En ce sens, par exemple, j'ai été Vice-présidente du Réseau femmes et développement de Mwali pendant quatre

---

<sup>101</sup> En langue shikomori, l'île de Mohéli.

ans.

## ***Souvenirs d'enfance et de jeunesse***

---

### ***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?***

Mon enfance ? Je trouve qu'elle s'est déroulée comme celle des autres. Je suis issue d'une famille nombreuse et moyenne économiquement. Nous étions onze enfants, trois garçons et huit filles, et nous sommes tous instruits.

J'ai évolué dans divers milieux associatifs et culturels du village et de l'île.

Je n'ai jamais manqué l'école, car je ne supportais pas d'être dépassée par des garçons.

### ***Q : Avez-vous le souvenir d'avoir été traitée différemment du fait d'être une femme ?***

Non, pas du tout. D'ailleurs c'est aussi pour ça que je me suis engagée dans le combat entre femmes et hommes, car je trouvais que mon père avait une éducation particulière par rapport aux autres.

Je suis issue d'une famille très attachée à la tradition. Les femmes n'avaient pas le droit d'aller à l'école, mais mon père a brisé ce tabou en disant : « *Avec huit filles, je ne peux pas construire autant de maisons, c'est impossible, je suis obligé de tout faire pour qu'elles soient instruites et c'est elles-mêmes qui vont se construire leurs maisons.* »

C'est vrai que nous suivions les traditions qui existent depuis

## *Entretien avec Madame Bouchrati Abdoulhalim*

longtemps dans notre société. Par exemple, le fait que les femmes restent à la maison. Cependant cela n'a pas été le cas chez nous, car nous étions nombreux. Comme nous étions beaucoup, il n'y avait pas d'utilité à diviser les tâches ménagères. Ce problème n'existait pas, et par ailleurs, les garçons étaient les plus jeunes, donc nous nous en occupions naturellement.

De plus, je me rappelle qu'à l'école, il n'y avait que des associations mixtes composées de filles et de garçons, par exemple pour le développement de l'école, comme l'agriculture. Je n'ai pas ressenti une quelconque discrimination de par le fait d'être une femme.

## *L'engagement politique*

---

### ***Q : Comment s'est créé votre engagement politique?***

Depuis le lycée, j'ai commencé à avoir le sang chaud de la politique, car au village j'appartenais à un groupe de jeunes qui soutenaient la candidature d'un Député.

Par la suite, mon souvenir le plus récent remonte au tournus. Je me suis fortement engagée, je faisais partie des personnes qui ont bien milité pour cela, ayant même été la Porte-parole des femmes mohéliennes au niveau de la communauté internationale.

Quand un mohélien a pris le pouvoir, ce fut une grande première pour nous.

Cela a donné du dynamisme politique à l'île. Les femmes ont

## *Entretien avec Madame Bouchrati Abdoulhalim*

commencé à avoir des idées politiques, et on peut dire qu'une certaine ouverture d'esprit est arrivée avec le pouvoir de Mwali.

### ***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

Déjà en tant qu'enseignante de philosophie, j'ai eu la facilité de bien comprendre la politique, puisque c'est une matière de la philosophie. Le reste consiste à pouvoir s'adapter à la vie quotidienne de la population par rapport à cette politique.

Personnellement, je n'arrive pas à me retenir dans les périodes électorales et la plupart du temps, je prends les devants soit pour me présenter comme candidate, soit pour soutenir quelqu'un d'autre.

## ***La participation politique des femmes aux Comores***

---

### ***Q : De quelle manière les femmes participaient-elles à la politique ?***

Même après l'indépendance<sup>102</sup>, la société comorienne était toujours dominée par les hommes, qui ne donnaient pas la chance aux femmes d'évoluer politiquement, et ce, jusqu'à la période de feu le Président Djohar<sup>103</sup>, paix à son âme, qui

---

<sup>102</sup> Les Comores ont accédé à l'Indépendance le 6 juillet 1975.

<sup>103</sup> Saïd Mohamed Djohar, Président des Comores de 1989 à 1996.

## *Entretien avec Madame Bouchrati Abdoulhalim*

s'est volontairement manifesté en faveur de l'ouverture aux femmes. C'est par ailleurs à cette époque qu'il y a eu la première femme Ministre, puis Députée.

Avec le temps, il y a eu beaucoup plus de candidates. Cela variait d'une région à l'autre. A Ndzuani et Ngazidja, ça a évolué il y a plus longtemps.

Nous, à Mwali, nous avançons depuis peu de temps mais plus vite que dans les autres îles. Cependant, outre ses charges familiales et l'éducation des enfants, la femme mohélienne a joué un rôle très important pendant le combat de la population de l'île de Mwali pour la recherche de l'équilibre politique des îles, et cela jusqu'à l'arrivée du tour de Mwali à la présidence tournante.

De plus, il y a eu une candidate pour les élections du Gouverneur, et même une femme candidate de Mwali pour les élections présidentielles en 2010.

### ***Q : Comment voyez-vous l'évolution du rôle de la femme en politique ?***

Actuellement, les hommes commencent à être habitués à voir des femmes en politique. Je peux vous assurer qu'avant, c'était vraiment un tabou... Une femme qui faisait de la politique ? Un vrai tabou. Mais, de plus en plus, il y a des femmes candidates, et même si elles ne sont pas élues, le fait qu'elles se portent candidates constitue une avancée.

On ose et on commence à montrer qu'on peut changer. Ils s'agit d'un combat entre hommes et femmes, ils ne vont pas nous laisser émerger facilement, eux aussi ne veulent pas perdre leurs places !

## *Entretien avec Madame Bouchrati Abdoulhalim*

Nous devons nous imposer. Il y a des femmes qui ne comprennent pas cela et qui acceptent leur situation de rester chez elles pour ne faire que le ménage. C'est difficile, ça nous freine vraiment. Ces femmes sont habituées à cet état de fait, cette habitude est un obstacle.

En guise de conclusion, je peux vous dire que la politique comorienne est jusqu'à ce jour une politique de proximité. Le rôle de la femme reste très important, bien que notre société soit patriarcale, avec des coutumes dures et une religion utilisée pour freiner l'accès de la femme comorienne à la scène politique. Malgré ce fardeau, on constate quand même des avancées considérables d'une île à l'autre.

### ***Q: Que pensez-vous de l'implication des nouvelles générations dans la politique ?***

En ce qui concerne les nouvelles générations, au moins pour une partie, je vois qu'elles s'engagent, même si c'est surtout pour leurs maris ou leurs frères. Mais pour moi, une femme politique s'engage dans le parti avec conviction, sinon elle n'est pas politique.

Il y a des partis qui donnent parfois des places aux femmes, mais pas des femmes politiciennes. Il s'agit juste de femmes qui ont voté pour eux, c'est du parachutage. Ces femmes parachutées sont nombreuses par rapport aux vraies militantes.

Ce que je dirai aux nouvelles générations, c'est que nous, les militantes politiciennes, nous visons des postes élevés et il y a une compétition avec les hommes qui nous font barrage. Ce n'est pas facile.

## ***Bouchrati Abdoulhalim : la Candidate aux législatives***

---

### ***Q : Comment êtes-vous devenue candidate ?***

Au moment où j'ai décidé d'être candidate, les hommes n'avaient pas l'habitude de voir des femmes sur le devant de la scène. Ils étaient étonnés. Les hommes allaient jusqu'à me demander comment mon mari allait manger ?

Cependant ma famille m'a bien soutenue. Au niveau de mon village, j'ai même dépassé le candidat adoubé par le Gouvernement national. Dans les autres villages, j'avais par contre peu de soutiens. Il y a des gens qui ont essayé de me décourager, en m'insultant tout le temps et en soulignant mon statut de femme.

Surtout les hommes religieux qui ne supportent pas cette idée. Pourtant je suis musulmane, et l'Islam ne dit pas que la femme ne doit pas être politique. Moi, je parle dans les places publiques de temps en temps et les hommes commencent aujourd'hui à supporter cela. Mais avant, ce n'était pas le cas.

De plus, je dois dire que c'est surtout mon mari qui m'a encouragée bien qu'il n'aime pas la politique. Lui est contractuel des Nations Unies. Il ne fait pas de politique alors que je me suis engagée réellement depuis 2006.



***Q : Comment s'est passé votre mandat en tant que Commissaire au genre ?***

Lors des élections des Gouverneurs et du Président de l'Union, j'ai soutenu le Gouverneur de l'île et, grâce à une politique d'ouverture du Président de la République, j'ai été proposée par le Gouverneur de Mwali pour devenir Commissaire nationale chargée du Genre.

Etant la deuxième Commissaire nationale au Genre, j'ai eu la chance de diriger douze projets sur la consolidation de la paix, ce qui m'a permis d'acquérir beaucoup de connaissances dans divers domaines : solidarité, cohésion sociale et promotion du genre.

Et lorsque j'ai été au Commissariat au Genre, j'ai laissé mon mari à Mwali avec les grands enfants. J'avais juste emmené le petit dernier qui avait trois ans. J'avais une maison de fonction, avec mon enfant. Parfois mon mari venait un week-end, après il retournait à Mwali. Quand j'allais à l'étranger pour le travail, j'avais une cousine à qui je confiais mon petit. C'est difficile, mais quand on s'est engagée, il faut le faire.

J'ai travaillé avec facilité, car j'avais déjà été Ministre de la Santé et de la Promotion du Genre de l'île de Mwali avant d'être Commissaire nationale à la Promotion du Genre, et j'ai eu la chance de travailler avec l'équipe du Commissariat national et les bailleurs. En ce sens, j'ai pu très vite établir la confiance au sein de l'équipe et avec les bailleurs.

Avec l'équipe du Commissariat, nous avons beaucoup travaillé dans la transparence et réussi sur beaucoup de projets.

***Q : Est-ce que vous avez senti un traitement différent du fait d'être une femme ?***

Peut-être quand j'ai été candidate. Certaines personnes disaient qu'il ne faut pas voter pour les femmes parce que selon eux, l'Islam l'interdit, alors que c'est faux.

***Q : De quelles réalisations vous sentez-vous la plus fière ?***

Il y en a eu beaucoup. Parmi les plus significatives, ma contribution au Code de la famille, qu'on a pu vulgariser au niveau national, ou la mise en place de la politique de la solidarité aux Comores.

D'autres accomplissements importants, concernant notamment les droits des femmes, sont la création d'un Service d'écoute via la ligne verte en faveur des enfants victimes d'agressions sexuelles (à travers l'ONG Hifadhui), la mise en place d'un système d'aide sociale des familles démunies à travers le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ou le lancement du chantier de construction de logements sociaux destinés aux victimes des intempéries à Vouvouni<sup>104</sup>.

***Q : Comment avez-vous concilié votre vie personnelle et politique ?***

J'ai trois enfants et j'ai toujours eu une femme de ménage qui s'occupe de la maison, même dans les périodes où j'enseignais. Parfois c'est mon mari qui se chargeait des enfants, au moment où j'étais nommée Commissaire

---

<sup>104</sup> Village se situant au centre sud de Moroni, sur l'île de Ngazidja.

*Entretien avec Madame Bouchrati Abdoulhalim*

nationale du Genre à Moroni. Là-bas j'avais engagé aussi une autre femme de ménage. Pour moi, c'est aussi un moyen de création d'emplois.

***Perspectives pour la participation politique de la femme***

---

***Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent faire de la politique ?***

Il ne faut pas se décourager, car il s'agit d'une question de changement de comportement qui demande beaucoup d'efforts et du temps. Il faut s'engager avec conviction dans les partis politiques et prendre les devants, car la politique est un combat de tous les jours. Si on abandonne, il n'y aura jamais de changement réel et équitable. D'ailleurs il y a beaucoup de femmes qui commencent à s'engager, on sent une évolution en cours mais on ne la discerne pas encore.

***Q : Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

Je pense que la première des choses, c'est de les aider à entrer en politique en luttant contre l'auto-discrimination de la femme. La priorité doit être de sensibiliser les femmes.

Car malheureusement, les femmes qui font de la politique agissent en faveur d'autres personnes. Il faut aussi qu'elles soient autonomes financièrement, tout simplement pour être libres.

## *Entretien avec Madame Bouchrati Abdoulhalim*

Un aspect important pour augmenter la participation politique des femmes est la sensibilisation et l'éducation. Peut-être les femmes vont-elles finir par comprendre à force de l'entendre.

On a promulgué beaucoup de lois pour la parité, le quota de 30% par exemple. C'est une discrimination, mais une discrimination positive car elle permettra de diminuer l'écart entre hommes et femmes dans les instances de décisions comme l'Assemblée. Et pour que ces lois passent, il faut qu'il y ait plus de femmes à l'Assemblée pour les voter.

De plus, je pense qu'il faut faire un travail avec les hommes, les convaincre et les rendre sensible à la cause féminine. Beaucoup de femmes dépendent de leur mari, d'où la nécessité de commencer à sensibiliser les hommes.

Je reste confiante en la femme comorienne, bien que les hommes ne nous donnent pas les chances d'émerger politiquement. Mais certaines femmes osent se porter candidates dans diverses élections.

Ce combat pour l'émergence de la femme n'est pas facile et cela va prendre des années dans un pays comme le nôtre, où la religion et la tradition façonnent les comportements.

Je suis certaine que le combat que nous menons aujourd'hui pour le changement, nos filles en goûteront les fruits.



# MADAME ZAHARIA SAÏD AHMED

---



Professeur d'Education Physique et Sportive de formation, Madame Zaharia a consacré sa carrière à la promotion de la culture de la jeunesse et des sports. Elle est actuellement Vice-présidente du Comité National Olympique depuis 2016. Dans le domaine politique, elle a été Vice-présidente aux élections présidentielles de l'Union des Comores en 2006, Secrétaire Générale du Parti National pour le Changement (PNC) de 2008 à 2010. Elle s'est ensuite portée candidate aux élections présidentielles de l'Union des Comores en 2010-2011 ainsi qu'aux élections législatives en 2015.



***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je m'appelle Zaharia Saïd Ahmed et je suis originaire de Mwali. Je suis née à Mwali mais j'ai grandi à Moroni car ma mère vivait ici avec mon père, grand-comorien. Il était policier.

Ma mère est venue s'installer à Moroni en m'amenant avec mes frères et sœurs de l'école maternelle jusqu'en première. Lorsque j'étais en classe de terminale, ma mère est retournée à Mwali. Mon père a pris sa retraite à ce moment-là.

Je suis mariée et j'ai deux enfants. Je suis mère et je jouis de mes fonctions de mère convenablement.

Je suis professeure d'éducation physique.

***Souvenirs d'enfance et de jeunesse***

---

***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?***

Mon père était policier et lorsqu'il revenait du travail, je prenais son chapeau que je portais pour jouer. J'imitais sa démarche. Et je lui disais que je voulais peut-être aussi devenir policière.

Puis en classe de CM1, lorsque j'ai rencontré ma professeure d'éducation physique, j'avais les yeux hagards !

Quand elle parlait, on aurait dit un homme. Et je disais toujours à ma mère : « *Ma professeure d'éducation physique, c'est une femme mais on dirait un homme. Moi aussi je vais faire de*



## *Entretien avec Madame Zaharia Saïd Ahmed*

*l'éducation physique après mon bac ! »*

Et j'ai pu réaliser mon rêve, car quelques années plus tard, je suis devenue professeure d'éducation physique.

***Q : Avez-vous le souvenir d'avoir été traitée différemment du fait d'être une femme ?***

Je me souviens bien qu'avec mes frères, nous avons reçu la même éducation. Il n'y avait pas de différences entre les garçons et les filles.

## ***L'engagement politique***

---

***Q : Comment s'est créé votre engagement politique ?***

Chez nous, nous avons l'habitude de voir les femmes au foyer alors que, quand il y a des campagnes électorales, les femmes jouent un rôle très important. Pourtant, il est très rare de voir des femmes politiques.

Je voulais m'engager dans ce domaine non seulement pour être candidate, mais aussi pour démontrer que la politique n'est pas réservée aux hommes.

***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

Mon premier engagement, dès l'enfance, consistait à devenir sportive. Je me suis dit pourquoi ne pas devenir professeure

## *Entretien avec Madame Zaharia Saïd Ahmed*

d'éducation physique ? Ce n'est pas seulement réservé aux hommes, n'est-ce pas ?

Alors, mon engagement politique est arrivé naturellement. J'ai été candidate comme les autres, sauf que j'étais une femme.

## ***La participation politique des femmes aux Comores***

---

### ***Q : Comment voyez-vous l'évolution du rôle de la femme en politique ?***

Je trouve que l'évolution est lente. Les expériences des femmes politiques comoriennes sont très peu nombreuses.

Le leadership des femmes et leur participation à la vie politique sont sous-représentés, aussi bien comme éléctrice qu'aux fonctions dirigeantes, au sein de l'Assemblée, dans l'administration publique, dans le secteur privé ou encore dans le monde universitaire. Et ceci malgré des compétences maintes fois démontrées en tant que leaders et agentes du changement.

C'est marqué dans la Résolution sur la participation des femmes à la vie politique de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2011 : *« quelle que soit la région du monde considérée, les femmes restent souvent absentes de la vie politique en raison des lois, des pratiques, des comportements et des stéréotypes sexistes et discriminatoires »*.

Cela parce qu'elles ont un faible niveau d'éducation, qu'elles n'ont pas accès aux soins de santé et qu'elles sont beaucoup

## *Entretien avec Madame Zaharia Saïd Ahmed*

plus touchées que les hommes par la pauvreté.

Certaines arrivent à surmonter ces obstacles, souvent pour le plus grand bien de la société, mais les règles doivent devenir identiques pour toutes afin d'offrir des perspectives pour chacune d'être elle-même.

Il y a des réussites comme, en matière d'emploi, à diplôme égal salaire égal. Mais il n'y a jamais eu de politique volontariste d'intégration des femmes dans la vie politique en matière d'égalité.

Toutefois, dans les Gouvernements, des femmes sont nommées même si, malheureusement, elles ne sont pas politiques.

Cependant, le plus important est l'objectif, qui est de se présenter aux élections, d'être élue. Dans mon cas, je n'ai pas su convaincre mes électeurs. Certes, c'est un échec, mais ce n'est pas une raison pour jeter l'éponge.

Je me dis toujours que les gens qui ont réussi ne le doivent pas au hasard, c'est un combat. Avec une certaine volonté et abnégation, j'y crois encore.

## ***Zaharia Saïd Ahmed : première femme candidate aux élections présidentielles***

---

***Q : Comment s'est déroulée votre candidature aux élections présidentielles?***

Ma candidature était semblable à celle des autres. Il n'y a pas eu de différence au dépouillement et même pendant la

*Entretien avec Madame Zaharia Saïd Ahmed*

campagne électorale.

Je me suis cependant battue contre les pressions que j'ai subies pour me dissuader de me porter candidate !

Mais tout mon entourage m'a encouragée, m'a suivie et cela m'a motivé. J'ai eu la chance d'avoir un entourage très ouvert et très libéral. Tout le monde m'a soutenue dès le départ.

J'ai aussi eu l'appui de collègues et d'associations féminines. D'abord, certains clubs sportifs m'ont adoubée, et comme je suis membre d'associations féminines liées au développement, elles m'ont également appuyée.

***Q : Avez-vous eu un traitement différent de par le fait d'être une femme ?***

A mon avis, les femmes sont confrontées à deux obstacles sur la voie de la participation politique : d'une part des lois et des institutions discriminantes, qui réduisent les possibilités de se porter candidate à un mandat politique.

Et d'autre part les moyens. Les femmes ont moins de chances de suivre des formations, de nouer des contacts et de bénéficier de ressources nécessaires pour devenir des dirigeantes aussi performantes que les hommes.

Je peux constater qu'il est difficile, étant que femme, d'être portée par un parti politique, mais ça dépend aussi de la façon dont on s'y impose. Moi, par exemple, je suis dans le Mouvement Démocratique Comorien (MDC), dans lequel j'occupe un poste très important, le Secrétariat général du parti.

Par expérience, aucun homme ne m'a jamais fait comprendre que je ne devais pas occuper cette place parce que je suis une

## *Entretien avec Madame Zaharia Saïd Ahmed*

femme. On travaille ensemble et on échange sans problème. On me considère comme les autres personnalités politiques. Je n'ai aucun souci.

Je pense que ce sont les femmes elles-mêmes qui se marginalisent.

Cependant, au niveau social, la société comorienne n'a pas été un obstacle. Je n'ai pas ressenti un traitement différent à mon égard.

Mais faire de la politique représente un combat. Comme je l'ai dit, il faut avoir une certaine volonté et de l'abnégation.

***Q : En tant que politicienne, de quels accomplissements vous sentez-vous la plus fière ?***

Le fait d'oser être candidate aux élections. Me présenter est un signe d'encouragement pour les femmes. Il faut leur montrer qu'elles aussi elles peuvent briguer un mandat politique.

## ***Perspectives pour la participation politique de la femme***

---

***Q : Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

Il y a beaucoup de paramètres, mais avec le temps, les choses s'amélioreront. Je suis très optimiste et je garde espoir en l'avenir. Je pense que les femmes vont s'impliquer plus.

## *Entretien avec Madame Zaharia Saïd Ahmed*

Il est nécessaire de sensibiliser les femmes à la vie associative. Organiser des causeries, des débats. La femme est la clé de la nation, c'est elle qui tient le foyer.

Il faudrait aussi s'inspirer de la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes, défendre les droits des femmes et les droits politiques. Pour ce faire, il faudrait aider les femmes souhaitant exercer un mandat politique à développer leurs compétences, par exemple en organisant des programmes d'éducation civique et en sensibilisant les électeurs à l'égalité des sexes.

Et soutenir aussi les défenseurs de l'égalité des sexes, en appelant les partis politiques, le Gouvernement et d'autres parties prenantes à assurer leur part de responsabilités dans l'autonomisation économique et politique des femmes.

Cependant, concernant la discrimination positive, je me dis que pourquoi un quota ? Pourquoi imposer un quota ? La question du quota ne devrait pas se poser puisque nous sommes tous égaux. Pour moi, la discrimination positive n'a pas de sens. Le positif, c'est l'évolution. Mais la discrimination ? A mon avis, il s'agit d'une régression. Donc, pour moi, cela n'a pas de sens.

D'autres initiatives visent à encourager les jeunes à défendre l'idée que les mesures en faveur de l'égalité des sexes doivent occuper une place centrale dans l'élaboration des politiques publiques et faire respecter les droits des femmes, notamment leur droit de mener campagne sans subir de violence.

S'agissant de l'autonomisation politique des femmes, l'objectif est de permettre aux femmes d'assurer des rôles de leaders et de participation plus approfondie au processus politique, ainsi qu'à tous les échelons et domaines de la vie

publique.

***Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent faire de la politique ?***

Il faut sensibiliser les femmes à la vie associative. Il faut beaucoup plus de sensibilisation pour participer à la vie politique et, pour la jeune génération, il faut adhérer aux partis politiques, oser prendre des postes à responsabilité. Il faut aussi avoir le courage de s'y mettre et avoir confiance en nos capacités et nos désirs.

De plus, il y a un certain manque de solidarité entre femmes. Il faut former et informer les femmes pour rehausser notre niveau, afin que nous devenions les égales des hommes en politique.

## MADAME SARAH SOILIH

---



Originaire d'une famille franco-maroccomorienne, Sarah Soilih est doctorante en droit et chargée d'enseignement en droit pénal à l'Université d'Aix-Marseille en France. Personnalité politique, elle s'est engagée en 2012 au Parti socialiste français. Elle a aussi été candidate aux élections municipales à Marseille en 2014, puis aux élections régionales de 2015 en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. En 2016, elle rejoint la campagne présidentielle en soutenant le candidat Jean-Luc Mélenchon et devient la Porte-parole nationale de la France insoumise. Elle a de plus été Championne du monde de kick-boxing en 2015.





***Question : Pouvez-vous nous présenter votre parcours ?***

Je m'appelle Sarah Soilihi, j'ai 25 ans et je suis née à Marseille. Je suis Porte-parole nationale du parti la France insoumise<sup>105</sup> dirigé par Jean-Luc Mélenchon.

Je suis doctorante en droit et chargée d'enseignement à la Faculté d'Aix-Marseille, c'est-à-dire que je fais ma thèse de droit et en même temps je donne des cours à la Faculté.

Je suis également sportive de haut niveau, Championne du monde de kick-boxing et championne France de karaté contact.

Je suis née dans une grande famille où la mixité culturelle a toujours été présente. Etant l'aînée, j'assume un rôle de grande sœur auprès de ma fratrie, de conseillère auprès de mes cadets. J'essaie d'expliquer au mieux ce qu'il faut faire et ne pas faire même, si chacun est libre de ses propres choix par la suite. Je suis née dans une grande ville, Marseille, dans laquelle il existe une mixité culturelle très riche.

Ici à Marseille, la communauté comorienne m'appelle l'enfant. Je l'ai appris il y a peu. Donc son enfant. Nous sommes très soudés autour d'une même cause, celle de faire avancer les enfants d'origine comorienne. Je suis vraiment fière de ça.

---

<sup>105</sup> La France insoumise est un parti politique français fondé en février 2016. Ce parti a présenté Jean-Luc Mélenchon comme candidat à la Présidentielle française de 2017.

## ***Souvenirs d'enfance et de jeunesse***

---

***Q : Quels sont vos principaux souvenirs de cette époque ?***

J'ai eu une éducation où toutes les cultures se sont mélangées. On respecte et je respecte les traditions, que ce soit les traditions arabes ou comoriennes.

J'ai grandi avec toutes ces cultures, en essayant de les mixer avec ma culture française. Je pense que c'est ce qui fait ma force et me permet de discuter avec tous les milieux culturels différents du mien.

***Q : Avez-vous le souvenir d'avoir été traitée différemment du fait d'être une femme ?***

Mes frères sont petits, je suis leur aînée. Non, je ne peux pas dire que j'ai été traitée différemment, bien au contraire. Ils ont vraiment du respect pour l'aînée. Ils ne veulent pas me décevoir car ils savent que je les attends au tournant.

## ***L'engagement politique***

---

***Q : Comment s'est créé votre engagement politique ?***

Je pense que ce sont surtout l'école et le milieu associatif qui ont provoqué le déclic. Je me suis engagée vers l'âge de 16

ans dans le milieu associatif et humanitaire. Avec mes anciens camarades, on militait surtout dans nos quartiers et on essayait d'aider les populations les plus défavorisées, que ce soit en récoltant des denrées alimentaires, des vêtements, des livres...

Dans ma famille, chacun votait à toutes les élections, mais personne n'était militant politique. Je suis la première à m'engager politiquement et au niveau national.

Du coup, j'ai entraîné une grande partie de ma famille qui est aujourd'hui très active. Je pense qu'il fallait juste qu'une personne leur ouvre les yeux.

Maintenant, beaucoup de jeunes et moins jeunes se sont impliqués en politique à mes côtés.

***Q : A quel moment avez-vous senti que vous deviez vous engager en politique ?***

En fait, petit à petit, on s'est rendu compte que lorsqu'on voulait organiser des événements dans les quartiers populaires, on était obligés d'aller frapper à la porte des élus politiques... Ces élus, au lieu d'appliquer leur mandat, nous demandaient souvent une contrepartie, comme tenir les bureaux de vote, distribuer des tracts, etc.

Ils utilisaient le pouvoir de souveraineté que nous leur avons transmis en votant pour marchander leur mandat. Ce n'est vraiment pas normal, car ils sont là pour nous soutenir et encourager les plus jeunes à effectuer des activités. Nous avons l'impression de devoir nous vendre pour pouvoir obtenir ne serait-ce qu'une aide d'un élu.

Alors, on s'est dit que chacun de nous avait les capacités de

réfléchir et de s'exprimer. Donc on pouvait également s'engager selon l'idéologie, les valeurs et la sensibilité politique de chacun. Certains se sont engagés chez le parti écologiste, d'autres avec la gauche ou au centre...

C'est de cette façon qu'on a eu un déclic et qu'on a décidé de nous engager politiquement. On ne voulait plus se laisser faire par certains élus corrompus, on désirait essayer de changer les choses.

### ***Q : Quelle a été la réaction de votre entourage ?***

Au début mon entourage était surpris. Il avait quelques craintes parce que la plupart ne connaissaient pas du tout ce monde-là. Quand on ne connaît pas, il est vrai qu'on ressent toujours un peu plus de peur que d'habitude. Mais très vite, mes proches ont compris que même si c'était un monde de requins difficile pour une femme, surtout une jeune femme issue d'un quartier populaire, je n'allais pas lâcher. Plus les portes se fermaient devant moi, plus j'avais envie de les enfoncer.

La crainte s'est transformée en soutien moral. Aujourd'hui je m'appuie vraiment sur ma famille. Heureusement que je peux compter sur elle !

### ***La participation politique des femmes***

### ***Q : Comment voyez-vous le rôle politique de la femme en France ?***

Il y a beaucoup de situations pas faciles. Il faut se battre au

quotidien, ne rien lâcher. On n'est pas condamnée à l'échec parce qu'on est une femme. Au contraire, c'est ce qui nous renforce. Il ne faut vraiment pas se résigner, même si c'est un monde très dur où les hommes prédominent.

Pour ma part, je n'ai pas vécu un traitement différent du fait d'être une femme, même si, dans mon entourage politique, certaines femmes que je connais ont été victimes de remarques sexistes, de commentaires désobligeants sur la condition féminine. Surtout les jeunes femmes qui s'engagent en politique où dans le syndicalisme.

C'est pour toutes ces femmes-là qu'on essaie d'alerter et de sensibiliser l'opinion publique. Il y a aussi certaines initiatives politiques, comme celle de la parité, que les derniers Présidents ont essayé de mettre en place, en nommant autant de femmes Ministres que d'hommes. Cet engagement politique a été perçu de manière assez positive, mais je pense que c'est le travail sur le terrain qui fera bouger les choses.

Cependant, il s'agit d'un chantier long et difficile. Il ne faut pas se contenter de la façade et d'apparences en donnant des postes de haut niveau à des femmes. Si derrière, il y a des failles, les inégalités hommes-femmes persisteront.

On voit par exemple qu'il n'y a jamais eu de femmes Cheffes de Cabinet à l'Elysée, que certains postes politiques très importants n'ont jamais été occupés par des femmes. Il ne faut pas s'endormir sur l'apparence d'une action politique. Mettre autant de femmes que d'hommes Ministres ne suffira pas.

### ***Q : Qu'en est-il aux Comores ?***

Les femmes comoriennes sont politisées, mais à mon avis,

elles ne s'en rendent pas compte. Elles ont une opinion sur tous les domaines, parfois très poussée, mais ça ne sort pas de chez elles ; c'est-à-dire de leur famille ou de leur cercle d'amis.

C'est dommage car on perd des idées ! On perd aussi des solutions qu'elles peuvent apporter à la société mais, vu qu'elles restent enfermées, on n'a pas la chance de pouvoir les écouter ni de les entendre !

Je pense que c'est parce qu'on ne leur montre pas que leur parole est importante et que leurs opinions doivent être mises au centre des débats politiques. Vu qu'elles n'osent pas exprimer ce qu'elles pensent sur la place publique, toute cette richesse-là reste restreinte, et malheureusement, peu de personnes s'occupent de cela. C'est pour ça qu'on essaie de libérer la parole.

En même temps, je vois beaucoup de femmes comoriennes qui essaient vraiment de s'impliquer politiquement. Je sais que même au niveau international, elles tentent de s'imposer. Parfois, elles réussissent mieux que dans leur propre pays et ça, on a tendance à l'oublier.

C'est aussi notre fierté que de se voir représentées dans le monde entier grâce à elles. Je leur rends hommage. Je sais que ce n'est pas facile, mais aujourd'hui quelques-unes y parviennent. Des femmes font de la politique. Si, demain, on réussit à en recruter encore et encore, ce ne sera que bénéfique pour la société.

## ***Sarah Soilihi : la Porte-parole lors de l'élection présidentielle***

---

### ***Q : Pouvez-vous nous présenter votre parcours politique ?***

Je suis jeune. Je ne peux pas établir un vrai bilan, car je n'ai pas encore réalisé ce que je voulais. Les objectifs que je me suis fixés ne sont vraiment pas atteints.

Mais comme je vous l'ai déjà dit, j'ai commencé par le monde associatif à l'âge de seize ans. Ensuite, à dix-huit ans, je me suis engagée sur l'aile gauche du Parti Socialiste. Cependant, j'ai été très vite déçue par le Gouvernement de l'ancien Président Hollande<sup>106</sup>. J'ai manifesté pendant tout le quinquennat contre la loi Macron et la loi El Khomri, entre autres, car je n'étais pas du tout en phase avec ces réformes.

Fin 2016, j'ai rejoint le nouveau mouvement de la France insoumise et j'ai commencé à militer au sein d'un groupe d'appuis dans les quartiers nord de Marseille.

Ce mouvement a été créé par les citoyens. C'est-à-dire qu'on a conçu et écrit notre propre programme ensemble. Je fais partie des personnes qui l'ont rédigé.

C'est un programme qui met le peuple au centre du pouvoir. On veut redonner le pouvoir au peuple. On voit que certains élus se comportent avec la population qui leur a donné une délégation de pouvoir comme si elle était composée de moins que rien. Une fois élus, ils ne respectent ni leur

---

<sup>106</sup> François Hollande, Président français de 2012 à 2016.



programme, ni les citoyens.

Cela renforce notre idée qu'il faut vraiment changer notre République et redonner le pouvoir au peuple. C'est la seule manière de pouvoir instaurer des lois plus justes, plus solidaires et plus écologiques.

En janvier 2017, à la suite d'une rencontre avec Jean-Luc Mélenchon, ce dernier m'a demandé d'être une de ses Porte-parole pour l'élection présidentielle de 2017. J'ai accepté.

Nous avons fait, selon moi, une excellente campagne qui restera gravée dans ma mémoire. Surtout le jour où j'ai présenté le meeting à Marseille qui a réuni presque 70 000 personnes. Malheureusement, nous n'avons pas gagné.

Après cela, j'ai représenté ma circonscription des quartiers nord de Marseille lors des élections législatives face au Député-Maire Front National de l'époque, Monsieur Stéphane Ravier. Là encore, nous avons fait une campagne de terrain où nous étions quasiment les seuls présents. Cependant, malgré un bon score, la forte abstention ne m'a pas permis de remporter la circonscription.

Aujourd'hui je suis Porte-parole du mouvement la France insoumise, et je serai candidate aux élections européennes de 2019 si les militants et sympathisants de la France insoumise me donnent l'opportunité d'être à nouveau leur Porte-parole au Parlement européen.

J'essaie de porter une voix dans ce mouvement. Je me dis que des personnes comme moi, il y en a beaucoup, mais elles ont besoin d'un déclic, d'une personne parfois pour pouvoir s'engager et se dire « *moi aussi, je peux le faire* ».

***Q : Comment travaillez-vous pour renforcer la participation politique des femmes comoriennes de la diaspora ?***

J'ai fait d'abord un premier pas vers les mamans parce que pour moi, la mère est vraiment le centre de la famille. Lorsque j'ai participé à ma dernière élection, tous les jeunes qui sont venus m'aider l'ont fait parce que leurs mamans le leur ont demandé. En effet, avant ces élections, j'avais fait une conférence sur la délinquance des jeunes.

Dans cette conférence qui était ouverte à tous, il y avait des hommes mais également beaucoup de femmes. Lorsqu'elles ont su que je faisais de la politique, elles sont venues me voir et elles m'ont dit qu'elles allaient m'envoyer leurs enfants. J'en étais ravie, et elles l'ont fait.

Une bonne partie des jeunes qui m'ont suivie durant la campagne m'ont été envoyés par leurs mamans. Le rôle de la mère est central dans la vie de tous les jours. La mère a un rôle important dans la famille, quelle que soit la communauté. J'ai constaté que ce sont les mères qui poussent les jeunes à voter, notamment les plus jeunes.

Ces femmes, que ce soit celles de la communauté comorienne ou celles résidant en France ou aux Comores, on essaie vraiment d'aller vers elles et de les impliquer, de leur montrer qu'elles doivent avoir leur place parce qu'il faut que les femmes soient représentées.

La société est composée en grande partie de femmes, qui vivent des situations diverses et variées. On a besoin de leurs paroles et de leurs témoignages pour faire avancer la cause de la femme. Elles sont parfois plus fortes que les hommes.

***Q : Est-ce que vous avez senti un traitement différent du fait d'être une femme ?***

Déjà, être une femme, c'est compliqué, et être en plus une femme issue des quartiers populaires... Tout cela paraît compliqué. Mais moi, je le vois comme une force.

Le fait que je sois une femme est une force pour moi, parce que j'ai toujours eu dans ma famille des femmes fortes comme modèles. Ma maman est mon premier modèle. Elle est partie de rien et elle s'est occupée à bras-le-corps de toute une famille. J'ai vu des femmes modèles, des femmes très fortes qui n'ont pas forcément fait des grandes études, mais grâce à leur courage, elles n'ont jamais lâché.

Etre une femme constitue une force.

C'est aussi une force d'avoir une culture cosmopolite. Aujourd'hui j'arrive à dialoguer et à comprendre d'autres personnes qui ne sont pas forcément de la même culture.

De plus, être issue d'un quartier populaire m'a renforcée. Je suis fière d'être née dans ce quartier, même si le chômage et la délinquance y font des ravages. Il y a quand même une certaine solidarité que j'ai intégrée.

Je suis musulmane pratiquante et je ne l'ai jamais caché. Mais en politique ou dans la sphère publique, je n'expose pas ma foi de manière ostentatoire, car c'est un rapport privé entre Dieu et moi.

Toutes ces qualités font ma force, même si ce n'est vraiment pas facile. Plusieurs fois j'ai été victime d'injustices. Mais je ne vois que le bon côté des choses. Toutes les portes qui se sont refermées étaient juste du vent pour m'amener plus haut et plus loin.

## ***Sarah Soilihi : la femme Championne du monde***

---

### ***Q : Que vous a appris le sport de combat de haut niveau?***

Quand je suis arrivée la première fois dans une salle de boxe, j'étais la seule fille. On voit que les hommes ne sont pas forcément habitués à ça. Par exemple, il n'y a pas forcément de vestiaires prévus pour les femmes dans les salles de boxe.

Les femmes ne sont pas présentes dans la tête des hommes. D'autant moins dans les clubs de combat de haut niveau, très peu fréquentés par les femmes. C'est pour cela qu'une de mes coaches a créé une section féminine.

Le monde de la boxe étant très masculin, il faut montrer qu'on ne va pas abandonner au premier coup dur. Généralement, les hommes n'osent pas nous frapper parce qu'ils pensent qu'on est plus faibles. C'est un monde où il faut faire ses preuves tous les jours, à chaque entraînement. C'est très difficile au début.

Mais dès que les hommes voient qu'au bout du deuxième, troisième, quatrième entraînement on donne autant de coups, on n'est plus perçue comme une femme mais comme une athlète, quelqu'un d'égal à l'homme.

C'est ce qui diffère de la politique. Là, on a beau faire ses preuves, il y a toujours cette barrière maintenue par certaines personnes, qui fait que même lorsqu'on réussit et qu'on montre qu'on est la meilleure à une place donnée, il reste beaucoup de jalousies et de tricheries. Alors que dans la boxe, on ne peut pas tricher. Il y a des règles.

On compte le nombre de coups, celui qui en a donné le plus ou qui a mis l'adversaire K.O gagne. En politique, il y a beaucoup de manœuvres stratégiques qui n'ont rien à voir avec le bien du peuple. Des stratégies pour évincer les plus représentatifs, ceux qui agissent le plus. C'est vraiment injuste et c'est pour cela qu'il ne faut rien lâcher.

***Q : Quelle a été la réaction de votre entourage quand vous avez été Championne du monde ?***

Très positive. Je n'avais pas prévenu toute ma famille, que ce soit en France, aux Comores ou dans les autres pays, que je pratiquais un sport de haut niveau. Ils l'ont appris parfois par ma mère ou par les réseaux sociaux, car je n'avais pas envie de me faire de la publicité.

Lorsque j'ai été sélectionnée, j'y suis allée tranquillement, sereinement. Seule ma famille très proche a été au courant. Lorsque j'ai gagné, j'ai eu les félicitations de tout le monde, au-delà de ma famille.

Ce qui m'a fait plaisir, c'est que c'était vraiment une victoire commune. J'ai été surprise de voir à quel point les gens pouvaient être fiers.

***Q : Que représente ce sport pour vous ?***

La boxe est un moyen d'émancipation de l'être humain, notamment des femmes. Ma coache, une athlète internationale nommée Samantha Jean-François, vient de gagner son dernier combat professionnel en Angleterre. Elle

est une combattante de Mixed Martial Arts (MMA)<sup>107</sup>. Une discipline dans laquelle on mélange tous les sports de combat et qui se pratique en cage. C'est vraiment la discipline la plus complète, où on utilise tous les sports de combat.

Elle lutte aussi au quotidien contre les violences faites aux femmes. Elle a créé avec nous une section dédiée aux femmes pour qu'elles puissent venir sereinement s'émanciper psychologiquement et se défouler à travers cette discipline pendant quelques heures, dans un espace qui leur est dédié.

Ses cours sont pleins. Grâce au sport et à la boxe, elle arrive à montrer que les femmes ne sont pas sur le côté à attendre qu'on vienne les défendre. Bien au contraire, elles prennent les choses en main et peuvent se défendre elles-mêmes.

## ***Perspectives pour la participation politique de la femme***

---

***Q : Quels conseils donneriez-vous aux femmes comoriennes de votre génération qui souhaitent faire de la politique ?***

De ne jamais lâcher ! Je leur dirais que si des portes se ferment devant elles, qu'elles le prennent comme une énergie pour pouvoir enfoncer dix portes derrière. Certes, elles vont faire face à beaucoup de difficultés dans la vie, mais il faut qu'elles se disent que, selon un grand monsieur, dans la vie soit on gagne, soit on apprend.

---

<sup>107</sup> Arts martiaux mixtes.

Par conséquent, si elles persévèrent, leurs efforts, leurs sacrifices et leur travail seront un jour récompensés. Il ne faut jamais qu'elles laissent leur propre destinée aux mains de quelqu'un d'autre. Qu'elles prennent les choses en main, et surtout, qu'elles ne se disent jamais, quel que soit le domaine où elles voudraient exceller, « *je suis condamnée à l'échec* ».

Il faut être persévérantes et se dire qu'il y a d'autres personnes qui sont arrivées avant nous, grâce auxquelles existe cette liberté de parole, de voter, de manifester. Nous avons des droits. Pour eux, il ne faut rien lâcher, afin que nos enfants et petits-enfants aient plus de droits encore.

Le rôle de la femme et sa parole sont centraux dans cette politique qui régit la société. Ce sont les élus qui votent les lois, le Code du travail, le Code de la route, la TVA...

On est tous les jours confronté à la politique. Il faut donc prendre les choses en main et monter dans ce bateau qui ne devrait pas être piloté par un homme n'ayant pas les mêmes idées et valeurs que nous.

En même temps, les femmes peuvent se dire que c'est tout à fait leur droit de se marier, de faire des enfants, mais que cela ne doit pas être vu comme un handicap. En étant une mère, une cheffe de famille, on acquiert de l'expérience pour pouvoir parler au nom de toutes les femmes.

Aujourd'hui, il y a des lois qui bénéficient aux mères ou futures mères, tel le congé maternité.

Eh bien, selon moi, le fait d'être une femme politique et une mère permet de défendre ou de critiquer des situations qu'elles ont vécues. Elles pourront donc être les porte-paroles de toutes les femmes qui ont vécu les mêmes choses, en bien ou en mal.

C'est un réel enrichissement pour notre société que d'avoir des femmes mais aussi des mères engagées politiquement, car cela permettra à la société de mieux traiter et protéger les femmes, les mères et les épouses de demain.

***Q : Quelles sont vos perspectives sur la participation politique de la femme ?***

Je suis vraiment optimiste par rapport à l'avenir, mais je pense que les hommes et les femmes doivent davantage s'impliquer dans les questions politiques.

Les femmes peuvent faire ce travail car elles ont un avis sur tout et elles sont présentes dans tous les domaines, même les plus pointus.

Que ce soit au niveau sportif, politique, scientifique ou académique, nous ne sommes pas condamnées à l'échec ! C'est ce que j'essaie d'expliquer aux jeunes et moins jeunes qui se mettent des barrières psychologiques. Ce n'est pas toujours facile mais il ne faut pas lâcher ! Il faut se battre jusqu'à la dernière seconde pour atteindre ses objectifs !

Il faut juste libérer la parole. Je crois qu'il s'agit du premier chantier auquel il faut s'attaquer.





## Remerciements

---

Ce livre a vu le jour grâce à l'implication personnelle de chacune des femmes interviewées. A ce titre, nous les remercions tout particulièrement d'avoir accepté de nous livrer leur parcours de vie personnelle et professionnelle. Leur implication dans ce livre a été essentielle et nous les remercions pour leur disponibilité et flexibilité.

Nous remercions toutes les associations du Groupe Thématique Genre et toutes les associations qui ont contribué historiquement à la participation politique de la femme.

Nos remerciements vont aussi vers toute l'équipe technique qui a participé aux différentes parties de l'édition de ce livre. Leur engagement et leur expertise technique ont été particulièrement précieux.

Pour finir, cet ouvrage a bénéficié de l'appui de l'Union Européenne et de l'Ambassade de Suisse à Madagascar. Nous les remercions pour leur confiance et leur engagement.



## **Equipe de rédaction**

---

Ce travail a été réalisé par le Commissariat National de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre avec le soutien du projet PACTE III mise en œuvre par la Fondation du Centre Européen d'Appui Electoral (ECES), financé par l'Union Européenne et l'Ambassade de Suisse à Madagascar.

### ***Direction d'ouvrage***

Ce travail a été réalisé par le Commissariat National de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre avec l'appui de la Fondation du Centre Européen d'Appui Electoral (ECES).

### ***Direction technique***

Madame Moinaecha Mroudjae et Madame Sittou Raghadat Mohamed ont apporté leurs expertises et connaissances afin de rassembler les douze femmes interviewées dans ce livre. Leurs conseils ont été particulièrement précieux dans le cadre de l'édition de ce livre.

Monsieur Gorka Gamarra, Monsieur Kader Barry, Madame Marie Huyette et Madame Sabine Eddé du Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) ont été en charge de la réalisation de ce livre.

Monsieur Swan Menviel a mené les entretiens et apporté une méthodologie historique à ce livre.

Monsieur Ahmed Oulédi et Madame Mroudjae ont apporté leur expertise scientifique dans le cadre de l'introduction de ce livre.

Madame Ahmed Anais a mené les entretiens et a appuyé le travail d'édition de ce livre.

Monsieur Fred Hirzel a été en charge de corriger les entretiens.





Achévé d'imprimer en mars 2018  
Union des Comores





**Tsi chindi, Ngodjo chinda!  
J'ai réussi, tu réussiras !**

***Douze femmes, douze parcours exceptionnels***

Elles parlent de politique au féminin. Elles parlent aux femmes... mais aussi aux hommes. Leur principal message ? "Engagez-vous!" Cet ouvrage qui regroupe les entretiens de douze femmes politiques comoriennes a pour vocation d'encourager la participation politique de la femme. A travers eux, le but est de transmettre aux nouvelles générations le parcours exceptionnel mais surtout inspirant de douze femmes comoriennes qui, de par leur engagement politique, ont marqué l'histoire de ce pays. Couvrant une période historique allant des années 1960 au temps présent, chacune d'elle raconte ses souvenirs de jeunesse, les raisons qui l'ont poussée à s'engager en politique, les faits saillants de sa vie en tant que femme politique ainsi que sa vision pour le futur.

Ainsi, et si certains de ces récits se recourent ou parlent d'eux-mêmes, une constante subsiste, celle des préjugés sur ce que les filles et les femmes doivent être ou ne pas être. Dans ce cadre, la "femme politique" se retrouve au coeur d'une contradiction sociétale actuelle. Ces douze entretiens sont la preuve que ces préjugés peuvent être dépassés et surtout qu'ils le doivent. Elles sont des exemples comoriens, elles sont des exemples universels. Parce qu'effectivement, si elles sont parvenues à réussir, les autres réussiront partout autour du monde.



Union européenne



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Ambassade de Suisse pour Madagascar, les Comores et les Seychelles